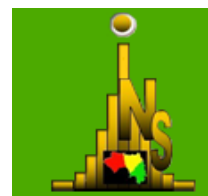




RÉPUBLIQUE DE GUINÉE
Travail – Justice – Solidarité
MINISTÈRE DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION
INTERNATIONALE



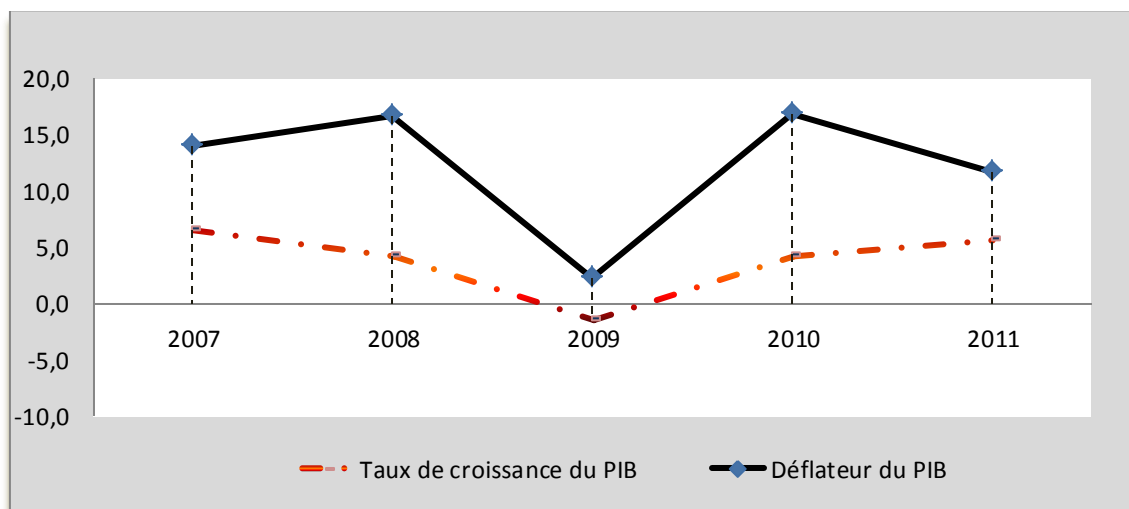
INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE – INS

DEPARTEMENT DE LA COMPTABILITÉ NATIONALE

Programme d'Appui au Renforcement des Fonctions
Statistiques de l'Etat (PARFSE)

COMPTES NATIONAUX

SÉRIE 2006 – 2011



UNION EUROPEENNE

mars 2017

AVANT-PROPOS

1. Dans le cadre des travaux de comptabilité nationale, l'Institut National de la Statistique (INS) à travers le département de la Comptabilité Nationale vient d'effectuer le passage au *système de comptabilité nationale de 1993 (SCN1993)* avec la production de la série des comptes nationaux 2006 – 2011.
2. Dans la première partie de ce document, l'INS publie les résultats des travaux relatifs au tableau des ressources et emplois (TRE). Ces résultats présentent le Produit Intérieur Brut et ses emplois aux prix courants et aux prix chaînés de l'année de référence 2010.
3. La seconde partie porte sur les résultats du tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) qui retracent les opérations de répartition entre les secteurs institutionnels.
4. En plus de ces deux volumes, le Système de Comptabilité Nationale Guinéen (SCNG) qui présente les sources de données, les nomenclatures et les méthodes de travail mises en œuvre pour élaborer les comptes nationaux sera également présenté.
5. L'INS exprime ses remerciements aux différentes structures visitées (Ministères, organismes et entreprises) ainsi qu'aux ménages pour la mise à disposition des données statistiques ayant permis l'élaboration de ces comptes économiques. Il les exhorte à poursuivre et à renforcer cette collaboration en vue d'améliorer la qualité des données et de réduire les délais de diffusion.
6. En dépit du fait que ces comptes soient établis sur la base de sources de données jugées fiables et qu'ils aient bénéficiés de minutieux contrôles par les services de l'Institut, ce document pourrait comme toute œuvre humaine, contenir quelques imperfections. À cet effet, nous accueillons volontiers toutes observations, remarques et suggestions complémentaires qui permettraient d'améliorer la qualité des prochaines éditions.
7. Nonobstant ces imperfections, nous rappelons que l'utilisation des données contenues dans ce document est permise avec la seule obligation de citer la source suivante : *République de Guinée, Institut national de la statistique, série des comptes nationaux 2006-2011.*
8. Enfin, l'INS saisit cette occasion pour adresser au nom du Ministère du Plan ses remerciements au Fonds Monétaire International à travers son Centre sous régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC /Ouest), AFRISTAT, l'INSEE de Paris et la BAD pour l'appui qu'ils ne cessent d'apporter dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale du Développement de la Statistique (S.N.D.S) en général et de l'élaboration des Comptes nationaux en particulier.



Aboubacar KABA

SOMMAIRE

Avant-propos 2

SOMMAIRE 3

SIGLES ET ABRÉVIATIONS 6

INTRODUCTION 7

CHAPITRE I : ÉVOLUTION de l'activité Économique 9

I. 1. Évolution globale de l'activité économique _____ 9

I. 2. Évolution sectorielle de l'activité économique _____ 9

CHAPITRE II : EMPLOIS du Produit Intérieur Brut 16

I. 3. Consommation finale _____ 16

I. 4. Formation brute de capital fixe _____ 18

I. 5. Échanges extérieurs de biens et services _____ 19

CHAPITRE III : REVENUS et d'Épenses 22

I. 6. Fiscalité et autres prélèvements obligatoires _____ 22

I. 7. Formation du revenu national disponible _____ 22

I. 8. Répartition de l'épargne _____ 24

I. 9. Financement de l'économie _____ 26

CHAPITRE IV: Synthèse méthodologique 28

I. 10. Principales sources de données _____ 28

I. 11. Méthodologie d'élaboration du PIB optique production _____ 38

I. 12. Méthodologie d'élaboration du PIB selon l'optique dépense _____ 41

I. 13. Élaboration du Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) _____ 42

Conclusion 45

Annexes : Principaux résultats 46

Branches 52

Lexique 80

Sommaire des tableaux

| | |
|---|-----------|
| Tableau 1 : Évolution de quelques ratios économiques de 2006 à 2011 (en %) | 11 |
| Tableau 2 : Principaux produits et valeurs ajoutés des activités de l'extraction | 13 |
| Tableau 3 : Poids de la valeur ajoutée informelle par secteur d'activité et par branche de 2006 à 2011 (%)..... | 14 |
| Tableau 4 : Les emplois du PIB de 2006 à 2011 (% du PIB)..... | 16 |
| Tableau 5 : Structure des produits de la consommation finale des ménages (en % du PIB)..... | 17 |
| Tableau 6: Structure des produits de la FBCF de 2006 à 2011 (%)..... | 18 |
| Tableau 7 : Structure des exportations de 2006 à 2011 (en % du Total)..... | 19 |
| Tableau 8 : Structure des importations de 2006 à 2011(en % du total)..... | 20 |
| Tableau 9 : Principaux indicateurs liés à la fiscalité | 22 |
| Tableau 10 : Poids (%) des secteurs dans le PIB..... | 23 |
| Tableau 11 : Revenus de la propriété nets (milliards de FG) | 23 |
| Tableau 12 : Transferts courants nets (milliards de FG) | 24 |
| Tableau 13 : Revenus disponibles des secteurs institutionnels résidents | 24 |
| Tableau 14 : Évolution des épargnes par secteur institutionnel entre 2006 et 2011 | 26 |
| Tableau 15 : Transferts sociaux en nature versés entre 2006 et 2011(milliards de FG)..... | 26 |
| Tableau 16 : Formation brute de capital fixe et Capacités/Besoins de financement (milliards de GNF) | 27 |
| Tableau 17 : Principales spéculations agricoles (milliers de tonnes)..... | 28 |
| Tableau 18 : Prix des principales spéculations (FG/kg) | 29 |
| Tableau 19 : Quelques statistiques sur la pêche | 29 |
| Tableau 20: Résultats du recensement du cheptel 2000 par région naturelle et par espèce..... | 31 |
| Tableau 21 : Taux de croît et d'exploitation des principaux produits de l'élevage | 31 |
| Tableau 22 : Principaux produits de l'élevage (milliers de têtes)..... | 32 |
| Tableau 23 : Prix unitaires des principaux produits de l'élevage de 2006- 2011 (FG/tête)..... | 32 |
| Tableau 24 : Principaux des produits d'extraction (en millier de tonne)..... | 33 |
| Tableau 25 : Prix des principaux produits d'extraction (en USD)..... | 33 |
| Tableau 26 : Principaux résultats de l'enquête sur le secteur informel extrapolés à l'ensemble du pays (milliard de FG) | 35 |
| Tableau 27 : Evolution des DSF saisies à l'INS..... | 36 |
| Tableau 28 : IHPC et taux directeur de la Banque Centrale | 39 |
| Tableau 29 : PIB courant optique production (en milliards de GNF) | 46 |
| Tableau 30 : PIB en volume optique production (base 100 = 2010) (en milliards de GNF) | 46 |
| Tableau 31 : Taux de croissance du PIB réel (en %) | 46 |
| Tableau 32 : Variation du déflateur du PIB (en %) | 46 |
| Tableau 33 : Ventilation du PIB courant par secteurs d'activités (en milliards GNF)..... | 47 |
| Tableau 34 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100 = 2010) (en milliards) | 47 |
| Tableau 35 : Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)..... | 48 |
| Tableau 3637 : Variation du déflateur du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage) | 49 |
| Tableau 38 : Répartition du PIB courant par secteur d'activité (en pourcentage du PIB nominal).... | 49 |
| Tableau 39 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage) | 50 |
| Tableau 40: Répartition des valeurs ajoutées par sous-branche au prix courants (milliards de FG)..... | 52 |
| Tableau 41: Répartition des valeurs ajoutées par sous-branche au prix constants (milliards de FG) . | 54 |

| | |
|---|-----------|
| Tableau 42 : Taux de croissance des valeurs ajoutées par sous-branche (en%)..... | 56 |
| Tableau 43 : Variation du déflateur des valeurs ajoutées par sous branche (en %)..... | 58 |
| Tableau 44 : Taux de la valeur ajoutée aux prix courants (%) | 59 |
| Tableau 45 : Taux de valeur ajoutée aux prix constants de 2010 | 60 |
| Tableau 46 : Répartition de la VA informelle aux prix courants par secteurs d'activités (milliards de FG) | 61 |
| Tableau 47 : Poids de la VA aux prix courants du secteur informel dans les branches (en%) | 61 |
| Tableau 48 : Structure de la VA aux prix courants du secteur informel (en %)..... | 62 |
| Tableau 49 : Evolution des emplois du PIB à prix courants | 63 |
| Tableau 50 : Evolution en volume des emplois du PIB (base 100=2010 | 63 |
| Tableau 51 : Taux de croissance réel du PIB et ses emplois | 64 |
| , Tableau 52 : Variation du déflateur du PIB et ses emplois (%)..... | 64 |
| Tableau 53 : Structure des emplois du PIB (en pourcentage du PIB)..... | 65 |
| Tableau 54 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (%)..... | 65 |
| Tableau 55 : Consommation finale par produit au prix courant (Mds de FG) | 66 |
| Tableau 56 : Evolution des principaux agrégats sur la distribution et l'utilisation du revenu | 67 |
| Tableau 57 : Principaux agrégats par secteurs institutionnels | 67 |
| Tableau 58 : Revenu Dépense et épargne des Administrations publiques | 68 |
| Tableau 59 : Revenu Dépense et épargne Des sociétés non financières,..... | 69 |
| Tableau 60 : Revenu Dépense et épargne des sociétés financières,..... | 69 |
| Tableau 61 : Revenu Dépense et épargne des ménages | 70 |
| Tableau 62 : Transaction Extérieures, Revenu, Capital et Remboursement | 71 |
| Tableau 63 : Compte du reste du Monde | 71 |
| Tableau 64 : Compte des sociétés non financières | 72 |
| Tableau 65 : Compte des sociétés financières | 73 |
| Tableau 66 : Compte des administrations publiques | 75 |
| Tableau 67 : Compte des ménages et des entreprises individuelles..... | 76 |
| Tableau 68 : Compte des ISBLSM | 78 |
| Tableau 69 : Consommation finale par secteur institutionnel | 79 |

Sommaire des graphiques

| | |
|---|-----------|
| Graphique 1 : Évolution du taux de croissance du PIB de 2007 à 2011 (%)..... | 9 |
| Graphique 2 : Structure du PIB par secteurs d'activités (en %)..... | 10 |
| Graphique 3 : Contribution à la croissance économique par secteur d'activité (%)..... | 11 |
| Graphique 4 : Répartition de la valeur ajoutée du secteur primaire par branches d'activités sur la période 2006-2011 (%)..... | 12 |
| Graphique 5 : Répartition de la valeur ajoutée du secteur secondaire par branches d'activités sur la période 2006-2011 | 12 |
| Graphique 6 : Poids moyen des branches dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire sur la période 2006-2011 (en %) | 14 |
| Graphique 7 : Évolution de la contribution de la consommation finale à la croissance du PIB..... | 17 |
| Graphique 8 : Évolution du taux d'investissement (formation brute de capital) | 18 |
| Graphique 9 : Evolution des taux d'ouverture et de couverture de 2006 à 2011 (%)..... | 19 |

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

| | |
|----------|---|
| AFRISTAT | : Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne |
| APU | : Administration Publique |
| BCEAO | : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest |
| BCRG | : Banque Centrale de la République de Guinée |
| CCF | : Consommation de Capital Fixe |
| CF / CI | : Consommation Finale / Consommation Intermédiaire |
| DSF | : Déclaration Statistique et Fiscale |
| ENSI | : Enquête Nationale sur le Secteur Informel |
| ERE | : Équilibre Ressources Emplois |
| FBCF | : Formation Brute de Capital Fixe |
| IHPC | : Indice Harmonisé de Prix à la Consommation |
| INS | : Institut National de la Statistique |
| ISBLSM | : Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages |
| LGV | : La Guinéenne de Vie |
| MCS | : Matrice de Comptabilité Sociale |
| MGE | : Maison Guinéenne de l'Entreprenariat |
| MECRAPAG | : Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Pêcheurs Artisans de Guinée |
| MUTRAGUI | : Mutuelle des Travailleurs de Guinée |
| NAEMA | : Nomenclature d'Activités des États membres d'AFRISTAT |
| NSIA | : Nouvelle Société Interafricaine d'Assurance |
| NCA | : Non Classé Ailleurs |
| NAFAYA | : Épargne et Crédit Yété Mali-NAFA |
| ODAC | : Organismes Divers d'Administration Centrale |
| ONG | : Organisation non Gouvernementale |
| PIB | : Produit Intérieur Brut |
| RGA/C | : Recensement Général de l'Agriculture et du Cheptel |
| RNB | : Revenu National Brut |
| SCN | : Système de Comptabilité Nationale |
| SIFIM | : Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré |
| SF | : Société Financière |
| SNF | : Société non Financière |
| SONAG | : Société Nouvelle d'Assurance de Guinée |
| SBG | : Skye Banque Guinée |
| RAFOC | : Réseau d'Assistance Financière aux Organisations Communautaires |
| TCEI | : Tableau des Comptes Économiques Intégrés |
| TOFE | : Tableau des Opérations Financières de l'État |
| TRE | : Tableau des Ressources et des Emplois |
| UBA | : United Bank of Africa |
| UGAR | : Union Guinéenne d'Assurance et de Réassurance |
| UEMOA | : Union économique et monétaire ouest africaine |

INTRODUCTION

9. L'Institut National de la Statistique de Guinée a entrepris depuis 2003 l'élaboration des comptes nationaux selon le Système de Comptabilité Nationale Guinéen (SCNG) harmonisé au *Système de Comptabilité Nationale de 1993 des Nations Unies (SCN93)*.

10. En effet, le Système de Comptabilité des Nations Unies de 1968 (SCN68) a été révisé en 1993 pour aboutir au SCN93. Cette révision a eu pour but l'amélioration de la méthodologie d'élaboration des comptes nationaux pour une meilleure mesure des réalités économiques.

11. Pour harmoniser les concepts, classifications et méthodes statistiques aux normes internationales retracées dans le SCNG et aussi satisfaire les recommandations des différentes organisations internationales), l'INS a élaboré une série de six années de comptes nationaux allant de 2006 à 2011 avec 2006 comme année de base.

12. A l'origine, l'année de base choisie était l'année 2003. L'introduction de nouvelles statistiques telles que : les données sur l'enquête informelle de 2009, les données sur les Enquêtes Légères pour l'Evaluation de la Pauvreté (ELEP 2007 et 2012) et les enquêtes auprès des institutions sans but lucratif au service des ménages a apporté de profonds changements dans les comptes nationaux de l'année 2006 qui est devenue année de base. De plus, les premiers travaux d'implantation du module ERETES (un logiciel d'aide à l'élaboration des comptes nationaux) débutés à la même année 2006 à travers la mise en place des maquettes de saisies détaillées de plusieurs sources d'information ont renforcé le choix de cette année comme année de base.

13. Ainsi, les comptes 2006-2011 ont été élaborés sur la base des nouveaux concepts et définitions du SCNG, les nouvelles nomenclatures guinéennes des activités et des produits, les nouvelles enquêtes économiques, les estimations actualisées des champs non couverts par des enquêtes directes au niveau du secteur informel et les enquêtes réalisées pour le suivi de la pauvreté.

14. Le SCNG permet d'évaluer les agrégats en volume aux prix de l'année précédente (n-1) au lieu de le faire aux prix d'une année fixe. Cette méthode (année de base mobile) tient compte de l'évolution des prix relatifs dans l'évaluation des agrégats économiques. Une procédure de chaînage est ensuite mise en œuvre pour ramener les comptes aux prix d'une même année afin de faciliter les travaux d'analyse et de modélisation économique. Ainsi, les comptes nationaux aux prix constants publiés sont des comptes nationaux chaînés aux prix de l'année 2010.

15. Ce document présente les résultats des comptes élaborés sur la période 2006-2011 et s'articule autour de quatre chapitres :

- ✓ Le premier chapitre analyse l'évolution de l'activité économique du point de vue de la production. Une attention particulière est portée à la contribution de chaque secteur (primaire, secondaire, tertiaire) et aussi celle du secteur informel à la création de la richesse nationale ;

- ✓ Le deuxième chapitre examine l'évolution et la structure des éléments de demande que sont la consommation finale, l'investissement et le commerce extérieur ;
- ✓ Le troisième chapitre analyse l'évolution de quelques agrégats du tableau des comptes économiques intégrés (TCEI) qui synthétise la répartition de revenus entre les secteurs institutionnels ;
- ✓ Le quatrième et dernier chapitre présente une synthèse méthodologique permettant de dégager quelques spécificités du système de comptabilité nationale guinéen.

CHAPITRE I : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

16. Ce chapitre comprend l'évolution globale et sectorielle de l'activité économique.

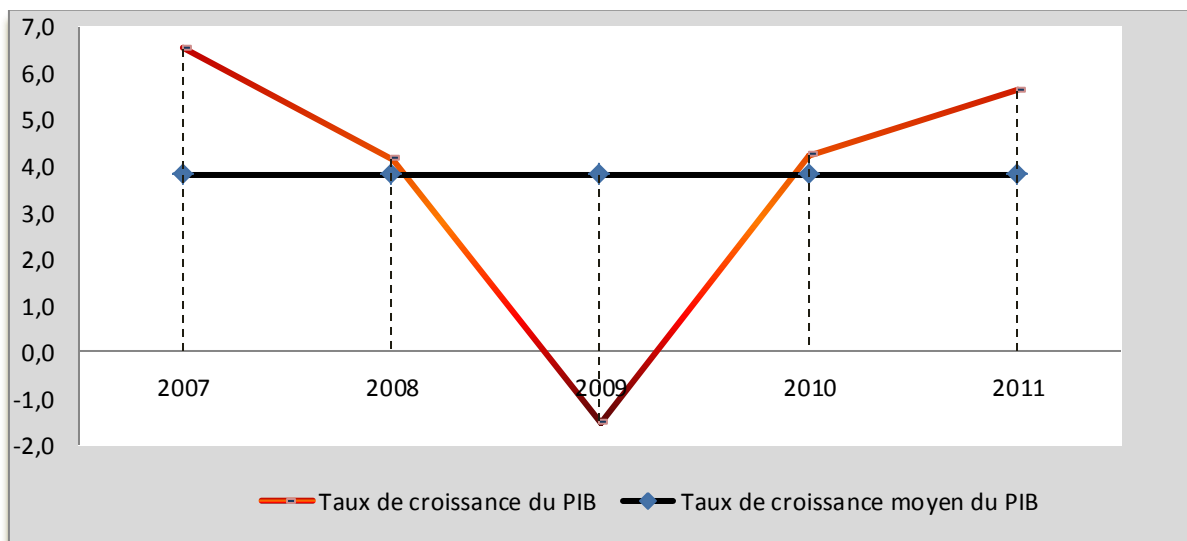
I. 1. Évolution globale de l'activité économique

Sur la période 2006-2011, le taux de croissance réel du Produit Intérieur Brut (PIB) a été en moyenne 4,02%. Cette croissance située entre -1,1% et 6,8% résulte des effets des diverses crises sociopolitiques et économiques que le pays a subies durant cette période. Les facteurs de la faiblesse de la croissance économique pourraient les troubles sociopolitiques et la faiblesse des institutions pouvant décourager l'investissement privé. Quant au déflateur du PIB, il varie de 1,8% à 16,7%. Le taux de croissance moyen du PIB sur la période paraît être élevé au regard du taux de croissance démographique de 3,1%.

Le creux constaté en 2009 (-1,1%) est sans doute imputable aux crises sociopolitiques débutées en décembre 2008 (décès du Président de la République, prise du pouvoir par l'armée, dissolution des institutions républicaines, etc.) qui ont conduit à l'isolement du pays (suspension par la CEDEAO et par l'Union Européenne, menaces de sanctions des Nations Unies et de l'Union Africaine).

17. La croissance reprend en 2010 avec la mise en place du Conseil National de Transition (CNT) et un gouvernement de consensus dirigés par la société civile dont la mission était l'organisation des élections présidentielles et faciliter le retour à l'ordre constitutionnel. Cette situation a permis à la croissance de s'établir à 5,6% en 2011.

Graphique 1 : Évolution du taux de croissance du PIB de 2007 à 2011 (%)



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 2. Évolution sectorielle de l'activité économique

18. Au prix courant, la répartition sectorielle du Produit Intérieur Brut (PIB) varie d'une année à l'autre sans affecter l'importance des secteurs d'activité. Le secteur tertiaire avec un poids moyen de 44,3% du PIB reste prépondérant, même si son poids baisse au fil des années. Il est principalement dominé par les activités commerciales ayant une moyenne

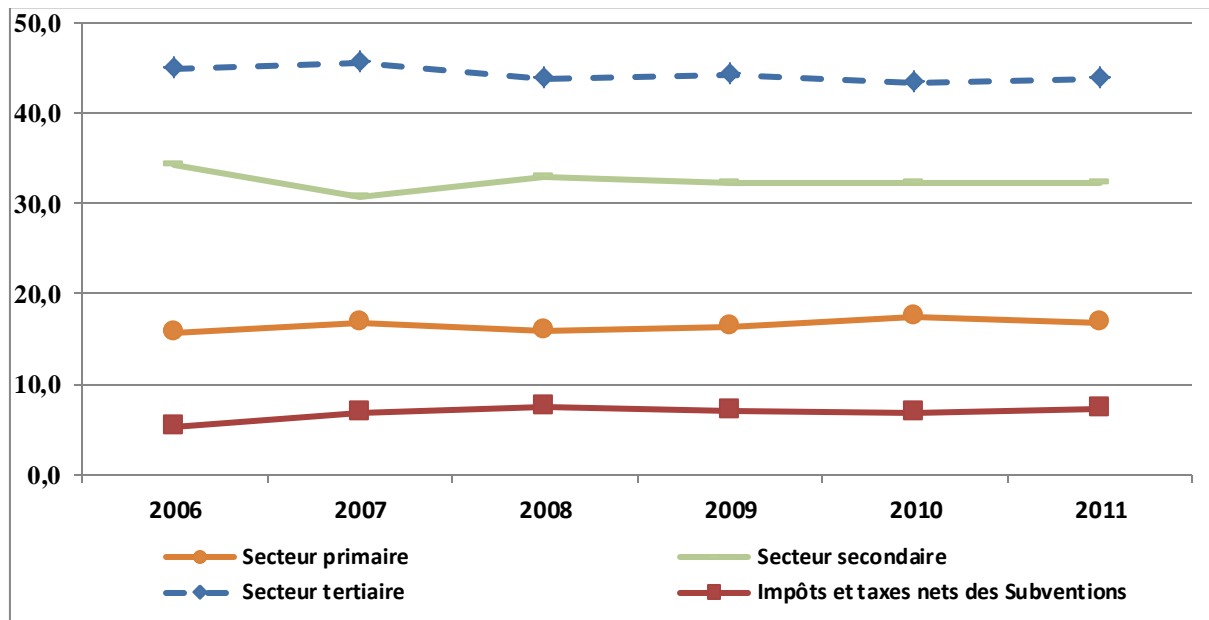
annuelle de 18,5% suivi des activités des transports (6,3%), de l'immobilier et des services aux entreprises (5,6%) et des administrations publiques (4,9%).

19. La part du secteur secondaire dans le PIB courant reste constante autour de 32,5%. Cette situation s'explique par la baisse des autres activités du secondaire compensée par le dynamisme du secteur minier suite à la hausse des prix des minerais en 2010 (plus de 31% pour la bauxite, 38% pour l'alumine, et 30% pour l'or) et l'appréciation de 25% du dollar par rapport au franc guinéen.

20. Le poids du secteur primaire est resté également stable autour de 16,5Q% durant la période avec une forte dominance de l'agriculture (35,40%), suivie de la pêche (31,7%).

21. Les impôts et taxes nets de subventions sur les produits représentent en moyenne 6,8% du PIB, largement inférieur à la moyenne de la CEDEAO qui a un taux spécifique de pression fiscale de 12%. Cette faiblesse s'explique entre autres par l'évasion fiscale, la corruption et le niveau élevé des exonérations.

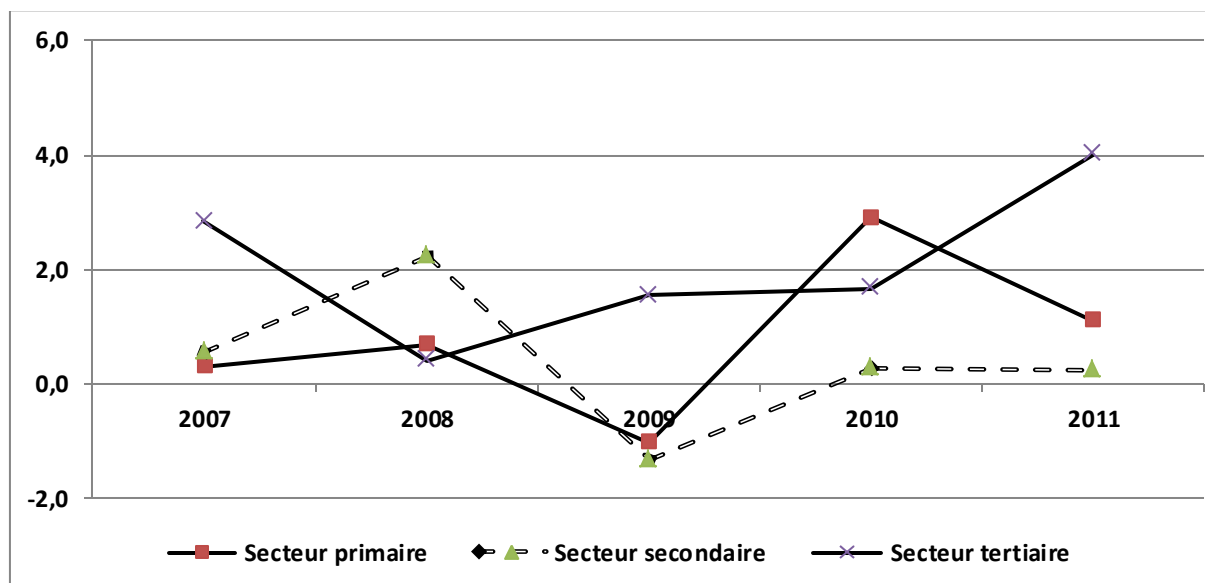
Graphique 2 : Structure du PIB par secteurs d'activités (en %)



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

S'agissant de la contribution des secteurs d'activités dans la croissance économique durant 2006-2011, le secteur tertiaire occupe la première place avec un taux moyen de 2,2 point de croissance, il est suivi par le secteur primaire qui a environ 0,8 point de croissance et par le secondaire avec 0,4 point de croissance. Les secteurs secondaire et primaire ont été les plus touchés par la crise économique mondiale exacerbée par la crise sociopolitique en 2009. Leurs contributions à la croissance étaient de -1,2 et -1,0 point de croissance respectivement.

Graphique 3 : Contribution à la croissance économique par secteur d'activité (%)



Sources : Département de la Comptabilité Nationale/INS

22. Le taux de valeur ajoutée¹ (VA/Production) s'est stabilisé autour de 57,6% sur la période 2006-2011 malgré quelques fluctuations, tandis que le poids de la valeur ajoutée dans le PIB² (VA/PIB) a été en moyenne de 93% sur la même période.

23. Avec une part représentant en moyenne près de la moitié du PIB sur la période, le secteur informel est une composante importante dans la création de la richesse en Guinée. Toutefois, son poids dans l'économie décroît en passant de 54,1% en 2007, à 45,2% en 2011. Cette situation pourrait être due essentiellement à la politique de promotion des investissements privés engagée par le Gouvernement à travers la mise en place d'un guichet unique et l'ouverture d'une Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP). Comme résultats, la durée de création d'entreprise et des PME/PMI a été fortement réduite.

Tableau 1 : Évolution de quelques ratios économiques de 2006 à 2011 (en %)

| Libellé | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2006-2011 |
|-------------------|------|------|------|------|------|------|-----------|
| VA / Production | 56,3 | 57,7 | 58,6 | 58,9 | 57,4 | 56,8 | 57,6 |
| VA / PIB | 94,8 | 93,2 | 92,6 | 92,9 | 93,2 | 92,7 | 93,2 |
| VA informel / PIB | 51,5 | 54,1 | 50,8 | 47,3 | 44,8 | 45,2 | 48,9 |

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 2. 1. Secteur primaire

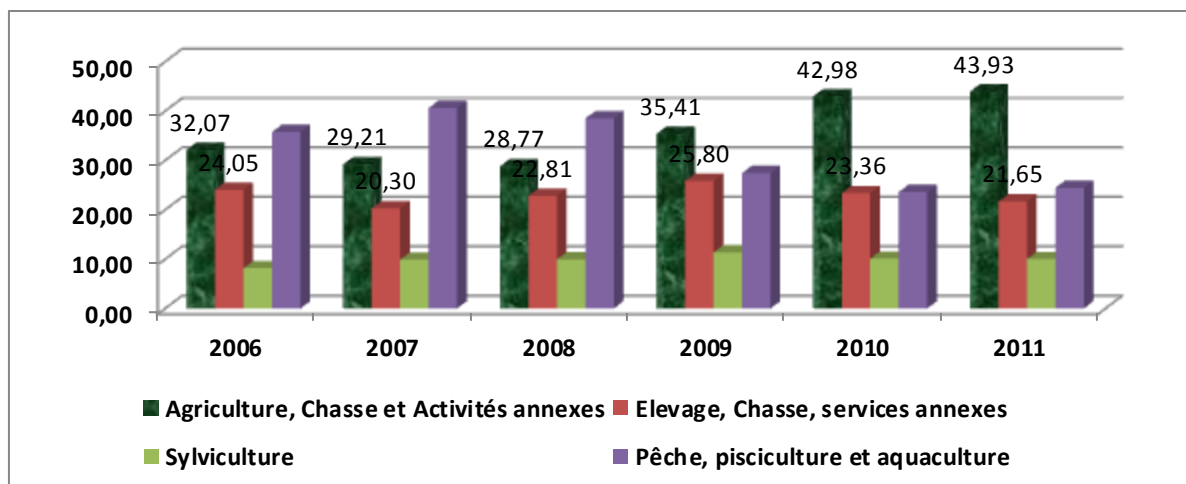
24. Occupant 16,5% de l'activité économique, le secteur primaire contribue en moyenne à 0,8 point à la croissance du pays. Depuis 2010, cette contribution reste au-dessus d'un point de croissance. Cette performance du secteur est essentiellement tributaire de la hausse des prix des produits agricoles sur la période 2009-2011, notamment 11 % pour le riz, 11% pour

¹ Taux de valeur ajoutée = 1-CI/Production ou VA/Production

² Poids de la VA dans le PIB = 1- Impôts nets de subvention/PIB

maïs et 10% pour l'arachide. Le poids de la pêche a été substantiellement revu à la hausse dans cette série. Ainsi, la baisse de la valeur ajoutée du primaire en 2009 s'explique par la chute de la production de la pêche de -27 %.

Graphique 4 : Répartition de la valeur ajoutée du secteur primaire par branches d'activités sur la période 2006-2011 (%)

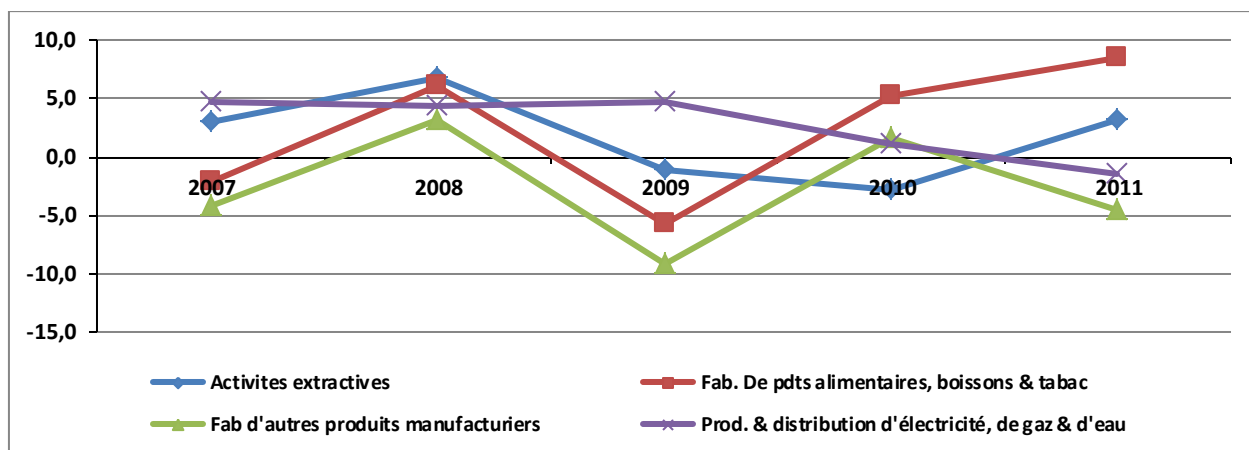


Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 2. 2. Secteur secondaire

25. Le secteur secondaire est dominé par les activités extractives représentant en moyenne 12,4% du PIB. Cette valeur a été évalué de 9,8% en 2007 à 15,6% en 2011. La contribution des activités extractives à la croissance économique est en baisse depuis 2008 où elle a atteint sa valeur la plus basse en 2010, soit -2,8 point de croissance. Ce résultat s'explique par la crise de confiance qui s'est manifestée dans le sous-secteur minier, au lendemain de la prise du pouvoir l'Armée, qui a freiné la production. Par ailleurs, l'activité de construction a connu un ralentissement sur la période 2006-2011. En effet, son taux de croissance est passé de 11,1% en 2007 à -0,9% en 2011. Un ralentissement qui s'expliquerait par le gel de nombreux contrats de construction.

Graphique 5 : Répartition de la valeur ajoutée du secteur secondaire par branches d'activités sur la période 2006-2011



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

Tableau 2 : Principaux produits et valeurs ajoutés des activités de l'extraction

| Libellés | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|--------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Bauxite (Millier de tonne) | 16 960 | 16 700 | 17 680 | 15 080 | 16 340 | 17 210 |
| Alumine (Millier de tonne) | 546 | 542 | 556 | 544 | 597 | 681 |
| Diamant (Millier de carat) | 469 | 1 013 | 2 019 | 2 030 | 1 665 | 1 790 |
| Or (Millier d'once) | 18 450 | 19 050 | 20 040 | 22 360 | 20 990 | 21 070 |
| Production (milliard de FG) | 5 489 | 4 752 | 6 648 | 5 591 | 9 238 | 11 922 |
| Taux de valeur ajoutée (%) | 55 | 54 | 54 | 61 | 60 | 60 |
| VA formelle (milliard de FG) | 2 538 | 2 204 | 2 998 | 2 987 | 4 930 | 6 324 |
| VA Informelle (milliard de FG) | 459,4 | 363,5 | 594,1 | 425,1 | 614,3 | 830,7 |

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

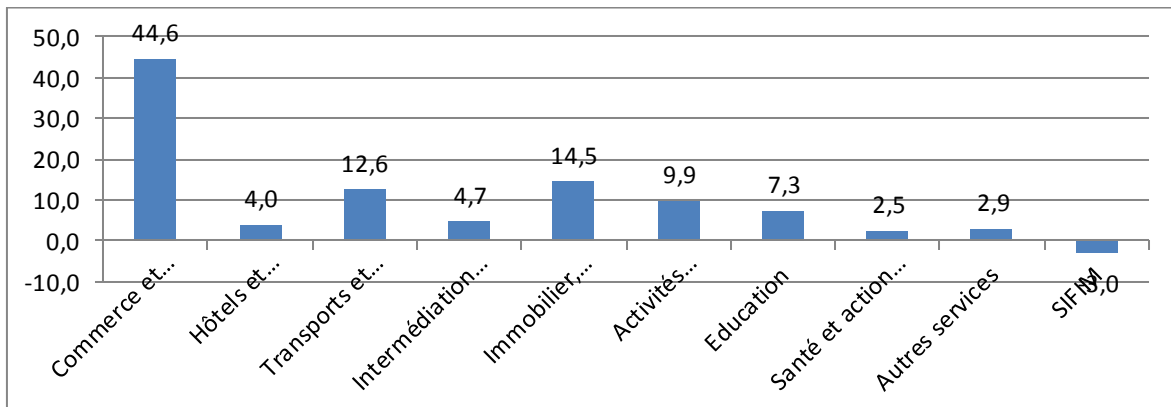
26. Le taux de valeur ajoutée du secteur secondaire a été en moyenne de 46,9%. En termes de poids, le secteur formel reste prépondérant dans le secteur secondaire.

I. 2. 3. Secteur tertiaire

27. La valeur ajoutée du secteur tertiaire provient essentiellement des activités de la branche commerce et réparations (69,9%) suivie des services immobiliers (21,4%). Le poids de la valeur ajoutée des APU dans le secteur tertiaire est en augmentation passant de 5,7% en 2006 à 14,2% en 2011.

28. L'analyse de la contribution à la croissance révèle que si le secteur tertiaire constitue la source principale de la croissance de l'économie nationale (1,7 en moyenne sur la période 2006-2011), cela résulte essentiellement des activités des Administrations Publiques dont la contribution au PIB s'élève à 1,0 point de croissance en moyenne. Toutefois, cette contribution a été amenuisée par celle des autres branches du secteur.

Graphique 6 : Poids moyen des branches dans la valeur ajoutée du secteur tertiaire sur la période 2006-2011 (en %)



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 2. 4. Secteur informel

29. La valeur ajoutée des ménages se compose essentiellement de deux parties : le secteur informel et les ménages ayant des activités essentiellement non marchande à l'instar de l'agriculture de subsistance, la construction et le logement pour usage propre, ainsi que l'utilisation des services domestiques.

30. Le secteur informel comprend les unités de production des ménages non constituées en société, non enregistrées ou ne tenant pas une comptabilité et dont la production est essentiellement destinée à la vente. Il représente en moyenne 53% de la valeur ajoutée globale et domine dans le secteur tertiaire où il représente 67,7% de la valeur ajoutée générée. Le poids de la valeur ajoutée du secteur informel est en moyenne de 41,4% dans le secteur primaire et de 38 % dans le secondaire.

Tableau 3 : Poids de la valeur ajoutée informelle par secteur d'activité et par branche de 2006 à 2011 (%)

| Libellé | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2006-2011 |
|--|------|------|------|------|------|------|-----------|
| Secteur primaire | 44,0 | 50,1 | 48,0 | 38,2 | 33,5 | 34,6 | 41,4 |
| Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes | 44,0 | 50,1 | 48,0 | 38,2 | 33,5 | 34,6 | 41,4 |
| Secteur secondaire | 37,5 | 41,8 | 38,0 | 36,8 | 36,5 | 37,5 | 38,0 |
| Activites extractives | 14,0 | 12,5 | 14,7 | 10,2 | 10,2 | 10,8 | 12,1 |
| Fab. De pdts alimentaires, boissons & tabac | 54,8 | 66,9 | 50,6 | 63,9 | 74,4 | 74,8 | 64,2 |
| Fab d'autres produits manufactures | 62,7 | 70,7 | 63,9 | 59,5 | 68,1 | 73,4 | 66,4 |
| Prod. & distribution d'electricite, de gaz & d'eau | 48,1 | 47,6 | 47,0 | 32,2 | 32,5 | 53,1 | 43,4 |
| Construction | 42,4 | 37,1 | 33,4 | 34,7 | 39,2 | 42,1 | 38,2 |

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|
| Secteur tertiaire | 70,8 | 72,1 | 70,0 | 65,9 | 62,5 | 65,0 | 67,7 |
| Commerce et réparation | 87,4 | 93,2 | 84,4 | 92,5 | 82,4 | 90,1 | 88,3 |
| Hôtels et restaurants | 96,8 | 97,8 | 96,1 | 97,1 | 97,6 | 97,5 | 97,1 |
| Transports et communications | 73,5 | 71,8 | 80,4 | 78,7 | 82,2 | 79,8 | 77,7 |
| Intermediation financière | 41,9 | 43,3 | 43,9 | 45,6 | 46,7 | 30,0 | 41,9 |
| Immobilier, services aux entreprises | 46,4 | 44,3 | 41,6 | 41,7 | 40,9 | 44,8 | 43,3 |
| Activités d'administration publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Education | 79,6 | 67,8 | 71,2 | 36,5 | 70,9 | 38,2 | 60,7 |
| Santé et action sociale | 82,7 | 69,2 | 79,2 | 61,5 | 77,5 | 72,0 | 73,7 |
| Autres services | 58,6 | 54,9 | 56,5 | 55,2 | 55,3 | 62,0 | 57,1 |
| SIFIM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| VA informelle | 54,3 | 58,1 | 54,8 | 50,9 | 48,0 | 50,0 | 52,7 |

(a) moyenne sur la période 2006 à 2011

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

CHAPITRE II : EMPLOIS DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT

31. Les emplois du Produit Intérieur Brut (PIB) sont : la consommation finale, la variation de stocks, la formation brute de capital fixe et les exportations nettes.

32. Sur la période 2006-2011, la consommation finale demeure le principal soutien à la croissance économique avec une contribution moyenne de 4 points. Les échanges avec l'extérieur sont structurellement déficitaires en raison de la prédominance des importations en produits manufacturés (soutien à la consommation et la formation de capital fixe) contrairement aux exportations reposant essentiellement sur des produits à très faibles valeurs ajoutées.

Tableau 4 : Les emplois du PIB de 2006 à 2011 (% du PIB)

| <i>Libellés</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> | <i>2006-2011</i> |
|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------|
| 1. Dépense de Consommation | | | | | | | |
| <i>Finale</i> | <i>97,2</i> | <i>100,6</i> | <i>94,7</i> | <i>103,5</i> | <i>92,5</i> | <i>96,7</i> | <i>97,5</i> |
| <i>dont privée</i> | <i>90,9</i> | <i>93,8</i> | <i>88,7</i> | <i>93,5</i> | <i>80,0</i> | <i>81,7</i> | <i>88,1</i> |
| <i>publique</i> | <i>6,3</i> | <i>6,8</i> | <i>6,0</i> | <i>10,0</i> | <i>12,6</i> | <i>15,0</i> | <i>9,4</i> |
| 2. FBCF | <i>20,0</i> | <i>24,7</i> | <i>22,6</i> | <i>20,9</i> | <i>19,1</i> | <i>23,6</i> | <i>21,8</i> |
| 3. Variation des stocks | <i>4,6</i> | <i>-1,3</i> | <i>3,6</i> | <i>0,4</i> | <i>1,2</i> | <i>0,5</i> | <i>1,5</i> |
| 4. INVESTISSEMENT (2+3) | <i>24,6</i> | <i>23,4</i> | <i>26,2</i> | <i>21,3</i> | <i>20,3</i> | <i>24,1</i> | <i>23,3</i> |
| 5. Exportations nettes | <i>-21,7</i> | <i>-24,0</i> | <i>-20,9</i> | <i>-24,8</i> | <i>-12,9</i> | <i>-20,8</i> | <i>-20,8</i> |
| 6. Exportations | <i>23,8</i> | <i>23,6</i> | <i>21,6</i> | <i>22,5</i> | <i>30,3</i> | <i>32,6</i> | <i>25,7</i> |
| <i>Exportations des biens</i> | <i>23,0</i> | <i>23,0</i> | <i>20,7</i> | <i>21,4</i> | <i>29,3</i> | <i>32,7</i> | <i>25,0</i> |
| <i>Exportations des services</i> | <i>0,8</i> | <i>0,6</i> | <i>1,0</i> | <i>1,2</i> | <i>1,0</i> | <i>-0,1</i> | <i>0,7</i> |
| 7. Importations | <i>45,6</i> | <i>47,6</i> | <i>42,5</i> | <i>47,3</i> | <i>43,2</i> | <i>53,4</i> | <i>46,6</i> |
| <i>Importations des biens</i> | <i>41,9</i> | <i>44,2</i> | <i>39,4</i> | <i>44,1</i> | <i>39,6</i> | <i>51,0</i> | <i>43,4</i> |
| <i>Importations des services</i> | <i>3,7</i> | <i>3,3</i> | <i>3,2</i> | <i>3,2</i> | <i>3,6</i> | <i>2,3</i> | <i>3,2</i> |
| PIB (1+4+5) | <i>100,0</i> | <i>100,0</i> | <i>100,0</i> | <i>100,0</i> | <i>100,0</i> | <i>100,0</i> | <i>100,0</i> |

(a) moyenne sur la période 2006 à 2011

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

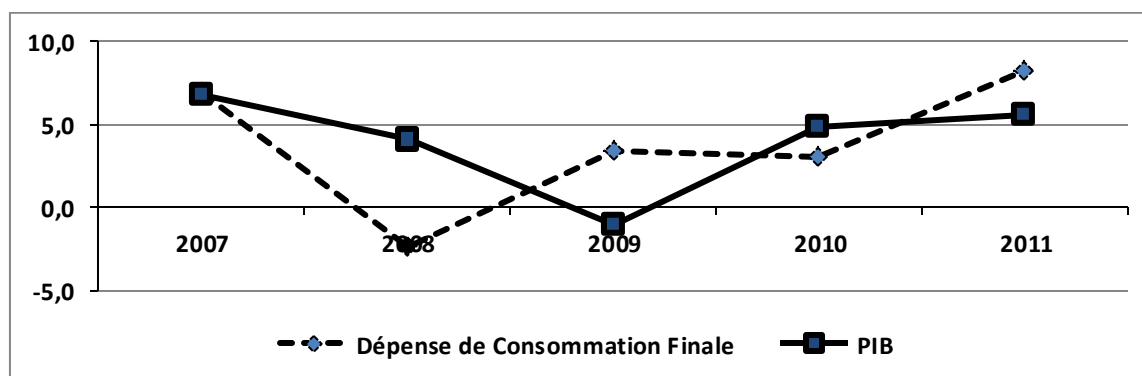
I. 3. Consommation finale

33. Après une baisse de la contribution de la consommation finale sur la période 2007-2008 (Passant de 6,9 à -2,4 point de croissance), cet agrégat a connu une reprise en 2009.

En effet, sa contribution varie à la du PIB varie de 6,9 points croissance en 2007 à 8,2 point de croissance. Cette hausse serait attribuer à une augmentation du poids de la consommation finale des dépenses de fonctionnements des administrations publiques dont les bonnes performances s'expliqueraient par les réformes économiques engagées par le Gouvernement

à travers l'unicité des caisses, l'engagement des dépenses à base caisse, la lutte contre l'inflation, etc.

Graphique 7 : Évolution de la contribution de la consommation finale à la croissance du PIB



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

34. L'analyse des données montre que les produits du primaire (agriculture, pêche, élevage, chasse et activités annexes) et les produits manufacturiers (alimentaires, textiles, chimiques ...) sont les principales composantes de la consommation finale des ménages. En effet, les ménages y consacrent près de 88% de leurs dépenses de consommation finale. Les services domestiques représentent le plus faible poids dans les dépenses de consommation finale des ménages sur la période.

Tableau 5 : Structure des produits de la consommation finale des ménages (en % du PIB)

| Produits | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2006-2011 |
|--|------|------|------|------|------|------|-----------|
| Agriculture Elevage chasse et activités annexes | 28,9 | 30,3 | 30,5 | 26,8 | 30,4 | 27,5 | 29,0 |
| Activités extractives | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Fab de pdts alimentaires boissons & tabac | 17,9 | 17,7 | 18,6 | 20,3 | 20,1 | 24,3 | 19,8 |
| Fab d'autres produits manufacturiers | 25,7 | 26,5 | 25,2 | 25,5 | 19,4 | 15,8 | 23,0 |
| Prod & distribution d'électricité de gaz & d'eau | 0,8 | 0,8 | 0,8 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,8 |
| Construction | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Commerce et réparation | 0,6 | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,2 | 0,4 |
| Hôtels et restaurants | 2,1 | 1,8 | 1,9 | 2,0 | 2,1 | 2,4 | 2,0 |
| Transports et communications | 4,6 | 4,1 | 5,0 | 4,0 | 3,2 | 2,5 | 3,9 |
| Intermédiation financière | 2,5 | 2,3 | 2,3 | 2,4 | 2,2 | 2,8 | 2,4 |
| Immobilier services aux entreprises | 2,7 | 2,8 | 3,1 | 3,0 | 3,1 | 3,1 | 3,0 |
| Activités d'administration publique | 5,8 | 5,5 | 5,6 | 6,3 | 13,0 | 13,3 | 8,3 |
| Education | 3,5 | 3,4 | 2,9 | 4,9 | 2,3 | 3,8 | 3,4 |

| | | | | | | | |
|--|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-------|
| Activités de services de sante | 1,6 | 1,6 | 1,4 | 1,5 | 1,1 | 1,4 | 1,4 |
| Activités à caractère collectif ou personnel | 1,9 | 1,6 | 1,5 | 1,4 | 1,3 | 1,4 | 1,5 |
| Act Ménages employeurs de personnel domestique | 0,7 | 0,6 | 0,6 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,6 |
| SIFIM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Correction territoriale | 0,7 | 0,5 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,3 |
| TOTAL | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100,0 |

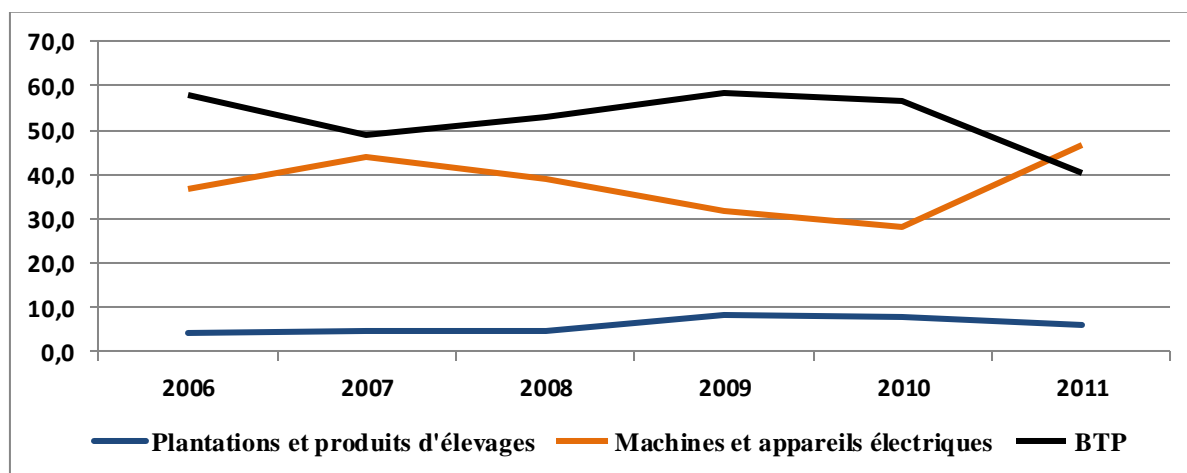
(a) moyenne sur la période 2006 à 2011

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 4. Formation brute de capital fixe

35. Le taux d'investissement³ moyen de la période 2006-2011 s'établit à 23,3% environ. Il évolue à la baisse jusqu'en 2010. En 2008, il est de 26,2%, un taux correspondant au niveau le plus élevé de la contribution de l'investissement à la croissance économique (7,3 points de croissance).

Graphique 8 : Évolution du taux d'investissement (formation brute de capital)



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

36. La construction est le premier actif fixe mobilisant en moyenne 52,3% des dépenses en formation brute de capital fixe (FBCF) sur la période. Elle est suivie par les machines et autres biens d'équipements représentant 37,5% de la FBCF. En dépit d'une amélioration de la part des dépenses de recherches en développement, brevets et logiciels, passant de 1,0% en 2006 à 6,7% en 2011, celles-ci représentent une part négligeable des dépenses allouées à la Formation Brute de Capital Fixe (3,7% en moyenne).

Tableau 6: Structure des produits de la FBCF de 2006 à 2011 (%)

| Libellés | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|------------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Plantations et produits d'élevages | 4,4 | 4,7 | 4,9 | 8,3 | 8,1 | 5,9 |

³ L'investissement représente la formation brute de capital composée de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations de stocks.

| | | | | | | |
|-----------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Machines et appareils électriques | 36,8 | 44,0 | 39,1 | 31,8 | 28,2 | 46,9 |
| BTP | 57,8 | 48,8 | 52,8 | 58,3 | 56,6 | 40,5 |
| Logiciels et brevets | 1,0 | 2,4 | 3,2 | 1,7 | 7,2 | 6,7 |

(a) moyenne sur la période 2006 à 2011

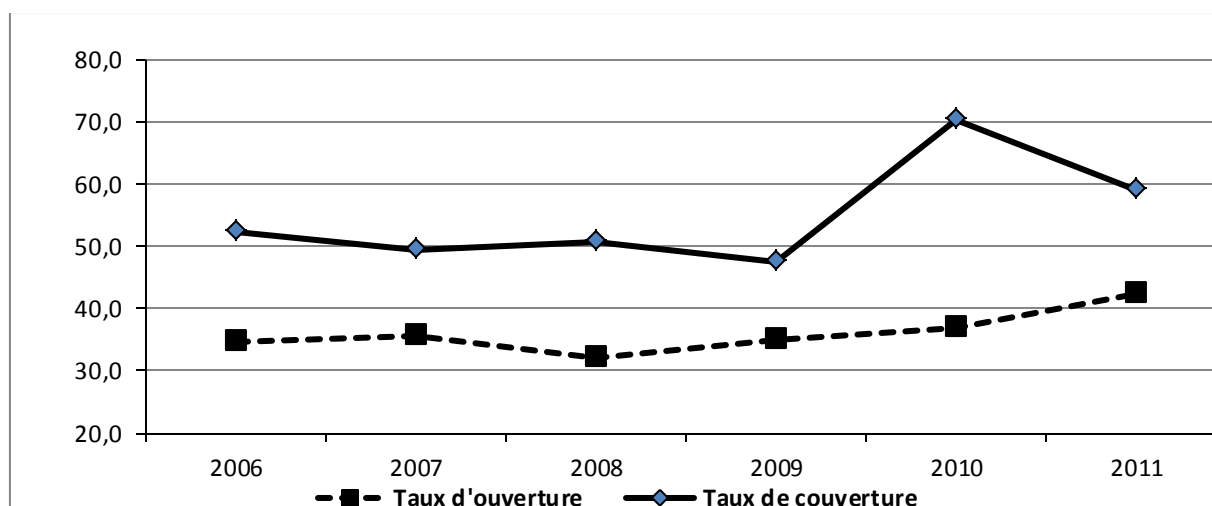
Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 5. Échanges extérieurs de biens et services

37. Les échanges extérieurs concernent les importations et exportations de biens et services.

Entre 2006 et 2011, les échanges de la Guinée avec le Reste du Monde se sont soldés sur un déficit commercial de 21,0% du Produit Intérieur Brut en moyenne. Le taux de couverture des importations par les exportations est en moyenne de 55,3%. La dépendance du pays vis à vis de l'extérieur s'est accentuée sur la période, passant de 34,7% en 2006 à 43,0% sous la poussée des importations.

Graphique 9 : Evolution des taux d'ouverture et de couverture de 2006 à 2011 (%)



Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 5. 1. Exportations de biens et services

38. Avec une contribution moyenne de 1,4 point à la croissance économique, les exportations restent pour l'essentiel constituées de produits miniers et leurs dérivés.

Tableau 7 : Structure des exportations de 2006 à 2011 (en % du Total)

| Produits | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2006-2011 |
|--|------|------|------|------|------|------|-----------|
| Agriculture, Elevage, chasse et activités annexes | 4,4 | 6,0 | 5,5 | 5,5 | 4,0 | 2,9 | 4,7 |
| Activités extractives | 82,4 | 78,6 | 75,1 | 73,8 | 74,8 | 81,8 | 77,8 |
| Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac | 1,2 | 1,1 | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,3 | 0,7 |
| Fab d'autres produits manufacturiers | 8,7 | 12,0 | 14,6 | 15,0 | 17,4 | 15,4 | 13,8 |
| Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Construction | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |

| | | | | | | | |
|---|-----|-----|-----|-----|-----|------|-----|
| Commerce et réparation | 0,0 | 0,0 | 0,4 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 |
| Hôtels et restaurants | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Transports et communications | 1,2 | 1,1 | 1,5 | 2,0 | 0,8 | -0,5 | 1,0 |
| Intermédiation financière | 0,2 | 0,0 | 0,3 | 0,4 | 0,5 | 0,0 | 0,2 |
| Immobilier, services aux entreprises | 1,8 | 1,1 | 1,9 | 2,3 | 1,7 | 0,0 | 1,5 |
| Activités d'administration publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Education | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Activités de services de santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Activités à caractère collectif ou personnel | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,1 |
| Act. Ménages employeurs de personnel domestique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| SIFIM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Correction territoriale | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Sources : Département de la Comptabilité Nationale/INS

39. Ces produits représentent en moyenne environ 78% des exportations annuelles du pays. Les produits manufacturiers notamment les transformations du bois viennent au deuxième rang dans la structure. En moyenne, ces produits font près de 12,6% des exportations totales de la Guinée.

I. 5. 2. Importations de biens et services

40. Sur la période 2006-2011, les principaux produits importés ont été les produits manufacturiers (en moyenne 81,% des importations) notamment les produits pétroliers, et les machines et biens équipements.

Tableau 8 : Structure des importations de 2006 à 2011(en % du total)

| Produits | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2006-2011 |
|--|------|------|------|------|------|------|-----------|
| Agriculture, Elevage, chasse et activités annexes | 0,5 | 0,8 | 0,6 | 1,3 | 0,5 | 0,3 | 0,7 |
| Activités extractives | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,0 |
| Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac | 11,4 | 10,6 | 9,2 | 12,7 | 9,8 | 11,6 | 10,9 |
| Fab d'autres produits manufacturiers | 80,0 | 81,5 | 82,7 | 79,2 | 81,2 | 83,7 | 81,4 |
| Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Construction | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Commerce et réparation | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Hôtels et restaurants | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Transports et communications | 3,7 | 3,1 | 3,5 | 2,5 | 3,0 | 0,0 | 2,6 |

| | | | | | | | |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------|
| Intermédiation financière | 0,4 | 0,1 | 0,1 | 1,0 | 0,3 | 0,0 | 0,3 |
| Immobilier, services aux entreprises | 2,5 | 2,8 | 3,5 | 2,9 | 4,8 | 4,1 | 3,4 |
| Activités d'administration publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Education | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Activités de services de santé | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Activités à caractère collectif ou personnel | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Act. Ménages employeurs de personnel domestique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| SIFIM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Correction territoriale | 1,5 | 1,0 | 0,3 | 0,4 | 0,3 | 0,2 | 0,6 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100,0 |

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

CHAPITRE III : REVENUS ET DÉPENSES

I. 6. Fiscalité et autres prélèvements obligatoires

41. En moyenne 9,0% de la richesse annuelle créée sur la période 2006-2011 est reversée à l'Etat sous forme d'impôts. Hors « agriculture » (hors élevage, pêche et forêt) qui apparaît moins imposée, le taux pression fiscale passe à 10,8% et à 17,7 si le secteur informel est exclu. Dans la même catégorie des prélèvements mais pour un but différent, la prise en compte des cotisations sociales fait passer le ratio des prélèvements obligatoires à une moyenne de 18,3% par rapport au PIB hors secteur informel. Le ratio des cotisations sociales par rapport au PIB est presque constant sur toute la période (0,1%).

42. Les impôts sur le capital sont la catégorie des prélèvements obligatoires la plus faible

Tableau 9 : Principaux indicateurs liés à la fiscalité

| Rubriques | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Impôts sur la production et les importations | 1 137 | 1 806 | 2 363 | 2 280 | 2 667 | 3 361 |
| Impôts courants sur les revenus et le capital | 358 | 439 | 536 | 875 | 1 038 | 1 524 |
| Impôts sur le capital (Transfert en capital) | 1 | 1 | 1 | 2 | 7 | 6 |
| Contributions sociales | 58 | 84 | 67 | 107 | 104 | 212 |
| PIB | 21 728 | 26 370 | 32 047 | 32 248 | 39 243 | 46 309 |
| Taux de pression fiscale (%) | 6,9 | 8,5 | 9,1 | 9,8 | 9,5 | 10,6 |
| Taux des prélèvements sociaux (%) | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,5 |
| Taux des prélèvements obligatoires(en %) | 8,5 | 10,6 | 9,3 | 10,1 | 9,7 | 11,0 |
| Indicateur hors agriculture | | | | | | |
| PIB hors Agriculture | 18 342 | 21 935 | 26 926 | 26 972 | 32 382 | 39 049 |
| Taux de pression fiscale (%) | 8,2 | 10,2 | 10,8 | 11,7 | 11,5 | 12,5 |
| Taux des prélèvements sociaux (%) | 0,3 | 0,4 | 0,2 | 0,4 | 0,3 | 0,5 |
| Taux des prélèvements obligatoires(en %) | 8,5 | 10,6 | 11,0 | 12,1 | 11,8 | 13,1 |
| Indicateur hors Secteur informel | | | | | | |
| PIB Hors informel | 10 539 | 12 098 | 15 772 | 17 000 | 21 677 | 25 394 |
| Taux de pression fiscale (%) | 14,2 | 18,6 | 18,4 | 18,6 | 17,1 | 19,3 |
| Taux des prélèvements sociaux (%) | 0,5 | 0,7 | 0,4 | 0,6 | 0,5 | 0,8 |
| Taux des prélèvements obligatoires(en %) | 14,8 | 19,3 | 18,8 | 19,2 | 17,6 | 20,1 |

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 7. Formation du revenu national disponible

I. 7. 1. Partage de la valeur ajoutée

43. Le processus de la formation du revenu commence par la création de la richesse (valeur ajoutée). Les ménages et les entrepreneurs individuels (EI) représentent le principal secteur

créateur de richesse. Leur part dans le PIB décroît de 68,0% (en 2007) à 62,7% (en 2010), traduisant une tendance à la formalisation de l'économie. La part des sociétés non financières (SNF) dans le PIB a connu une évolution erratique sur la période et se situe en moyenne à 22,2% du PIB. Les ISBLSM contribue en moyenne à 0,2% du PIB. C'est le secteur institutionnel le plus faible en matière de création de richesse sur la période.

Tableau 10 : Poids (%) des secteurs dans le PIB

| Secteurs | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Sociétés non financières | 24,2 | 19,6 | 23,3 | 21,1 | 23,4 | 21,4 |
| Sociétés financières | 1,7 | 1,5 | 1,3 | 1,3 | 1,1 | 1,9 |
| Administrations publiques | 4,7 | 5,2 | 4,5 | 8,3 | 7,8 | 8,2 |
| Ménages | 65,5 | 68,0 | 64,4 | 63,1 | 61,7 | 62,7 |
| Institutions sans but lucratif au service des ménages | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,1 |
| Service d'intermédiation financière indirectement mesuré | -1,7 | -1,5 | -1,2 | -1,2 | -1,0 | -1,5 |
| Impôts sur les produits | 5,2 | 6,8 | 7,4 | 7,1 | 6,8 | 7,3 |
| PIB | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 7. 2. Affectation des revenus primaires

44. La rémunération des salariés versée par les secteurs est essentiellement reçue par les ménages et les impôts et taxes payés sont reçus par les APu. Une infime partie des salaires payés est versé au reste du monde pour la rémunération des travailleurs saisonniers ou transfrontaliers,

45. Les revenus de la propriété sont reçus et versés par tous les secteurs institutionnels. Au niveau de l'économie nationale, les revenus reçus sont inférieurs à ceux versés. Les plus grands déficits sont enregistrés par les SNF et correspondent au paiement des intérêts. Ainsi, dans l'ensemble, les revenus de la propriété réduisent le revenu disponible des secteurs institutionnels à l'exception des ménages et des sociétés financières qui possèdent des surplus de revenus de la propriété.

Tableau 11 : Revenus de la propriété nets (milliards de FG)

| Rubrique | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Sociétés non financières | -1 024 | -1 304 | -1 724 | -934 | -1 071 | -1 417 |
| Sociétés financières | 308 | 239 | 285 | 345 | 350 | 657 |
| Administrations publiques | -765 | -124 | -458 | -371 | -393 | -153 |
| Ménages | 1 375 | 1 078 | 1 636 | 278 | 717 | 21 |
| Institutions sans but lucratif au service des ménages | -17 | -18 | -18 | -19 | -20 | -16 |
| Ensemble | -122,1 | -129,3 | -280,0 | -700,1 | -417,2 | -907,5 |

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 7. 3. Transferts courants entre secteurs

46. Les transferts courants entre les secteurs institutionnels comprennent les Impôts courants sur les revenus et le capital, les Contributions sociales, les Prestations sociales autres qu'en nature et les Autres transferts courants. Dans l'ensemble, les transferts reçus par l'économie nationale dépassent ceux versés sur la période de 231,5 milliards de franc guinéens. Cette situation s'explique en grande partie par les transferts reçus par les Administrations Publique en 2011 qui marque le début d'une situation politique stable.

Tableau 12 : Transferts courants nets (milliards de FG)

| Rubrique | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|--------|--------|------|------|--------|--------|
| Sociétés non financières | -444 | -570 | -687 | -898 | -1 076 | -1 489 |
| Sociétés financières | -76 | -151 | -92 | -169 | -161 | -354 |
| Administrations publiques | 159 | 221 | 324 | 664 | 533 | 1 871 |
| Ménages | 129 | 193 | 412 | 335 | 426 | 483 |
| Institutions sans but lucratif au service des ménages | 106 | 110 | 114 | 113 | 113 | 91 |
| Ensemble | -125,6 | -197,2 | 72,5 | 45,0 | -165,1 | 601,4 |

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

47. Sur la période 2006-2011, les revenus disponibles de l'économie ont progressé à un taux moyen annuel de 16,8% sensiblement égal au taux de croissance annuelle moyen du PIB courant (16,6%). La croissance moyenne annuelle la plus forte est celle du secteur des Sociétés financières suivies du secteur des APu (52,7%). Le secteur des ménages et des entreprises individuelles progresse à un rythme moyen annuel de 15,0%, de même que les revenus disponibles des ménages.

Tableau 13 : Revenus disponibles des secteurs institutionnels résidents

| Rubrique | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Sociétés non financières | 3 024 | 2 528 | 3 763 | 3 255 | 5 221 | 4 934 |
| Sociétés financières | 175 | 12 | 137 | 83 | 48 | 253 |
| Administrations publiques | 1 135 | 2 729 | 3 105 | 4 225 | 4 329 | 7 141 |
| Ménages | 17 027 | 20 657 | 24 706 | 23 830 | 28 887 | 33 537 |
| Institutions sans but lucratif au service des ménages | 111 | 115 | 119 | 118 | 117 | 92 |
| Ensemble | 21 473 | 26 040 | 31 828 | 31 510 | 38 602 | 45 957 |

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 8. Répartition de l'épargne

48. Dans le processus d'utilisation du revenu disponible brut des secteurs institutionnels, la part qui n'est pas consommée constitue l'épargne brute. En moyenne, cette épargne dégage est positive même si pour certaines années l'économie nationale ne dispose pas de revenus pour assurer les dépenses de consommations finales (2007 et 2009).

49. Sur toute la période, l'épargne des ménages est restée négative tandis que les sociétés dégagent chaque année un niveau d'épargne consacré à l'investissement.

Tableau 14 : Évolution des épargnes par secteur institutionnel entre 2006 et 2011

| <i>Rubrique</i> | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Sociétés non financières | 3 024 | 2 528 | 3 763 | 3 255 | 5 221 | 4 934 |
| Sociétés financières | 175 | 12 | 137 | 83 | 48 | 253 |
| Administrations publiques | -228 | 941 | 1 192 | 1 012 | -604 | 230 |
| Ménages | -2 567 | -3 922 | -3 558 | -6 153 | -2 316 | -4 552 |
| Institutions sans but lucratif au service des ménages | -45 | -47 | -49 | -56 | -62 | -50 |
| Ensemble | 359 | -488 | 1 485 | -1 859 | 2 287 | 815 |

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

50. La dépense de consommation finale des ménages, complétée par les transferts sociaux en nature en provenance des autres secteurs de l'économie forme leur consommation finale effective. Ces transferts ont en progressé entre 2006 et 2011 avec un creux en 2010 due à la chute des transferts des APU.

Tableau 15 : Transferts sociaux en nature versés entre 2006 et 2011 (milliards de FG)

| <i>Rubrique</i> | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|-------|-------|-------|--------|-------|--------|
| Administrations publiques | 190,5 | 351,3 | 278,0 | 1152,6 | 278,5 | 1187,5 |
| Institutions sans but lucratif au service des ménages | 155,9 | 161,5 | 167,2 | 173,2 | 179,3 | 141,7 |
| Ensemble | 346,4 | 512,8 | 445,2 | 1325,8 | 457,8 | 1329,2 |

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

I. 9. Financement de l'économie

51. Les balances des paiements annuelles de l'économie guinéenne élaborées et publiées par la Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) font ressortir un solde du compte courant structurellement déficitaire. Comme le montre le tableau ci-dessus, les résultats issus de l'élaboration des comptes nationaux définitifs suivant le SCN93 pour la période 2006 à 2011 aboutissent aux mêmes conclusions.

52. En analysant le tableau ci-dessous, il ressort que le financement extérieur représente en moyenne 98% des investissements de l'économie guinéenne. Tous les secteurs institutionnels y compris les ménages en tirent profits.

53. Le secteur des ménages qui devrait être l'un des secteurs ayant une capacité de financement est ressorti avec un besoin de financement depuis 2006. Cette situation qui provient en partie de la perte de pouvoir d'achat de ce secteur due aux fluctuations importantes des prix traduites par l'IHPC (en moyenne 16,6% entre 2006 et 2011).

Tableau 16 : Formation brute de capital fixe et Capacités/Besoins de financement (milliards de GNF)

| <i>Rubrique</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|--------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Formation brute de capital fixe | 4 335 | 6 505 | 7 239 | 6 751 | 7 510 | 10 548 |
| dont SNF | 1 914 | 3 190 | 3 379 | 2 535 | 1 796 | 11 024 |
| SF | 42 | 78 | 72 | 64 | 100 | 128 |
| APU | 664 | 551 | 867 | 1 646 | 2 958 | -3 824 |
| Ménages | 1 703 | 2 673 | 2 908 | 2 469 | 2 619 | 3 184 |
| ISBLSM | 12 | 12 | 13 | 37 | 37 | 37 |
| Capacite(+)/besoin de financement(-) | -4 883 | -6 356 | -6 715 | -8 554 | -5 401 | -9 398 |
| dont SNF | 136 | -54 | -642 | 816 | 3 294 | -5 693 |
| SF | 133 | -66 | 65 | 18 | -52 | 122 |
| APU | -806 | 442 | 421 | -654 | -3 570 | 4 041 |
| Ménages | -4 297 | -6 626 | -6 505 | -8 667 | -4 999 | -7 806 |
| ISBLSM | -49 | -51 | -53 | -68 | -74 | -62 |

Source : Département de la Comptabilité Nationale/INS

CHAPITRE IV:SYNTHÈSE MÉTHODOLOGIQUE

54. Ce chapitre décrit les principales sources de données et les méthodes d'estimation des différents agrégats produits.

I. 10. Principales sources de données

55. Pour l'élaboration des comptes nationaux, le Département de la Comptabilité a utilisé les principales sources suivantes : agriculture, mines, administration publique, déclarations de statistiques fiscales (DSF), ménages, commerce extérieure.

I. 10. 1. Source agriculture

56. Le ministère de l'agriculture fournit les informations sur les quantités récoltées des principales spéculations à savoir: le riz, le maïs, le fonio, l'arachide, le manioc, le mil, le sorgho, la patate, le taro, l'igname et la pomme de terre qui représentent plus de 80% de la valeur de la production agricole. Le cadrage macroéconomique fournit des estimations sur les quantités des spéculations complémentaires (Banane Poyo /Plantin, Ananas, Mangue, Orange, Café, Cacao, Coton (graine) et Palmiste) ainsi que leurs prix.

Tableau 17 : Principales spéculations agricoles (milliers de tonnes)

| <i>Spéculations</i> | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---------------------|------|------|------|------|------|------|
| Riz | 973 | 1188 | 1429 | 1478 | 1556 | 1703 |
| Mais | 484 | 540 | 559 | 544 | 575 | 598 |
| Fonio | 217 | 230 | 284 | 334 | 365 | 397 |
| Arachide | 280 | 298 | 269 | 262 | 316 | 342 |
| Manioc | 1017 | 1070 | 1087 | 1052 | 1057 | 1087 |
| Mil Sorgho | 23 | 125 | 215 | 212 | 228 | 241 |
| Patate Taro | 95 | 157 | 237 | 258 | 270 | 290 |
| Igname | 50 | 67 | 84 | 88 | 98 | 108 |
| Pomme de terre | 4 | 15 | 28 | 38 | 43 | 52 |
| Banane Poyo/Plantin | 153 | 157 | 161 | 164 | 168 | 172 |
| Ananas | 102 | 105 | 107 | 109 | 112 | 115 |
| Mangue | 136 | 139 | 142 | 146 | 149 | 152 |
| Orange | 34 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 |
| Café | 21 | 22 | 22 | 23 | 23 | 24 |
| Cacao | 15 | 15 | 15 | 16 | 16 | 16 |
| Coton (graine) | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Palmiste | 50 | 52 | 53 | 54 | 55 | 57 |

Source : ANASA/Ministère de l'Agriculture et Direction Nationale du Plan /Ministère du Plan

Tableau 18 : Prix des principales spéculations (FG/kg)

| <i>Spéculations</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|---------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Riz | 992 3 | 1 151 | 1 303 | 1 414 | 1 552 | 1 779 |
| Mais | 610 1 | 702 | 793 | 860 | 944 | 1 082 |
| Fonio | 591 6 | 692 | 777 | 836 | 915 | 1 023 |
| Arachide | 602 1 | 710 | 799 | 862 | 942 | 1 054 |
| Manioc | 251 5 | 273 | 310 | 338 | 373 | 367 |
| Mil Sorgho | 401 1 | 433 | 468 | 482 | 512 | 542 |
| Patate Taro | 230 9 | 244 | 255 | 267 | 281 | 294 |
| Igname | 481 6 | 510 | 551 | 584 | 623 | 666 |
| Pomme de terre | 884 5 | 1 017 | 1 170 | 1 287 | 1 458 | 1 645 |
| Banane Poyo/Plantin | 513 2 | 554 | 588 | 616 | 654 | 691 |
| Ananas | 460 2 | 488 | 511 | 532 | 558 | 583 |
| Mangue | 235 4 | 259 | 275 | 283 | 301 | 316 |
| Orange | 242 1 | 266 | 290 | 305 | 329 | 353 |
| Café | 3 379 3 | 3 481 | 3 655 | 3 289 | 3 289 | 3 289 |
| Cacao | 805 2 | 821 | 862 | 880 | 906 | 936 |
| Coton (graine) | 674 5 | 681 | 688 | 695 | 702 | 709 |
| Palmiste | 586 9 | 593 | 622 | 641 | 660 | 685 |

Source : ANASA/Ministère de l'Agriculture et Direction Nationale du Plan /Ministère du Plan

I. 10. 2. Source pêche

57. Les informations sur la pêche, tirées du cadrage macroéconomique, sont utilisées pour calculer des indices de volume et de prix. Ces indices sont utilisées pour rétropoler et extrapoler la valeur de la production de 2009 fournie par l'enquête sur le secteur informel. Les indices de prix sont utilisés pour déflater les valeurs redressées des DSF.

Tableau 19 : Quelques statistiques sur la pêche

| <i>QUANTITE</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> | <i>2012</i> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Pêche maritime | 134 160 | 134 307 | 140 030 | 94 966 | 98 957 | 103 373 | 107 966 |
| Pêche artisanale | 83 899 | 83 178 | 86 089 | 65 514 | 68 003 | 70 655 | 73 481 |
| Pêche industrielle | 50 261 | 51 129 | 53 941 | 29 452 | 30 954 | 32 718 | 34 485 |
| Pêche continentale (autoconsommation) | 12 625 | 12 879 | 13 019 | 13 163 | 13 321 | 13 494 | 13 669 |
| Total production Pêche | 146 785 | 147 186 | 153 049 | 108 129 | 112 278 | 116 867 | 121 635 |

| <i>Prix unitaires</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> | <i>2012</i> |
|-----------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Pêche artisanale | 2 311 | 3484 | 3658 | 3761 | 4059 | 4272 | 4500 |

| | | | | | | | |
|---------------------------------------|-------|------|------|------|------|------|------|
| Pêche industrielle | 1 614 | 2413 | 2567 | 2657 | 2878 | 3052 | 3234 |
| Pêche continentale (autoconsommation) | 1 485 | 1871 | 1928 | 1976 | 2045 | 2106 | 2170 |

| Valeur courantes (millions de FG) | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Pêche maritime | 274 970 | 413 166 | 453 380 | 324 652 | 365 110 | 401 693 | 442 189 |
| <i>Pêche artisanale</i> | 193 849 | 289 792 | 314 914 | 246 398 | 276 024 | 301 838 | 330 665 |
| <i>Pêche industrielle</i> | 81 121 | 123 374 | 138 467 | 78 254 | 89 086 | 99 855 | 111 524 |
| Pêche continentale (autoconsommation) | 18 752 | 24 097 | 25 101 | 26 010 | 27 241 | 28 418 | 29 662 |
| Pêche | 293 722 | 437 263 | 478 481 | 350 662 | 392 351 | 430 112 | 471 851 |

| Valeur aux prix de l'année précédente (millions de FG) | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Pêche maritime | 137 485 | 274 705 | 430 094 | 315 253 | 338 004 | 380 951 | 419 159 |
| Pêche artisanale | 96 925 | 192 183 | 299 934 | 239 650 | 255 759 | 286 789 | 313 911 |
| Pêche industrielle | 40 560 | 82 522 | 130 160 | 75 603 | 82 245 | 94 162 | 105 248 |
| Pêche continentale (autoconsommation) | 12 501 | 19 129 | 24 359 | 25 378 | 26 322 | 27 595 | 28 787 |
| Pêche | 149 986 | 293 834 | 454 452 | 340 632 | 364 326 | 408 546 | 447 946 |

| Indices de la pêche | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Indice de volume | 100,1 | 100,0 | 103,9 | 71,2 | 103,9 | 104,1 | 104,1 |
| Indice de prix | 195,8 | 148,8 | 105,3 | 102,9 | 107,7 | 105,3 | 105,3 |
| Indice de valeur | 196,1 | 148,9 | 109,4 | 73,3 | 111,9 | 109,6 | 109,7 |

Sources : Département de la Comptabilité Nationale

I. 10. 3. Source élevage

58. Les données de l'élevage s'appuient sur les résultats du recensement du cheptel de 2000, les taux de croît, d'exploitation et les hypothèses du cadrage macroéconomique.

Tableau 20: Résultats du recensement du cheptel 2000 par région naturelle et par espèce

| REG. NAT. | BASSE GUINEE | MOYENNE GUINEE | HAUTE GUINEE | GUINEE FOREST. | Total |
|----------------------|---------------------|---------------------------|-------------------------|---------------------------|--------------|
| Éleveurs | 33 976 | 113 276 | 84 000 | 51 835 | 283 087 |
| Bovins | 529 116 | 1 124 058 | 996 463 | 226 552 | 2 876 189 |
| Ovins | 166 817 | 318 705 | 238 460 | 121 959 | 845 941 |
| Caprins | 193 119 | 479 960 | 197 512 | 137 865 | 1 008 456 |
| Porcins | 4 925 | 19 | 117 | 53 693 | 58 754 |
| Equins | 22 | 91 | 11 | 13 | 137 |
| Asins | 5 | 1 221 | 3 551 | 2 | 4 779 |
| Lapins | 211 | 320 | 689 | 880 | 2 100 |
| Pondeuses | 376 554 | 52 153 | 28 968 | 34 028 | 491 703 |
| Poulets de chair | 12 848 | 768 | | 11 354 | 25 303 |

Sources : Ministère de l'Élevage

Tableau 21 : Taux de croît et d'exploitation des principaux produits de l'élevage

| Espèces | Taux de croît (%) | Taux d'exploitation (%) |
|----------------|--------------------------|--------------------------------|
|----------------|--------------------------|--------------------------------|

| | | |
|----------|-----|----|
| Bovins | 5.6 | 12 |
| Ovins | 6.8 | 38 |
| Caprins | 6.7 | 38 |
| Porcins | 4.9 | 63 |
| Volaille | 6.0 | 33 |

Sources : Ministère de l'élevage

59. Ces informations sont complétées par celles sur le lait, les œufs (une pondeuse pond environ 70 œufs et 1 œuf=55 grammes) et le fumier (un bovin fournit environ 124kg de fumier) tirées du cadrage macroéconomique.

Tableau 22 : Principaux produits de l'élevage (milliers de têtes)

| <i>Produits</i> | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Bovins | 3 979 | 4 203 | 4 439 | 4 689 | 4 955 | 5 235 |
| Ovins | 1 249 | 1 335 | 1 427 | 1 526 | 1 632 | 1 745 |
| Caprins | 1 479 | 1 578 | 1 684 | 1 797 | 1 919 | 2 048 |
| Porcins | 69 | 72 | 75 | 77 | 80 | 83 |
| Volaille locale | 13 733 | 14 557 | 15 430 | 16 356 | 17 337 | 18 378 |
| Pondeuses | 704 | 747 | 791 | 839 | 889 | 943 |
| Poulets de chair | 56 | 60 | 63 | 67 | 71 | 75 |
| Lait de vache (millions litres) | 113 | 119 | 125 | 132 | 140 | 147 |
| Œufs (millions kg) | 10 | 8 | 6 | 10 | 16 | 21 |

Sources : Ministère de l'élevage

Tableau 23 : Prix unitaires des principaux produits de l'élevage de 2006- 2011 (FG/tête)

| <i>Produits</i> | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Bovins | 612 734 | 630 000 | 890 000 | 945 000 | 1 102 282 | 1 316 372 |
| Ovins | 274 022 | 190 000 | 218 000 | 220 000 | 245 639 | 308 542 |
| Caprins | 266 863 | 195 000 | 200 000 | 215 000 | 242 344 | 323 490 |
| Porcins | 216 810 | 223 315 | 230 014 | 236 914 | 276 345 | 330 018 |
| Volaille locale | 20 541 | 16 000 | 18 000 | 19 000 | 23 043 | 25 488 |
| Pondeuses | 15 611 | 17 000 | 22 000 | 21 000 | 24 495 | 29 253 |
| Poulets de chair | 20 234 | 17 000 | 22 000 | 21 000 | 24 495 | 29 253 |
| Lait de Vache (FG/litre) | 3 178 | 4 450 | 5 340 | 5 607 | 5 775 | 5 948 |
| Œufs(FG/kg) | 7 327 | 9 867 | 11 852 | 12 446 | 12 808 | 13 203 |
| Fumier valorisé | 100 | 150 | 180 | 189 | 195 | 201 |

Sources : Ministère de l'élevage

I. 10. 4. Secteur minier

60. La source de données des productions minières par entreprise et des prix associés est le cadrage macroéconomique.

Tableau 24 : Principaux des produits d'extraction (en millier de tonne)

| Produit | Entreprises | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|--------------------------------------|------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 1. Bauxite | | 16 960 | 16 700 | 17 680 | 15 080 | 16 340 | 17 210 |
| | CBG | 13880 | 13500 | 14560 | 12030 | 13400 | 14230 |
| | CBK | 3 080 | 3 200 | 3 120 | 3 050 | 2 940 | 2 980 |
| 2. Alumine | Friguia | 546 | 542 | 556 | 544 | 597 | 681 |
| 3. Diamant (Millier de carat) | | 469 | 469 | 469 | 1 013 | 2 019 | 2 030 |
| | Aredor | 0 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Hymex | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Quatro C | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Comptoirs ⁴ | 469 | 1 010 | 2 019 | 2 030 | 1 665 | 1 790 |
| 4. Or (Millier d'once) | | 18 455 | 18 455 | 18 450 | 19 050 | 20 040 | 22 360 |
| | Smd | 1 660 | 2 890 | 3 140 | 6 450 | 6 990 | 6 920 |
| | Sag | 9 830 | 10 600 | 11 020 | 12 440 | 10 400 | 10 290 |
| | Semafo | 1 860 | 1 130 | 1 230 | 1 000 | 970 | 960 |
| | Comptoirs | 5 100 | 4 430 | 4 650 | 2 470 | 2 630 | 2 900 |

Tableau 25 : Prix des principaux produits d'extraction (en USD)

| | Entreprises | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|-------------------|-------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| 1. Bauxite | | | | | | | |
| | CBG | 29.49 | 32 | 34.5 | 20.7 | 29.03 | 30.48 |
| | CBK | 9 | 9 | 9 | 6 | 7 | 7 |
| 2. Alumine | Friguia | 278 | 306 | 298 | 179 | 273 | 287 |
| 3. Diamant | | | | | | | |
| | Aredor | 167.94 | 250.11 | 255.11 | 255.11 | 255.11 | 267.87 |
| | Hymex | 117.23 | 118.40 | 118.40 | 118.40 | 118.40 | 124.32 |
| | Quatro C | 250.00 | 252.50 | 252.50 | 252.50 | 252.50 | 265.13 |
| | Comptoirs | 91.52 | 49.52 | 50.51 | 30.31 | 30.37 | 31.88 |
| 4. Or | | | | | | | |
| | Smd | 558.65 | 650.66 | 871.70 | 908.70 | 1184.76 | 1244.00 |
| | Sag | 577.57 | 660.37 | 871.70 | 908.70 | 1199.23 | 1259.19 |
| | Semafo | 470.83 | 515.22 | 871.70 | 908.70 | 1234.77 | 1296.51 |
| | Comptoirs | 554.70 | 578.75 | 722.75 | 750.60 | 1104.25 | 1159.46 |
| 5. Taux de change | 1 \$ = | 5.264.00 | 4.179.30 | 4.597.00 | 4.773.50 | 5.987.80 | 7.115.00 |
| 6. IHPC | | 134.74 | 122.90 | 117.65 | 105.99 | 114.90 | 121.44 |

⁴ 'Comptoirs' indiquent des activités informelles

I. 10. 5. Secteur informel

61. L'INS a réalisé une enquête sur le secteur informel en 2009. Cette enquête a porté sur un échantillon de 825 unités de production informelle (UPI) de la ville de Conakry. Elle a permis de couvrir 22 branches d'activités allant de l'agriculture aux services domestiques. Les branches non couvertes par l'enquête étaient : extraction de minerais métalliques, fabrication d'articles en papier ou en carton et production & distribution d'électricité, de gaz et d'eau.

62. L'extrapolation des résultats sur la ville de Conakry a abouti à 211000 UPI, pour une production de 15 000 milliards GNF et une valeur ajoutée de 9 000 milliards GNF.

63. La méthodologie d'estimation des résultats sur l'ensemble du pays qui consistait à appliquer un coefficient uniforme sur toutes les branches a été modifiée. Ce coefficient provenait du produit entre un facteur de contraction (0.55) et, le rapport entre le PIB estimé de 2009 (22 000 milliards GNF) et la valeur ajoutée du secteur informel à Conakry.

64. En effet, d'après ce procédé, le coefficient d'extrapolation des hôtels et restaurants (activité essentiellement urbaine) serait identique à celui de l'agriculture. Ainsi, la nouvelle méthode d'estimation consiste à partir de l'Enquête Légère pour l'Evaluation de la Pauvreté (ELEP 2007) d'introduire une variabilité entre les branches et les deux zones (Conakry et en dehors de la ville de Conakry) en obéissant aux étapes suivantes : A défaut de disposer d'une structure de production par branche et par zone, l'hypothèse de travail a été que la structure de la consommation finale d'un produit par zone est identique à la structure de la production informelle en ce produit par zone. L'ELEP fournit les dépenses de consommation finale par produits et par zones (Conakry et hors Conakry).

65. Une matrice de passage est ensuite construite entre les produits et les branches. Cette matrice produite à travers les dépenses de consommation finale par région, fournit une structure de la consommation finale par branche et par zone.

66. Cette structure a permis de calculer pour chaque branche un coefficient d'extrapolation à appliquer aux résultats de l'enquête de Conakry. Ce coefficient correspond au rapport entre la production totale de la branche et celle de la ville de Conakry. Sachant que le PIB du pays représentait 2.6 fois la valeur ajoutée informelle et que la consommation finale du pays vaut 4 fois celle de Conakry, ceci a permis de déterminer un facteur de contraction ($2.6/4$) appliqué à tous les coefficients d'extrapolation. Ce facteur a permis également de rapprocher les valeurs ajoutées totales estimées par les deux méthodes.

Tableau 26 : Principaux résultats de l'enquête sur le secteur informel extrapolés à l'ensemble du pays (milliard de FG)

| <i>Libellé</i> | <i>Production Annuelle</i> | <i>Consommation intermédiaire annuelle</i> | <i>Valeur Ajoutée Annuelle</i> | <i>Masse salariale annuelle</i> | <i>Impôts et autres charges annuels</i> | <i>Excédent brut d'exploitation</i> |
|---|----------------------------|--|--------------------------------|---------------------------------|---|-------------------------------------|
| Agriculture Chasse et Activités annexes | 219, 2 | 130, 6 | 88, 6 | 9, 5 | 9, 7 | 69, 4 |
| Sylviculture exploitation forestière et annexe | 880, 3 | 419, 8 | 460, 5 | 17, 3 | 6, 4 | 436, 8 |
| Pêche pisciculture et aquaculture | 2 152, 6 | 710, 2 | 1 442, 4 | 17, 8 | 38, 1 | 1 386, 5 |
| Autres activités extractives | 66, 5 | 19, 1 | 47, 4 | 20, 1 | 12, 5 | 14, 8 |
| Fabrication de produits alimentaires & de boissons | 2 634, 9 | 2 097, 7 | 537, 2 | 114, 6 | 17, 4 | 405, 2 |
| Fabrication de produits à base de tabac | 6, 3 | 1, 3 | 5, 1 | 0, 0 | 2, 9 | 2, 2 |
| Fabrication de textiles habillement et chaussures | 801, 9 | 502, 0 | 299, 8 | 13, 3 | 17, 7 | 268, 9 |
| Travail de bois | 562, 3 | 317, 1 | 245, 2 | 18, 5 | 14, 0 | 212, 7 |
| Fabrication de produits chimiques | 59, 2 | 51, 5 | 7, 6 | 3, 0 | 1, 0 | 3, 6 |
| Métallurgie fabrication des œuvres en métaux travail des métaux | 1 747, 0 | 942, 7 | 804, 3 | 50, 3 | 17, 6 | 736, 3 |
| Fabrication de meubles activités de fabrication n c a | 419, 5 | 311, 2 | 108, 2 | 20, 4 | 6, 6 | 81, 2 |
| Construction | 1 123, 6 | 224, 7 | 898, 8 | 165, 7 | 145, 2 | 587, 9 |
| Commerce et réparation | 6 792, 0 | 1 705, 0 | 5 086, 9 | 425, 3 | 266, 5 | 4 395, 1 |
| Hôtels et restaurants | 1 152, 0 | 596, 0 | 556, 0 | 577, 1 | 4, 0 | -25, 1 |
| Transports | 1 525, 3 | 656, 5 | 868, 8 | 21, 3 | 55, 2 | 792, 2 |
| Postes et télécommunications | 110, 0 | 56, 8 | 53, 1 | 3, 1 | 1, 4 | 48, 6 |
| Intermédiation financière | 446, 7 | 89, 3 | 357, 3 | 0, 0 | 0, 0 | 357, 3 |
| Immobilier | 194, 1 | 50, 5 | 143, 5 | 0, 0 | 3, 9 | 139, 6 |
| Services fournis principalement aux entreprises | 841, 9 | 308, 6 | 533, 3 | 159, 6 | 47, 2 | 326, 5 |
| Education | 595, 4 | 120, 1 | 475, 3 | 215, 9 | 145, 1 | 114, 3 |
| Activités de services de santé | 343, 4 | 89, 4 | 254, 0 | 34, 6 | 11, 2 | 208, 1 |
| Activités à caractère collectif ou personnel | 304, 1 | 86, 8 | 217, 4 | 3, 8 | 2, 2 | 211, 3 |
| Total | 22 978,1 | 9 487, 2 | 13 490,9 | 1 891,3 | 826, 0 | 1073,5 |

I. 10. 6. Source Administrations Publiques

67. Cette source concerne les informations sur : (i) les administrations centrales y compris les établissements publics à caractère administratif; (ii) les collectivités locales qui regroupent les Préfectures et les Communes; et (iii) la Caisse Nationale de Sécurité Sociale.

68. Dans le calcul de la production, une première étape consiste à calculer la consommation de capital fixe aux prix de l'année courante et au prix de l'année précédente. Pour la FBCF, il faut noter qu'une cession d'immobilisation de 4 975 milliards GNF au compte d'Air Guinée a été constatée en 2011 conduisant à une FBCF négative la même année.

69. Une autre étape est l'estimation du compte de branche des services d'éducation et des services de santé produits par les Administrations publiques en partant des effectifs des salaires versés et des frais de fonctionnement par ministère ainsi que du nombre d'enseignants et de personnels de santé .

I. 10. 7. Source Déclarations Statistiques et Fiscales

70. Les déclarations statistiques et fiscales (DSF) sont collectées auprès de la Direction Nationale des Impôts. Ces informations sont complétées par le questionnaire de l'enquête auprès des entreprises qui porte sur les détails de la production, des frais généraux et des investissements. Le département de la Comptabilité Nationale ne dispose pas de répertoire pour l'ensemble des entreprises.

Tableau 27 : Evolution des DSF saisies à l'INS

| <i>Année</i> | <i>Nombre de DSF saisies</i> | <i>Variation (%)</i> |
|--------------|------------------------------|-----------------------|
| 2006 | 265 | - |
| 2007 | 261 | -1.51 |
| 2008 | 261 | 0 |
| 2009 | 261 | 0 |
| 2010 | 243 | -6.9 |
| 2011 | 288 | 18.52 |

71. Entre 2006 et 2011, le nombre de DSF est en moyenne de 301 avec un total de 429 déclarations en 2011.

72. Dans le traitement du fichier des DSF, l'apurement qui consiste à éliminer les doublons est une étape importante et complexe du processus. En effet, l'absence d'un identifiant unique pour chaque entreprise et d'une opération de validation de la DSF rend difficile l'apurement.

73. Toutefois, pour faciliter la saisie des états financiers, une maquette de saisie a été développée sur MS Access. Son développement n'est pas achevé notamment le passage des données dans les nomenclatures des comptes nationaux et le développement des requêtes permettant leur extraction. Par ailleurs, l'équipe en place a construit une nouvelle maquette sur MS Excel. Ce qui facilite la saisie de certaines variables clés, permet d'effectuer des contrôles lors de la saisie et de remplir les tableaux des comptes nationaux.

74. L'estimation d'un taux d'évolution de la production d'un échantillon commun d'entreprises sur deux années permet de calculer un coefficient d'extrapolation et le niveau de production de l'année concernée.

I. 10. 8. Source Institutions Financières du secteur formel

75. Le bilan et le compte de résultats des banques et institutions de micro-finance, de la Banque Centrale (BCRG) et des compagnies d'assurance (MUTRAGUI, LGV, SONAG, UGAR INTERNATIONAL, INSURANCE-COMPANY et NSIA GUINEE) sont saisis. Des grilles de passage permettent d'obtenir les données dans un format de comptabilité nationale.

76. En 2011, 24 banques et institutions de micro-finance sont dénombrées dont 3 nouvelles banques : UBA, SKYE, NSIA-BANQUE, et 4 institutions de microfinances : MGE, MECREPAG, RAFOC et NAFAYA. Cette augmentation du nombre d'institutions financières s'est traduite par un doublement de leur production.

77. Dans ce secteur, une méthodologie spécifique a été développée pour le calcul de la FBCF à partir de la variation des actifs en immobilisations corporelles à laquelle s'ajoutaient les dotations aux amortissements.

I. 10. 9. Source Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM)

78. L'INS a réalisé en 2003 une enquête auprès d'un échantillon d'Associations. La liste de ces ISBLSM et de leurs effectifs ont été fournis par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) pour la période 2003-2005. Un coefficient d'extrapolation a permis de déterminer le nombre d'ISBLSM en 2003 à travers le rapport entre l'emploi de l'échantillon et celui de liste d'Associations. Ainsi, l'enquête de 2009-2010 a été réalisée par l'INS sur un échantillon de 25 ISBLSM pour établir les comptes de ces deux années. Cette enquête a permis de classer les ISBLSM en trois branches d'activités : éducation (2), santé (6), et activités à caractères collectifs ou personnels (17). Les comptes des années intermédiaires de 2004 à 2008 ont été obtenus par interpolation à l'aide du taux d'augmentation du nombre des ISBLSM et en tenant compte de l'IHPC des produits correspondants. Les comptes des ISBLSM pour l'année 2011 ont été projetés à l'aide des mêmes indicateurs.

I. 10. 10. Source Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC)

79. Une table de passage a permis d'établir la correspondance entre les fonctions de consommations et les produits de la comptabilité nationale. Les indices de prix sont calculés comme la moyenne pondérée des indices élémentaires. Cette méthodologie de calcul est conforme à celle utilisée par les services en charge de calcul de l'indice des prix.

80. Cette table de passage est complétée par des indices composites pour la construction (Ciment, sable fin, tôle ondulée, travaux de carrelage, etc.), les services de santé privés (consultation d'un gynécologue, examen de radiologie, consultation d'un dentiste dans un cabinet privé, examen de sang dans un laboratoire privé, injection dans une infirmerie privée et hospitalisation dans une clinique privée) et les produits du primaire.

I. 10. 11. Source Commerce extérieur

81. Les informations détaillées sur les importations et les exportations de marchandises par positions tarifaires (système harmonisé de codification du tarif douanier-SH) niveau 10 sont disponibles sur toute la période. Une table de correspondance entre la nomenclature SH et la nomenclature des produits permet d'obtenir les informations en format de comptabilité nationale.

82. Les effets personnels (moins d'un pourcent des exportations et des importations) de la position SH classés en produits en attente dans la nomenclature des produits de la comptabilité nationale sont ventilés au prorata des autres biens.

83. Les objets d'art de la position SH classés en services collectifs ou personnels (S00) dans la nomenclature des produits de la comptabilité nationale sont reclassés en « autres produits manufactures 'S0D' ».

I. 10. 12. Source Balance des Paiements

84. Une table de passage permet d'établir la correspondance entre les postes de la balance des paiements (BdP) d'une part, les opérations de la comptabilité nationale et éventuellement les produits (notamment pour les échanges de services) d'autre part.

I. 10. 13. Source Enquête Légère pour l'Evaluation de la Pauvreté (ELEP)

85. Les bases de données des ELEP sont disponibles à l'INS et sur son site Internet. ELEP 2012 a permis de rétopoler les dépenses des ménages estimées par produit à travers les informations collectées sur un échantillon de 7 612 ménages sur l'ensemble du territoire. Les IHPC et le taux de croissance de la population servent de base pour assurer une rétopolation des données de l'ELEP 2012 jusqu'en 2006.

I. 11. Méthodologie d'élaboration du PIB optique production

86. Les sources d'informations disponibles étant organisées par secteur institutionnel, les comptes de branche aux prix courants et aux prix de l'année précédente ont été construits par secteur. Ces informations sont ensuite récupérées dans un fichier de synthèse où chaque feuille présente les comptes d'une branche pour plusieurs années (2006-2011) aux prix courants et aux prix constants tout en distinguant les modes de production par secteur : administrations publiques, secteur formel (DSF, secteur des mines et institutions financières) secteur informel (ménage et ISBLSM).

87. Les maquettes de travail élaborées ont intégré la perspective d'un chargement des données dans ERETES.

I. 11. 1. Secteur des Administrations Publiques

88. Le traitement des sources de données de ce secteur permet d'obtenir directement les comptes de branche aux prix courants. L'IHPC et l'indice de prix de salaire ont permis

respectivement de déflater les consommations intermédiaires et la rémunération des salariés pour obtenir les comptes aux prix constants.

I. 11. 2. Secteur des Institutions Financières

89. Une seule branche dénommée intermédiation financière décrit l'activité des institutions financières. Cette branche regroupe les banques (la Banque Centrale, les Banques privées, les microfinances) et les compagnies d'assurances.

90. Au niveau des banques, une estimation de la production du secteur informel a été faite dans l'ancienne série pour intégrer les activités de change informel. En 2009, le niveau de la production a été en deçà du niveau estimé par l'enquête, soit 447 milliards GNF contre 49 milliards GNF pour l'ancienne série. Ainsi, la prise en compte des résultats de l'enquête de 2009 a presque fait doubler la production des banques (la production des banques privées a été de 547 milliards GNF) et multiplier par 1,5 la production de l'ensemble du secteur.

91. En 2011, la production des banques a progressé de 43% pour se situer à 1670 milliards GNF contre 1165 milliards GNF en 2010. En dehors du secteur informel, cette évolution a atteint 73%, soit 1240 milliards GNF contre 718 milliards GNF en 2010. Pour obtenir la production aux prix de l'année précédente, l'indice du taux directeur de la Banque Centrale et l'IHPC sont utilisés pour déflater le Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré (SIFIM) et l'IHPC pour déflater les autres services bancaires (y compris le secteur informel).

Tableau 28 : IHPC et taux directeur de la Banque Centrale

| Rubrique | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|-------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| IHPC Assurance (variation annuelle) | 6 8 | 5 0 | 0 0 | 0 3 | 3 7 |
| Taux directeur (%) | 17 | 17 | 16 8 | 16 8 | 22 0 |

92. Concomitamment, la production des assurances a progressé de 140% en se situant à 114 milliards en 2011 contre 48 milliards en 2010. Ceci résulte de la forte hausse des émissions de primes d'assurance de NSIA Guinée, de l'UGAR et de LGV. La valeur de 2011 est déflatée par l'IHPC du produit assurance.

I. 11. 3. Secteur des sociétés non financières

93. Un coefficient d'extrapolation de la production par branche sur un même échantillon d'entreprises pour deux années successives a été utilisé. L'IHPI n'a pas été jugé satisfaisant pour être utilisé comme indice de volume. Le volume de la production du secteur a été obtenu en déflatant la valeur extrapolée par l'IHPC correspondant. Une table de passage permet de disposer des indices de prix par branche.

94. Les informations sur le secteur minier ont permis d'estimer la production formelle des branches de ce secteur aux prix courants et aux prix constants. Les coefficients techniques des DSF ont été maintenus pour le calcul de la valeur ajoutée.

I. 11. 4. Secteur des ménages

95. Dans le secteur des ménages, des estimations séparées sont réalisées pour :

- ✓ *le secteur informel* : le point de départ est l'année 2009. Les indices de volume par branche et les IHPC correspondants sont utilisés pour rétropoler ou extrapoler les données. Pour déterminer les indices de volume, il a été considéré que le secteur informel subissait les mêmes chocs économiques et politiques que le secteur formel, mais dans des proportions réduites. Ainsi, les indices de volume du secteur informel sont ceux du secteur formel amorti par le taux de croissance de la population et bornés par 0.9 et 1.1.

Les informations sur le secteur minier ont permis d'estimer la production informelle des branches de ce secteur aux prix courants et aux prix constants. Les coefficients techniques de l'enquête ont été maintenus pour le calcul de la valeur ajoutée.

- ✓ *Le secteur des ménages produisant essentiellement pour compte propre* : les activités de ce secteur sont les activités agricoles, la construction, le logement pour compte propre et les services domestiques :
 - Les productions des activités agricoles (agriculture, élevage, sylviculture et pêche) des ménages sont obtenues par différence entre d'une part les estimations directes à partir des quantités et des prix et, d'autre part les productions des secteurs formel et informel. Dans le cas où cette différence est négative, la production des ménages est supposée nulle (cas de la sylviculture et de la pêche où les productions du secteur informel sont supérieures aux estimations directes) ;
 - Une étude réalisée par l'INS a fourni une décomposition de la formation brute de capital fixe (FBCF) par secteur institutionnel et par produit (constructions, équipement matériel de transport) permettant ainsi d'estimer la FBCF en construction pour l'année 2003 et par ricochet la production. Par ailleurs, une autre étude a également fourni des informations sur les types de construction (structuré informel et auto – construit) facilitant ainsi l'estimation de l'auto-construction des ménages. En examinant les comptes de certains pays, il a été retenu que les consommations intermédiaires représentent 40% de cette production. Le taux de croissance de la population et un indice des prix composite de la construction (construit à partir des composantes de l'IHPC) ont permis d'extrapoler cette production jusqu'en 2011.
 - La production des ménages en service de logements pour usage propre est estimée à partir des travaux d'harmonisation des PIB comparables de la CEDEAO qui donnent une estimation du loyer imputé. Cette estimation est corrigée en tenant compte du parc total des logements disponibles dans l'enquête intégrée de base pour l'évaluation de la pauvreté (EIBEP 2002-2003). Le taux de croissance de la population et l'IHPC en service de logement permettent d'extrapoler cette production jusqu'en 2011. En examinant les comptes de certains pays, il a été retenu que les consommations intermédiaires représentent 20% de cette production.

- La production en service domestique est estimée à partir de l'enquête intégrée de base pour l'évaluation de la pauvreté (EIBEP 2002-2003) qui donne le nombre de ménages employant du personnel domestique et d'un salaire moyen basé sur la connaissance du phénomène. Le taux de croissance de la population et l'IHPC ont permis d'extrapoler la production jusqu'en 2011. Cette activité n'a pas de consommations intermédiaires.

I. 12. Méthodologie d'élaboration du PIB selon l'optique dépense

96. Une maquette a été construite pour les Equilibres Ressources Emplois (ERE) dans laquelle chaque feuille représente un produit et présente son ERE pour plusieurs années (2006-2011) aux prix courants et aux prix constants. Dans cette maquette, les productions proviennent des comptes de branches et un traitement spécifique est fait pour les éclater en produits (une saisie spécifique a été organisée pour disposer des productions secondaires; par exemple la part de la production des compagnies d'assurance en services de logement a été identifiée).

97. Les données des importations et exportations proviennent du commerce extérieur et de la balance des paiements. Sur la base des données des comptes antérieurs, des taux d'impôts et taxes ont été calculés sur les opérations d'emplois (consommation intermédiaire, consommation finale, FBCF et exportations) de façon à reconstituer les totaux en ressources pour chaque produit. Ensuite, une modification a été apportée sur les taux de certains produits afin de s'aligner sur les niveaux des impôts et taxes reçus par les administrations publiques.

I. 12. 1. Consommations intermédiaires (CI)

98. Les dépenses des branches en Consommations Intermédiaires par produit fournissent une première proposition de l'offre de CI. Puis, des ajustements sont faits en confrontant l'offre et la demande par produits et en validant les indices de volumes et de prix. A titre d'exemple, les demandes de CI des produits tels que : pétroles raffinés et distribution d'électricité eau et gaz dépassaient le niveau total des ressources. En raison du manque d'électricité que connaît le pays, il a été jugé bon d'accepter dans un premier temps cette situation et de rehausser les postes de ressources pour satisfaire la demande nationale de ces produits.

I. 12. 2. Consommation finale

99. Elle comprend la consommation finale marchande et la consommation finale non marchande.

100. La consommation finale non marchande est déduite de l'activité de production. Ainsi, toute la production en services non marchands des ménages, des Administrations Publiques et des ISBLSM est destinée à la consommation finale de ces secteurs. Les paiements partiels des ménages en services de santé et d'éducation ont aussi été estimés. La consommation finale non marchande des ménages en produits agricoles et en construction est fournie par le traitement de l'offre de ces produits.

101. La consommation finale marchande est essentiellement attribuée aux ménages. Les ELEM 2007 et 2012 ont fourni les niveaux initiaux de la consommation finale marchande pour les produits. Des ajustements portant aussi bien sur l'offre que sur la demande ont été opérés dans l'ERE. Les dépenses de consommations finales sont déterminées pour les produits « pétroles raffinés » et « distribution d'électricité eau et gaz » dont les demandes de CI dépassaient les ressources. Pour déterminer les niveaux d'ajustements des ressources requises, les dépenses de consommation finales acceptables pour ces deux produits ont été estimées en partant des données de l'enquête ELEM 2012.

I. 12. 3. Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)

102. Les principaux produits destinés à la FBCF sont entre autres les produits de la sylviculture, de l'élevage, des constructions, des machines et biens d'équipement, de l'exploration minière et des logiciels. Les données sont présentées par actifs fixes, corporels et incorporels et ont servi de valeurs minimales pour la FBCF des produits. Les valeurs finales ont été obtenues après itérations dans les ERE par la confrontation entre les niveaux de demande et d'offre de chaque produit.

I. 12. 4. Importations et exportations

103. Les indices de valeurs unitaires ont été calculés en importations et en exportations à partir des valeurs et des poids disponibles dans le fichier. Face aux fortes variations constatées, ces indices ont été limités dans un intervalle compris entre 0,7 et 1,3. Les indices de prix de la production ont été utilisés pour déflater les exportations de minerais. Ceux des prix des exportations et des importations de marchandises sont utilisés pour déflater les exportations et les importations de services respectivement.

I. 13. Élaboration du Tableau des Ressources et des Emplois (TRE)

104. Le TRE est une synthèse des comptes des différentes branches et des secteurs institutionnels. Il comprend principalement un tableau de production des branches, et un tableau des emplois par produit.

I. 13. 1. Convergence des deux PIB optiques production et dépense

105. S'agissant des emplois du PIB, la principale difficulté a été le partage du marché domestique entre les consommations intermédiaires, la consommation finale, et la FBCF à raison du fait que les variations de stocks sont tirées des DSF ou de l'estimation de la production de l'élevage, et que les importations et les exportations sont fournies par les données du commerce extérieur et de la BDP. L'ELEM a permis de disposer des premières informations sur la consommation finale ; les saisies des sources administratives (DSF institutions financières, administrations publiques) et traitement des données du secteur primaire ont permis de disposer des points de départ pour la FBCF. Plusieurs techniques sont utilisées pour rendre les arbitrages. Il s'agit notamment de : la connaissance du produit, la comparaison avec les données d'autres pays, la priorité accordée à une source par rapport aux autres.

106. Par exemple, l'offre (ou demande) initiale en consommation intermédiaire du produit de «l'agriculture» apparaissait très faible. Lors de la première itération, il a été constaté que le coefficient technique de la branche « agriculture » qui consomme ce produit en semences était de 5%. Ce coefficient est ramené à 9% après analyse des taux de CI dans d'autres pays de la sous- région. De même, après analyse des coefficients techniques des branches «élevage » et «pêche, pisciculture et aquaculture » (initialement 5% pour les deux branches), le coefficient de l'élevage a été rehaussé à 9% et celui de la pêche à 19%.

107. Les statistiques du commerce extérieur et les niveaux de biens importés et exportés de la balance des paiements sont très différentes pour certaines années. Par exemple en 2006, le niveau des exportations de biens fourni par la source commerce extérieure était de 672 milliard de FG alors que dans la balance des paiements, il est de 6 193 milliards. De même en 2007, les exportations se chiffrent à 12 424 milliards du côté de la source commerce extérieur et à 5 231 milliards de FG du côté de la balance des paiements. Contrairement aux données sur les exportations, les deux sources présentaient des écarts de faibles ampleurs au niveau des importations.

108. Dans l'ensemble, la réconciliation a consisté à :

- ✓ réduire les demandes de Consommation Intermédiaire d'un ERE lorsqu'il n'y avait aucune raison d'agir sur les ressources ; et
- ✓ modifier les importations ou même la production lorsque les demandes de CI sont jugées acceptables

109. Les travaux d'ajustement sur les comptes de branches, les ERE et l'équilibre des matrices de consommations intermédiaires ont permis de produire des TRE aux prix courant et aux prix de l'année précédente pour la période 2006-2011.

I. 13. 2. Equilibre du Tableau des Echanges Interindustriels (TEI)

110. Le TEI est la matrice des consommations intermédiaires qui présente les demandes des branches et les offres des produits dans le processus de production. Le département de la Comptabilité a débuté la construction d'une matrice de consommations intermédiaires par branche et par produit en saisissant le détail des consommations intermédiaires des institutions financières, des sociétés non financières et des administrations publiques pour l'année 2010. Ce travail a été complété par la construction d'une matrice des consommations intermédiaires des ménages à partir des résultats de l'enquête sur le secteur informel de 2011. La structure des consommations intermédiaires des branches éducation, santé et services collectifs a été utilisée pour les ISBLSM. Cette préparation des données débouche sur une structure de consommations intermédiaires par mode de production qui est appliquée aux comptes de branche aux prix courants. L'IHPC par produit est utilisé pour déflater et obtenir les matrices de consommations intermédiaires aux prix de l'année précédente. Cette matrice permet d'obtenir la demande totale des branches en consommations intermédiaires qui est confrontée à l'offre de produit issue des ERE pour chaque année. La modification des coefficients techniques dans les comptes de branche et des taux de consommations intermédiaires dans les ERE permet d'égaliser l'offre et la demande. La méthode RAS est

enfin mise en œuvre pour répartir le profil ligne issu des ERE et le profil colonne issu des comptes de branche suivant la matrice des consommations. La méthode RAS est une méthode itérative de double proportionnalité.

111. La première étape annule les écarts en colonne en ventilant le profil colonne suivant la structure des consommations intermédiaires. La deuxième étape annule les écarts en ligne en ventilant le profil ligne suivant la nouvelle structure obtenue à l'étape précédente. La première et la deuxième étape sont reprises chaque fois avec les nouvelles structures. Ce processus itératif permet de converger rapidement.

I. 13. 3. Construction des TRE chaînés aux prix de référence de 2010

112. Une maquette a été développée pour chainer les TRE aux prix de référence de 2010. La méthodologie a consisté à chainer d'abord toutes les cases du TRE. Après cette première étape, le TRE obtenu ne respecte pas le principe d'additivité: la somme des sous-composantes chaînées est différente de la valeur de la composante chaînée. De plus, les égalités entre l'offre et la demande des produits (équilibres en ligne des ERE) sont rompues. La deuxième étape a consisté à restaurer l'additivité en validant les niveaux d'agrégation élevés et en ajustant les sous-composantes. La dernière étape a consisté à rétablir les ERE en ajustant sur une des variables en emplois.

CONCLUSION

113. La publication des résultats des comptes nationaux de 2006 à 2011 marque un pas important dans l'élaboration des comptes nationaux et le passage au Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN93).

114. Ainsi, l'analyse des résultats montrent que le taux de croissance économique au cours de la période de 2006-2011 a été en moyenne de 4,1%. Ce niveau de croissance serait plus important n'eût été les crises sociopolitiques qu'a connues le pays en 2009 conduisant à un taux de croissance -1,1%.

115.96. Toutefois, avec la reprise de la croissance en 2010 et 2011, soit respectivement 4,8% et 5,6% consolidée par l'amélioration de climat des affaires et de la stabilité macroéconomique, le taux de croissance de l'économie pourrait être plus important dans les années à venir.

116. Par ailleurs des efforts doivent être déployés à tous les niveaux (Gouvernement, partenaire au développement) en vue de soutenir, comme par le passé, l'élaboration des comptes nationaux de 2012 et 2013. Ce qui permettrait à l'Institut National de la Statistique de combler son retard en matière de production de comptes nationaux.

ANNEXES : PRINCIPAUX RÉSULTATS

Tableau 29 : PIB courant optique production (en milliards de GNF)

| <i>Libellé</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Production | 36 575 | 42 590 | 50 664 | 50 880 | 63 704 | 75 659 |
| Consommation intermédiaire | 15 985 | 18 027 | 20 980 | 20 911 | 27 128 | 33 844 |
| Valeur ajoutée | 20 591 | 24 564 | 29 684 | 29 968 | 36 576 | 41 815 |
| Impôts sur les produits | 1 137 | 1 806 | 2 363 | 2 280 | 2 667 | 3 361 |
| PIB | 21 728 | 26 370 | 32 047 | 32 248 | 39 243 | 45 176 |

Tableau 30 : PIB en volume optique production (base 100 = 2010) (en milliards de GNF)

| <i>Libellé</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|-------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 1. Production | 57 916 | 59 502 | 62 127 | 59 551 | 63 704 | 67 874 |
| 2. Consommation intermédiaire | 25 794 | 26 024 | 27 421 | 25 010 | 27 128 | 29 196 |
| 3. Valeur Ajoutée (1-2) | 32 121 | 33 479 | 34 705 | 34 541 | 36 576 | 38 679 |
| 4. Impôts sur les produits | 1 913 | 2 879 | 3 157 | 2 897 | 2 667 | 2 767 |
| PIB | 34 034 | 36 358 | 37 862 | 37 439 | 39 243 | 41 446 |

Tableau 31 : Taux de croissance du PIB réel (en %)

| <i>Libellé</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|-------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 1. Production | 2,7 | 4,4 | -4,1 | 7,0 | 6,5 |
| 2. Consommation intermédiaire | 0,9 | 5,4 | -8,8 | 8,5 | 7,6 |
| 3. Valeur Ajoutée (1-2) | 4,2 | 3,7 | -0,5 | 5,9 | 5,7 |
| 4. Impôts sur les produits | 50,5 | 9,6 | -8,2 | -7,9 | 3,7 |
| PIB | 6,8 | 4,1 | -1,1 | 4,8 | 5,6 |

Tableau 32 : Variation du déflateur du PIB (en %)

| <i>Libellé</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|-------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 1. Production | 13,3 | 13,9 | 4,8 | 17,0 | 11,5 |
| 2. Consommation intermédiaire | 11,8 | 10,5 | 9,3 | 19,6 | 15,9 |
| 3. Valeur Ajoutée (1-2) | 14,5 | 16,6 | 1,4 | 15,3 | 8,1 |
| 4. Impôts sur les produits | 5,5 | 19,3 | 5,1 | 27,1 | 21,4 |
| PIB | 13,6 | 16,7 | 1,8 | 16,1 | 9,0 |

Tableau 33 : Ventilation du PIB courant par secteurs d'activités (en milliards GNF)

| Libellé | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Secteur primaire | 3 386 | 4 435 | 5 121 | 5 276 | 6 862 | 7 783 |
| Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes | 3 386 | 4 435 | 5 121 | 5 276 | 6 862 | 7 783 |
| Secteur secondaire | 7 447 | 8 113 | 10 554 | 10 413 | 12 681 | 14 915 |
| Activités extractives | 2 935 | 2 574 | 3 509 | 3 346 | 5 492 | 7 064 |
| Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac | 570 | 601 | 1 003 | 841 | 1 044 | 1 468 |
| Fab d'autres produits manufacturiers | 1 903 | 2 415 | 3 058 | 3 210 | 3 128 | 3 387 |
| Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | 169 | 241 | 260 | 401 | 409 | 315 |
| Construction | 1 871 | 2 281 | 2 724 | 2 614 | 2 607 | 2 681 |
| Secteur tertiaire | 9 757 | 12 015 | 14 009 | 14 280 | 17 033 | 20 250 |
| Commerce et réparation | 3 976 | 5 059 | 6 200 | 5 634 | 7 184 | 8 479 |
| Hôtels et restaurants | 396 | 451 | 554 | 581 | 649 | 890 |
| Transports et communications | 1 644 | 2 054 | 2 266 | 1 787 | 1 918 | 2 268 |
| Intermédiation financière | 636 | 684 | 760 | 783 | 786 | 1 284 |
| Immobilier, services aux entreprises | 1 238 | 1 422 | 1 741 | 1 813 | 2 395 | 2 598 |
| Activités d'administration publique | 883 | 1 033 | 1 168 | 1 538 | 2 772 | 2 619 |
| Education | 693 | 922 | 917 | 1 655 | 887 | 1 727 |
| Santé et action sociale | 259 | 348 | 328 | 413 | 350 | 505 |
| Autres services | 401 | 426 | 450 | 461 | 481 | 592 |
| SIFIM | - 369 | - 383 | - 375 | - 385 | - 388 | - 712 |
| TOTAL DES VALEURS AJOUTEES | 20 591 | 24 564 | 29 684 | 29 968 | 36 576 | 42 948 |
| Impôts et taxes nets des Subventions | 1 137 | 1 806 | 2 363 | 2 280 | 2 667 | 3 361 |
| PIB | 21 728 | 26 370 | 32 047 | 32 248 | 39 243 | 46 309 |

Tableau 34 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100 = 2010) (en milliards)

| Libellé | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Secteur primaire | 5 722 | 5 843 | 6 096 | 5 734 | 6 862 | 7 299 |
| Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes | 5 722 | 5 843 | 6 096 | 5 734 | 6 862 | 7 299 |
| Secteur secondaire | 11 921 | 12 143 | 12 959 | 12 504 | 12 681 | 12 772 |
| Activites extractives | 5 196 | 5 351 | 5 710 | 5 651 | 5 492 | 5 665 |
| Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac | 1 012 | 991 | 1 052 | 992 | 1 044 | 1 132 |
| Fab d'autres produits manufacturiers | 3 428 | 3 286 | 3 390 | 3 080 | 3 128 | 2 989 |
| Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | 353 | 370 | 386 | 404 | 409 | 403 |
| Construction | 1 932 | 2 145 | 2 421 | 2 377 | 2 607 | 2 582 |
| Secteur tertiaire | 14 479 | 15 493 | 15 651 | 16 303 | 17 033 | 18 608 |
| Commerce et réparation | 6 854 | 7 414 | 7 209 | 6 904 | 7 184 | 7 844 |
| Hôtels et restaurants | 646 | 594 | 637 | 629 | 649 | 696 |
| Transports et communications | 2 014 | 2 129 | 2 191 | 2 036 | 1 918 | 1 942 |
| Intermédiation financière | 694 | 710 | 731 | 724 | 786 | 919 |
| Immobilier, services aux entreprises | 2 266 | 2 257 | 2 386 | 2 321 | 2 395 | 2 523 |

| | | | | | | |
|--------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Activités d'administration publique | 828 | 1 005 | 1 143 | 1 522 | 2 772 | 2 650 |
| Education | 948 | 1 029 | 957 | 1 698 | 887 | 1 628 |
| Santé et action sociale | 399 | 446 | 376 | 438 | 350 | 394 |
| Autres services | 480 | 458 | 478 | 474 | 481 | 458 |
| SIFIM | - 650 | - 549 | - 457 | - 443 | - 388 | - 447 |
| TOTAL DES VALEURS AJOUTEES | 32 121 | 33 479 | 34 705 | 34 541 | 36 576 | 38 679 |
| Impôts et taxes nets des Subventions | 1 913 | 2 879 | 3 157 | 2 897 | 2 667 | 2 767 |
| PIB | 34 034 | 36 358 | 37 862 | 37 439 | 39 243 | 41 446 |

Tableau 35 : Taux de croissance réel du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)

| <i>Libellé</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Secteur primaire | 2,1 | 4,3 | -5,9 | 19,7 | 6,4 | |
| Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes | 2,1 | 4,3 | -5,9 | 19,7 | 6,4 | |
| Secteur secondaire | 1,9 | 6,7 | -3,5 | 1,4 | 0,7 | |
| Activités extractives | 3,0 | 6,7 | -1,0 | -2,8 | 3,2 | |
| Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac | -2,1 | 6,1 | -5,6 | 5,3 | 8,4 | |
| Fab d'autres produits manufacturiers | -4,1 | 3,2 | -9,1 | 1,6 | -4,5 | |
| Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | 4,7 | 4,5 | 4,7 | 1,2 | -1,5 | |
| Construction | 11,1 | 12,8 | -1,8 | 9,7 | -0,9 | |
| Secteur tertiaire | 7,0 | 1,0 | 4,2 | 4,5 | 9,2 | |
| Commerce et réparation | 8,2 | -2,8 | -4,2 | 4,1 | 9,2 | |
| Hôtels et restaurants | -8,0 | 7,3 | -1,3 | 3,1 | 7,3 | |
| Transports et communications | 5,7 | 2,9 | -7,1 | -5,8 | 1,3 | |
| Intermédiation financière | 2,4 | 3,0 | -0,9 | 8,5 | 17,0 | |
| Immobilier, services aux entreprises | -0,4 | 5,7 | -2,7 | 3,2 | 5,4 | |
| Activités d'administration publique | 21,4 | 13,7 | 33,1 | 82,1 | -4,4 | |
| Education | 8,5 | -7,0 | 77,4 | -47,7 | 83,5 | |
| Santé et action sociale | 12,0 | -15,8 | 16,5 | -20,1 | 12,7 | |
| Autres services | -4,6 | 4,4 | -0,8 | 1,5 | -4,8 | |
| SIFIM | -15,6 | -16,7 | -3,1 | -12,4 | 15,2 | |
| TOTAL DES VALEURS AJOUTEES | 4,2 | 3,7 | -0,5 | 5,9 | 5,7 | |
| Impôts et taxes nets des Subventions | 50,5 | 9,6 | -8,2 | -7,9 | 3,7 | |
| PIB | 6,8 | 4,1 | -1,1 | 4,8 | 5,6 | |

Tableau 3637 : Variation du déflateur du PIB par secteurs d'activités (en pourcentage)

| <i>Libellé</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Secteur primaire | | 28,3 | 10,7 | 9,5 | 8,7 | -0,5 |
| Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes | | 28,3 | 10,7 | 9,5 | 8,7 | -0,5 |
| Secteur secondaire | | 6,9 | 21,9 | 2,2 | 20,1 | 15,4 |
| Activités extractives | | -14,8 | 27,8 | -3,7 | 68,9 | 24,7 |
| Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac | | 7,8 | 57,2 | -11,1 | 18,0 | 26,5 |
| Fab d'autres produits manufacturiers | | 32,4 | 22,8 | 15,5 | -4,1 | 10,4 |
| Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | | 36,8 | 3,2 | 47,1 | 0,9 | -25,4 |
| Construction | | 9,8 | 5,8 | -2,2 | -9,1 | 2,2 |
| Secteur tertiaire | | 15,1 | 15,4 | -2,1 | 14,2 | 6,5 |
| Commerce et réparation | | 17,6 | 26,0 | -5,1 | 22,6 | 3,8 |
| Hôtels et restaurants | | 23,7 | 14,5 | 6,3 | 8,3 | 25,7 |
| Transports et communications | | 18,2 | 7,2 | -15,2 | 13,9 | 13,7 |
| Intermédiation financière | | 5,0 | 7,8 | 4,1 | -7,5 | 39,6 |
| Immobilier, services aux entreprises | | 15,3 | 15,8 | 7,0 | 28,0 | 2,3 |
| Activités d'administration publique | | -3,6 | -0,5 | -1,1 | -1,0 | -1,2 |
| Education | | 22,6 | 7,0 | 1,7 | 2,6 | 6,1 |
| Santé et action sociale | | 19,7 | 12,2 | 7,9 | 6,1 | 28,3 |
| Autres services | | 11,4 | 1,1 | 3,4 | 2,8 | 29,2 |
| SIFIM | | 22,9 | 17,7 | 6,0 | 14,9 | 59,5 |
| TOTAL DES VALEURS AJOUTEES | | 14,5 | 16,6 | 1,4 | 15,3 | 8,1 |
| Impôts et taxes nets des Subventions | | 5,5 | 19,3 | 5,1 | 27,1 | 21,4 |
| PIB | | 13,6 | 16,7 | 1,8 | 16,1 | 9,0 |

Tableau 38 : Répartition du PIB courant par secteur d'activité (en pourcentage du PIB nominal)

| <i>Libellé</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Secteur primaire | 15,6 | 16,8 | 16,0 | 16,4 | 17,5 | 16,1 |
| Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes | 15,6 | 16,8 | 16,0 | 16,4 | 17,5 | 16,1 |
| Secteur secondaire | 34,3 | 30,8 | 32,9 | 32,3 | 32,3 | 32,6 |
| Activités extractives | 13,5 | 9,8 | 10,9 | 10,4 | 14,0 | 15,6 |
| Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac | 2,6 | 2,3 | 3,1 | 2,6 | 2,7 | 3,2 |
| Fab d'autres produits manufacturiers | 8,8 | 9,2 | 9,5 | 10,0 | 8,0 | 7,3 |
| Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | 0,8 | 0,9 | 0,8 | 1,2 | 1,0 | 0,7 |

| | | | | | | |
|--------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Construction | 8,6 | 8,7 | 8,5 | 8,1 | 6,6 | 5,8 |
| Secteur tertiaire | 44,9 | 45,6 | 43,7 | 44,3 | 43,4 | 43,9 |
| Commerce et réparation | 18,3 | 19,2 | 19,3 | 17,5 | 18,3 | 18,0 |
| Hôtels et restaurants | 1,8 | 1,7 | 1,7 | 1,8 | 1,7 | 1,9 |
| Transports et communications | 7,6 | 7,8 | 7,1 | 5,5 | 4,9 | 4,9 |
| Intermédiation financière | 2,9 | 2,6 | 2,4 | 2,4 | 2,0 | 2,8 |
| Immobilier, services aux entreprises | 5,7 | 5,4 | 5,4 | 5,6 | 6,1 | 5,7 |
| Activités d'administration publique | 4,1 | 3,9 | 3,6 | 4,8 | 7,1 | 5,8 |
| Education | 3,2 | 3,5 | 2,9 | 5,1 | 2,3 | 3,8 |
| Santé et action sociale | 1,2 | 1,3 | 1,0 | 1,3 | 0,9 | 1,1 |
| Autres services | 1,8 | 1,6 | 1,4 | 1,4 | 1,2 | 1,3 |
| SIFIM | -1,7 | -1,5 | -1,2 | -1,2 | -1,0 | -1,6 |
| TOTAL DES VALEURS AJOUTEES | 94,8 | 93,2 | 92,6 | 92,9 | 93,2 | 92,6 |
| Impôts et taxes nets des Subventions | 5,2 | 6,8 | 7,4 | 7,1 | 6,8 | 7,4 |
| PIB | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Tableau 39 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

| <i>Libellé</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Secteur primaire | 0,4 | 0,7 | -1,0 | 3,0 | 1,1 | 1,1 |
| Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes | 0,4 | 0,7 | -1,0 | 3,0 | 1,1 | 1,1 |
| Secteur secondaire | 0,7 | 2,2 | -1,2 | 0,5 | 0,2 | 0,2 |
| Activités extractives | 0,5 | 1,0 | -0,2 | -0,4 | 0,4 | 0,4 |
| Fab. de pdts alimentaires, boissons & tabac | -0,1 | 0,2 | -0,2 | 0,1 | 0,2 | 0,2 |
| Fab d'autres produits manufacturiers | -0,4 | 0,3 | -0,8 | 0,1 | -0,4 | -0,4 |
| Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Construction | 0,6 | 0,8 | -0,1 | 0,6 | -0,1 | -0,1 |
| Secteur tertiaire | 3,0 | 0,4 | 1,7 | 1,9 | 4,0 | 4,0 |
| Commerce et réparation | 1,6 | -0,6 | -0,8 | 0,7 | 1,7 | 1,7 |
| Hôtels et restaurants | -0,2 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Transports et communications | 0,3 | 0,2 | -0,4 | -0,3 | 0,1 | 0,1 |
| Intermédiation financière | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,2 | 0,3 | 0,3 |
| Immobilier, services aux entreprises | 0,0 | 0,4 | -0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 |
| Activités d'administration publique | 0,5 | 0,4 | 1,0 | 3,3 | -0,3 | -0,3 |

| | | | | | |
|--------------------------------------|------------|------------|-------------|------------|------------|
| Education | 0,2 | -0,2 | 2,0 | -2,2 | 1,9 |
| Santé et action sociale | 0,1 | -0,2 | 0,2 | -0,2 | 0,1 |
| Autres services | -0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | -0,1 |
| SIFIM | 0,3 | 0,3 | 0,0 | 0,1 | -0,1 |
| TOTAL DES VALEURS AJOUTEES | 4,0 | 3,4 | -0,4 | 5,4 | 5,4 |
| Impôts et taxes nets des Subventions | 2,8 | 0,8 | -0,7 | -0,6 | 0,3 |
| PIB | 6,8 | 4,1 | -1,1 | 4,8 | 5,6 |

Tableau 40: Répartition des valeurs ajoutées par sous-branche au prix courants (milliards de FG)

| <i>Branches</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES | 3 386 | 4 435 | 5 121 | 5 276 | 6 862 | 7 783 |
| Agriculture, Chasse et Activités annexes | 1 086 | 1 295 | 1 473 | 1 868 | 2 949 | 3 538 |
| Elevage, Chasse, services annexes | 814 | 900 | 1 168 | 1 361 | 1 603 | 1 746 |
| Sylviculture | 276 | 439 | 508 | 599 | 692 | 724 |
| Pêche, pisciculture et aquaculture | 1 210 | 1 801 | 1 971 | 1 448 | 1 618 | 1 775 |
| ACTIVITES EXTRACTIVES | 2 935 | 2 574 | 3 509 | 3 346 | 5 492 | 7 064 |
| Extraction de minerais métalliques | 2 736 | 2 373 | 3 201 | 3 105 | 5 209 | 6 722 |
| Autres activités extractives | 199 | 201 | 308 | 241 | 283 | 342 |
| FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS & TABAC | 570 | 601 | 1 003 | 841 | 1 044 | 1 468 |
| Fabrication de produits alimentaires & de boissons | 570 | 601 | 1 003 | 841 | 1 044 | 1 468 |
| Fabrication de produits a base de tabac | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES | 1 903 | 2 415 | 3 058 | 3 210 | 3 128 | 3 387 |
| Fabrication de textiles, habillement et chaussures | 274 | 498 | 579 | 589 | 674 | 764 |
| Travail de bois | 175 | 222 | 256 | 249 | 293 | 360 |
| Fabrication d'article en papier ou en carton | 3 | 3 | 4 | 5 | 6 | 4 |
| Fabrication de produits chimiques | 46 | 63 | 63 | 115 | 182 | 136 |
| Fab. De verre, poterie et matériaux de construction | 196 | 254 | 235 | 228 | 267 | 405 |
| Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux | 1 119 | 1 250 | 1 767 | 1 857 | 1 525 | 1 510 |
| Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a | 90 | 124 | 153 | 166 | 181 | 207 |
| PROD. & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ & D'EAU | 169 | 241 | 260 | 401 | 409 | 315 |
| Production & distribution, de gaz & d'eau | 169 | 241 | 260 | 401 | 409 | 315 |
| CONSTRUCTION | 1 871 | 2 281 | 2 724 | 2 614 | 2 607 | 2 681 |
| Construction | 1 871 | 2 281 | 2 724 | 2 614 | 2 607 | 2 681 |
| COMMERCE ET REPARATION | 3 976 | 5 059 | 6 200 | 5 634 | 7 184 | 8 479 |
| Commerce et réparation | 3 976 | 5 059 | 6 200 | 5 634 | 7 184 | 8 479 |
| HÔTELS ET RESTAURANTS | 396 | 451 | 554 | 581 | 649 | 890 |
| Hôtels et restaurants | 396 | 451 | 554 | 581 | 649 | 890 |
| TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS | 1 644 | 2 054 | 2 266 | 1 787 | 1 918 | 2 268 |

| | | | | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Transports | 1 412 | 1 730 | 2 054 | 1 535 | 1 701 | 1 992 |
| Postes et télécommunications | 233 | 324 | 213 | 251 | 217 | 275 |
| INTERMEDIATION FINANCIERE | 636 | 684 | 760 | 783 | 786 | 1 284 |
| Services financiers | 636 | 684 | 760 | 783 | 786 | 1 284 |
| IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES | 1 238 | 1 422 | 1 741 | 1 813 | 2 395 | 2 598 |
| Immobilier | 664 | 837 | 1 029 | 1 100 | 1 243 | 1 539 |
| Services principalement rendu aux entreprises | 574 | 585 | 712 | 713 | 1 151 | 1 059 |
| ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE | 883 | 1 033 | 1 168 | 1 538 | 2 772 | 2 619 |
| Activités d'administration publique | 883 | 1 033 | 1 168 | 1 538 | 2 772 | 2 619 |
| EDUCATION | 693 | 922 | 917 | 1 655 | 887 | 1 727 |
| Education | 693 | 922 | 917 | 1 655 | 887 | 1 727 |
| ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE | 259 | 348 | 328 | 413 | 350 | 505 |
| Activités de services de santé | 259 | 348 | 328 | 413 | 350 | 505 |
| ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL | 260 | 260 | 283 | 283 | 297 | 379 |
| Activités a caractère collectif ou personnel | 260 | 260 | 283 | 283 | 297 | 379 |
| ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE | 140 | 167 | 167 | 179 | 184 | 213 |
| Activités.ménages employeurs de personnel domestiques | 140 | 167 | 167 | 179 | 184 | 213 |
| BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM | - 369 | - 383 | - 375 | - 385 | - 388 | - 712 |
| Branche consommatrices des SIFIM | - 369 | - 383 | - 375 | - 385 | - 388 | - 712 |
| Ensemble | 20 591 | 24 564 | 29 684 | 29 968 | 36 576 | 42 948 |
| Impôts et taxes nets des Subventions | 1 137 | 1 806 | 2 363 | 2 280 | 2 667 | 3 361 |
| PIB | 21 728 | 26 370 | 32 047 | 32 248 | 39 243 | 46 309 |

Tableau 41: Répartition des valeurs ajoutées par sous-branche au prix constants (milliards de FG)

| <i>Branches</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------|
| AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES | 5 722 | 5 843 | 6 096 | 5 734 | 6 862 | 7 299 |
| Agriculture, Chasse et Activités annexes | 1 785 | 1 823 | 1 922 | 2 048 | 2 949 | 3 181 |
| Elevage, Chasse, services annexes | 1 219 | 1 272 | 1 329 | 1 460 | 1 603 | 1 726 |
| Sylviculture | 627 | 645 | 660 | 674 | 692 | 707 |
| Pêche, pisciculture et aquaculture | 2 091 | 2 102 | 2 185 | 1 552 | 1 618 | 1 685 |
| ACTIVITES EXTRACTIVES | 5 196 | 5 351 | 5 710 | 5 651 | 5 492 | 5 665 |
| Extraction de minerais métalliques | 4 861 | 4 914 | 5 197 | 5 207 | 5 209 | 5 388 |
| Autres activités extractives | 335 | 437 | 513 | 444 | 283 | 277 |
| FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS & TABAC | 1 012 | 991 | 1 052 | 992 | 1 044 | 1 132 |
| Fabrication de produits alimentaires & de boissons | 1 012 | 991 | 1 051 | 992 | 1 044 | 1 132 |
| Fabrication de produits a base de tabac | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES | 3 428 | 3 286 | 3 390 | 3 080 | 3 128 | 2 989 |
| Fabrication de textiles, habillement et chaussures | 696 | 721 | 711 | 651 | 674 | 681 |
| Travail de bois | 303 | 314 | 310 | 283 | 293 | 297 |
| Fabrication d'article en papier ou en carton | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 7 |
| Fabrication de produits chimiques | 193 | 171 | 152 | 169 | 182 | 204 |
| Fab. De verre, poterie et matériaux de construction | 277 | 295 | 282 | 245 | 267 | 233 |
| Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux | 1 745 | 1 586 | 1 738 | 1 552 | 1 525 | 1 373 |
| Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a | 208 | 193 | 190 | 174 | 181 | 194 |
| PROD. & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ & D'EAU | 353 | 370 | 386 | 404 | 409 | 403 |
| Production & distribution, de gaz & d'eau | 353 | 370 | 386 | 404 | 409 | 403 |
| CONSTRUCTION | 1 932 | 2 145 | 2 421 | 2 377 | 2 607 | 2 582 |
| Construction | 1 932 | 2 145 | 2 421 | 2 377 | 2 607 | 2 582 |
| COMMERCE ET REPARATION | 6 854 | 7 414 | 7 209 | 6 904 | 7 184 | 7 844 |
| Commerce et réparation | 6 854 | 7 414 | 7 209 | 6 904 | 7 184 | 7 844 |
| HÔTELS ET RESTAURANTS | 646 | 594 | 637 | 629 | 649 | 696 |
| Hôtels et restaurants | 646 | 594 | 637 | 629 | 649 | 696 |
| TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS | 2 014 | 2 129 | 2 191 | 2 036 | 1 918 | 1 942 |
| Transports | 1 822 | 1 920 | 1 957 | 1 777 | 1 701 | 1 702 |
| Postes et télécommunications | 192 | 209 | 234 | 259 | 217 | 240 ₄ |
| INTERMEDIATION FINANCIERE | 694 | 710 | 731 | 724 | 786 | 919 |
| Services financiers | 694 | 710 | 731 | 724 | 786 | 919 |

| | | | | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES | 2 266 | 2 257 | 2 386 | 2 321 | 2 395 | 2 523 |
| Immobilier | 1 101 | 1 139 | 1 181 | 1 213 | 1 243 | 1 269 |
| Services principalement rendu aux entreprises | 1 165 | 1 117 | 1 205 | 1 108 | 1 151 | 1 255 |
| ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE | 828 | 1 005 | 1 143 | 1 522 | 2 772 | 2 650 |
| Activités d'administration publique | 828 | 1 005 | 1 143 | 1 522 | 2 772 | 2 650 |
| EDUCATION | 948 | 1 029 | 957 | 1 698 | 887 | 1 628 |
| Education | 948 | 1 029 | 957 | 1 698 | 887 | 1 628 |
| ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE | 399 | 446 | 376 | 438 | 350 | 394 |
| Activités de services de santé | 399 | 446 | 376 | 438 | 350 | 394 |
| ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL | 307 | 283 | 299 | 293 | 297 | 272 |
| Activités à caractère collectif ou personnel | 307 | 283 | 299 | 293 | 297 | 272 |
| ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE | 173 | 175 | 179 | 181 | 184 | 186 |
| Activités ménages employeurs de personnel domestiques | 173 | 175 | 179 | 181 | 184 | 186 |
| BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM | - 650 | - 549 | - 457 | - 443 | - 388 | - 447 |
| Branche consommatrices des SIFIM | - 650 | - 549 | - 457 | - 443 | - 388 | - 447 |
| Ensemble | 32 121 | 33 479 | 34 705 | 34 541 | 36 576 | 38 679 |
| Impôts et taxes nets des Subventions | 1 913 | 2 879 | 3 157 | 2 897 | 2 667 | 2 767 |
| PIB | 34 034 | 36 358 | 37 862 | 37 439 | 39 243 | 41 446 |

Tableau 42 : Taux de croissance des valeurs ajoutées par sous-branche (en%)

| <i>Branches</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES | | 2,1 | 4,3 | -5,9 | 19,7 | 6,4 |
| Agriculture, Chasse et Activités annexes | | 2,2 | 5,4 | 6,6 | 44,0 | 7,8 |
| Elevage, Chasse, services annexes | | 4,4 | 4,4 | 9,9 | 9,8 | 7,7 |
| Sylviculture | | 2,8 | 2,3 | 2,1 | 2,7 | 2,3 |
| Pêche, pisciculture et aquaculture | | 0,5 | 3,9 | -29,0 | 4,3 | 4,1 |
| ACTIVITES EXTRACTIVES | | 3,0 | 6,7 | -1,0 | -2,8 | 3,2 |
| Extraction de minerais métalliques | | 1,1 | 5,8 | 0,2 | 0,0 | 3,4 |
| Autres activités extractives | | 30,5 | 17,3 | -13,3 | -36,3 | -2,0 |
| FAB, DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS & TABAC | | -2,1 | 6,1 | -5,6 | 5,3 | 8,4 |
| Fabrication de produits alimentaires & de boissons | | -2,1 | 6,1 | -5,6 | 5,3 | 8,4 |
| Fabrication de produits a base de tabac | | 10,3 | 3,1 | -13,0 | 8,8 | 1,5 |
| FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES | | -4,1 | 3,2 | -9,1 | 1,6 | -4,5 |
| Fabrication de textiles, habillement et chaussures | | 3,7 | -1,4 | -8,5 | 3,5 | 1,1 |
| Travail de bois | | 3,7 | -1,4 | -8,5 | 3,5 | 1,1 |
| Fabrication d'article en papier ou en carton | | -11,9 | 13,6 | -13,2 | 9,2 | 13,0 |
| Fabrication de produits chimiques | | -11,2 | -11,0 | 10,7 | 8,0 | 12,1 |
| Fab, De verre, poterie et matériaux de construction | | 6,5 | -4,4 | -13,2 | 9,1 | -13,0 |
| Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux | | -9,1 | 9,6 | -10,7 | -1,8 | -10,0 |
| Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c,a | | -7,3 | -1,3 | -8,6 | 3,7 | 7,5 |
| PROD, & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ & D'EAU | | 4,7 | 4,5 | 4,7 | 1,2 | -1,5 |
| Production & distribution, de gaz & d'eau | | 4,7 | 4,5 | 4,7 | 1,2 | -1,5 |
| CONSTRUCTION | | 11,1 | 12,8 | -1,8 | 9,7 | -0,9 |
| Construction | | 11,1 | 12,8 | -1,8 | 9,7 | -0,9 |
| COMMERCE ET REPARATION | | 8,2 | -2,8 | -4,2 | 4,1 | 9,2 |
| Commerce et réparation | | 8,2 | -2,8 | -4,2 | 4,1 | 9,2 |
| HÔTELS ET RESTAURANTS | | -8,0 | 7,3 | -1,3 | 3,1 | 7,3 |
| Hôtels et restaurants | | -8,0 | 7,3 | -1,3 | 3,1 | 7,3 |
| TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS | | 5,7 | 2,9 | -7,1 | -5,8 | 1,3 |
| Transports | | 5,4 | 1,9 | -9,2 | -4,3 | 0,0 |
| Postes et télécommunications | | 8,6 | 12,0 | 10,6 | -16,3 | 11,0 |
| INTERMEDIATION FINANCIERE | | 2,4 | 3,0 | -0,9 | 8,5 | 17,0 |

| | | | | | |
|--|--------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| Services financiers | 2,4 | 3,0 | -0,9 | 8,5 | 17,0 |
| IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES | -0,4 | 5,7 | -2,7 | 3,2 | 5,4 |
| Immobilier | 3,5 | 3,7 | 2,7 | 2,4 | 2,1 |
| Services principalement rendu aux entreprises | -4,1 | 7,8 | -8,1 | 4,0 | 9,0 |
| ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE | 21,4 | 13,7 | 33,1 | 82,1 | -4,4 |
| Activités d'administration publique | 21,4 | 13,7 | 33,1 | 82,1 | -4,4 |
| EDUCATION | 8,5 | -7,0 | 77,4 | -47,7 | 83,5 |
| Education | 8,5 | -7,0 | 77,4 | -47,7 | 83,5 |
| ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE | 12,0 | -15,8 | 16,5 | -20,1 | 12,7 |
| Activités de services de santé | 12,0 | -15,8 | 16,5 | -20,1 | 12,7 |
| ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL | -7,6 | 5,6 | -2,0 | 1,3 | -8,6 |
| Activités à caractère collectif ou personnel | -7,6 | 5,6 | -2,0 | 1,3 | -8,6 |
| ACT, MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE | 0,9 | 2,4 | 1,2 | 1,8 | 1,1 |
| Activités, ménages employeurs de personnel domestiques | 0,9 | 2,4 | 1,2 | 1,8 | 1,1 |
| BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM | -15,6 | -16,7 | -3,1 | -12,4 | 15,2 |
| Branche consommatrices des SIFIM | -15,6 | -16,7 | -3,1 | -12,4 | 15,2 |
| Ensemble | 4,2 | 3,7 | -0,5 | 5,9 | 5,7 |
| Impôts et taxes nets des Subventions | 50,5 | 9,6 | -8,2 | -7,9 | 3,7 |
| PIB | 6,8 | 4,1 | -1,1 | 4,8 | 5,6 |

Tableau 43 : Variation du déflateur des valeurs ajoutées par sous branche (en %)

| <i>Branches</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|---|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|--------------|
| AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES | | 28,3 | 10,7 | 9,5 | 8,7 | -0,5 |
| Agriculture, Chasse et Activités annexes | | 17,4 | 7,9 | 18,7 | 10,0 | 0,3 |
| Elevage, Chasse, services annexes | | 6,4 | 24,3 | 5,8 | 7,7 | -8,9 |
| Sylviculture | | 55,3 | 13,3 | 15,1 | 12,9 | 2,4 |
| Pêche, pisciculture et aquaculture | | 48,8 | 5,3 | 3,2 | 7,6 | 5,3 |
| ACTIVITES EXTRACTIVES | | -14,8 | 27,8 | -3,7 | 68,9 | 24,7 |
| Extraction de minerais métalliques | | -13,5 | 27,7 | -2,9 | 69,1 | 24,8 |
| Autres activités extractives | | -22,1 | 31,1 | -9,6 | 86,0 | 23,3 |
| FAB, DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS & TABAC | | 9,9 | 56,7 | -11,2 | 18,7 | 26,5 |
| Fabrication de produits alimentaires & de boissons | | 7,8 | 57,2 | -11,1 | 18,0 | 26,5 |
| Fabrication de produits à base de tabac | | 38,7 | 4,3 | 12,7 | 12,2 | -2,3 |
| FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES | | 32,4 | 22,8 | 15,5 | -4,1 | 10,4 |
| Fabrication de textiles, habillement et chaussures | | 77,7 | 18,5 | 10,8 | 11,7 | 12,2 |
| Travail de bois | | 24,1 | 17,7 | 6,0 | 14,9 | 21,4 |
| Fabrication d'article en papier ou en carton | | 20,7 | 23,8 | 39,8 | 5,5 | -50,8 |
| Fabrication de produits chimiques | | 55,0 | 13,1 | 63,8 | 48,2 | -38,2 |
| Fab, De verre, poterie et matériaux de construction | | 23,1 | -2,9 | 11,8 | 8,5 | 58,3 |
| Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux | | 24,5 | 29,7 | 17,4 | -15,5 | 7,1 |
| Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c,a | | 50,8 | 25,9 | 18,4 | 5,8 | 6,0 |
| PROD, & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ & D'EAU | | 36,8 | 3,2 | 47,1 | 0,9 | -25,4 |
| Production & distribution, de gaz & d'eau | | 36,8 | 3,2 | 47,1 | 0,9 | -25,4 |
| CONSTRUCTION | | 9,8 | 5,8 | -2,2 | -9,1 | 2,2 |
| Construction | | 9,8 | 5,8 | -2,2 | -9,1 | 2,2 |
| COMMERCE ET REPARATION | | 17,6 | 26,0 | -5,1 | 22,6 | 3,8 |
| Commerce et réparation | | 17,6 | 26,0 | -5,1 | 22,6 | 3,8 |
| HÔTELS ET RESTAURANTS | | 23,7 | 14,5 | 6,3 | 8,3 | 25,7 |
| Hôtels et restaurants | | 23,7 | 14,5 | 6,3 | 8,3 | 25,7 |
| TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS | | 18,2 | 7,2 | -15,2 | 13,9 | 13,7 |
| Transports | | 16,3 | 16,9 | -17,9 | 16,5 | 14,6 |
| Postes et télécommunications | | 28,3 | -41,3 | 6,6 | 3,6 | 7,4 |
| INTERMEDIATION FINANCIERE | | 5,0 | 7,8 | 4,1 | -7,5 | 39,6 |

| | | | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Services financiers | 5,0 | 7,8 | 4,1 | -7,5 | 39,6 |
| IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES | 15,3 | 15,8 | 7,0 | 28,0 | 2,3 |
| Immobilier | 22,3 | 18,4 | 5,4 | 11,0 | 21,3 |
| Services principalement rendu aux entreprises | 6,7 | 12,8 | 10,4 | 56,2 | -16,9 |
| ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE | -3,6 | -0,5 | -1,1 | -1,0 | -1,2 |
| Activités d'administration publique | -3,6 | -0,5 | -1,1 | -1,0 | -1,2 |
| EDUCATION | 22,6 | 7,0 | 1,7 | 2,6 | 6,1 |
| Education | 22,6 | 7,0 | 1,7 | 2,6 | 6,1 |
| ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE | 19,7 | 12,2 | 7,9 | 6,1 | 28,3 |
| Activités de services de santé | 19,7 | 12,2 | 7,9 | 6,1 | 28,3 |
| ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL | 8,2 | 3,1 | 2,5 | 4,1 | 39,3 |
| Activités à caractère collectif ou personnel | 8,2 | 3,1 | 2,5 | 4,1 | 39,3 |
| ACT, MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE | 18,1 | -2,1 | 6,1 | 2,0 | 14,5 |
| Activités, ménages employeurs de personnel domestiques | 18,1 | -2,1 | 6,1 | 2,0 | 14,5 |
| BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM | 22,9 | 17,7 | 6,0 | 14,9 | 59,5 |
| Branche consommatrices des SIFIM | 22,9 | 17,7 | 6,0 | 14,9 | 59,5 |
| Ensemble | 14,5 | 16,6 | 1,4 | 15,3 | 8,1 |
| Impôts et taxes nets des Subventions | 5,5 | 19,3 | 5,1 | 27,1 | 21,4 |
| PIB | 13,6 | 16,7 | 1,8 | 16,1 | 9,0 |

Tableau 44 : Taux de la valeur ajoutée aux prix courants (%)

| <i>Libellé</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Secteur primaire | 69,3 | 68,2 | 68,3 | 69,3 | 67,2 | 67,2 |
| Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes | 69,3 | 68,2 | 68,3 | 69,3 | 67,2 | 67,2 |
| Secteur secondaire | 46,6 | 45,9 | 47,9 | 48,9 | 46,6 | 45,5 |
| Activités extractives | 53,2 | 52,6 | 52,4 | 58,7 | 59,2 | 59,3 |
| Fab, De pdts alimentaires, boissons & tabac | 25,1 | 21,7 | 28,0 | 22,5 | 21,4 | 21,6 |
| Fab d'autres produits manufacturiers | 38,1 | 40,6 | 44,1 | 46,9 | 41,4 | 41,1 |
| Prod, & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | 32,0 | 31,9 | 31,8 | 42,9 | 42,9 | 32,3 |
| Construction | 70,0 | 69,0 | 68,4 | 64,3 | 57,3 | 55,5 |
| Secteur tertiaire | 11,9 | 12,4 | 12,9 | 11,9 | 9,9 | 8,0 |
| Commerce et réparation | 68,3 | 68,7 | 73,4 | 66,7 | 73,5 | 68,9 |
| Hôtels et restaurants | 226,4 | 242,8 | 239,6 | 215,5 | 191,1 | 145,4 |
| Transports et communications | 308,0 | 359,9 | 344,8 | 414,3 | 469,4 | 490,1 |
| Intermédiation financière | 400,4 | 459,1 | 515,9 | 476,3 | 535,1 | 404,3 |
| Immobilier, services aux entreprises | 21,0 | 21,3 | 22,1 | 21,8 | 19,5 | 22,6 |

| | | | | | | |
|-------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Activités d'administration publique | 134,6 | 139,6 | 133,2 | 84,8 | 40,7 | 38,9 |
| Education | 70,4 | 64,0 | 70,9 | 43,5 | 75,7 | 68,0 |
| Santé et action sociale | 330,7 | 304,3 | 381,9 | 336,0 | 495,0 | 382,4 |
| Autres services | 168,6 | 192,5 | 206,2 | 264,7 | 458,3 | 345,2 |
| PIB | 59,4 | 61,9 | 63,3 | 63,4 | 61,6 | 59,5 |

Tableau 45 : Taux de valeur ajoutée aux prix constants de 2010

| Branches | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|---|------|-------------|-------------|-------------|--------------|-------------|
| AGRICULTURE, ELEVAGE, CHASSE ET ACTIVITÉS ANNEXES | | 2,1 | 4,3 | -5,9 | 19,7 | 6,4 |
| Agriculture, Chasse et Activités annexes | | 2,2 | 5,4 | 6,6 | 44,0 | 7,8 |
| Elevage, Chasse, services annexes | | 4,4 | 4,4 | 9,9 | 9,8 | 7,7 |
| Sylviculture | | 2,8 | 2,3 | 2,1 | 2,7 | 2,3 |
| Pêche, pisciculture et aquaculture | | 0,5 | 3,9 | -29,0 | 4,3 | 4,1 |
| ACTIVITES EXTRACTIVES | | 3,0 | 6,7 | -1,0 | -2,8 | 3,2 |
| Extraction de minerais métalliques | | 1,1 | 5,8 | 0,2 | 0,0 | 3,4 |
| Autres activités extractives | | 30,5 | 17,3 | -13,3 | -36,3 | -2,0 |
| FAB. DE PDTS ALIMENTAIRES, BOISSONS & TABAC | | -2,1 | 6,1 | -5,6 | 5,3 | 8,4 |
| Fabrication de produits alimentaires & de boissons | | -2,1 | 6,1 | -5,6 | 5,3 | 8,4 |
| Fabrication de produits à base de tabac | | 10,3 | 3,1 | -13,0 | 8,8 | 1,5 |
| FAB D'AUTRES PRODUITS MANUFACTURES | | -4,1 | 3,2 | -9,1 | 1,6 | -4,5 |
| Fabrication de textiles, habillement et chaussures | | 3,7 | -1,4 | -8,5 | 3,5 | 1,1 |
| Travail de bois | | 3,7 | -1,4 | -8,5 | 3,5 | 1,1 |
| Fabrication d'article en papier ou en carton | | -11,9 | 13,6 | -13,2 | 9,2 | 13,0 |
| Fabrication de produits chimiques | | -11,2 | -11,0 | 10,7 | 8,0 | 12,1 |
| Fab. De verre, poterie et matériaux de construction | | 6,5 | -4,4 | -13,2 | 9,1 | -13,0 |
| Métallurgie, fab en ouv en métaux, travail des métaux | | -9,1 | 9,6 | -10,7 | -1,8 | -10,0 |
| Fabrication de meubles, activités de fabrication n.c.a | | -7,3 | -1,3 | -8,6 | 3,7 | 7,5 |
| PROD. & DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ & D'EAU | | 4,7 | 4,5 | 4,7 | 1,2 | -1,5 |
| Production & distribution, de gaz & d'eau | | 4,7 | 4,5 | 4,7 | 1,2 | -1,5 |
| CONSTRUCTION | | 11,1 | 12,8 | -1,8 | 9,7 | -0,9 |
| Construction | | 11,1 | 12,8 | -1,8 | 9,7 | -0,9 |
| COMMERCE ET REPARATION | | 8,2 | -2,8 | -4,2 | 4,1 | 9,2 |
| Commerce et réparation | | 8,2 | -2,8 | -4,2 | 4,1 | 9,2 |
| HÔTELS ET RESTAURANTS | | -8,0 | 7,3 | -1,3 | 3,1 | 7,3 |
| Hôtels et restaurants | | -8,0 | 7,3 | -1,3 | 3,1 | 7,3 |
| TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS | | 5,7 | 2,9 | -7,1 | -5,8 | 1,3 |
| Transports | | 5,4 | 1,9 | -9,2 | -4,3 | 0,0 |
| Postes et télécommunications | | 8,6 | 12,0 | 10,6 | -16,3 | 11,0 |
| INTERMEDIATION FINANCIERE | | 2,4 | 3,0 | -0,9 | 8,5 | 17,0 |
| Services financiers | | 2,4 | 3,0 | -0,9 | 8,5 | 17,0 |
| IMMOBILIER, SERVICES AUX ENTREPRISES | | -0,4 | 5,7 | -2,7 | 3,2 | 5,4 |
| Immobilier | | 3,5 | 3,7 | 2,7 | 2,4 | 2,1 |
| Services principalement rendu aux entreprises | | -4,1 | 7,8 | -8,1 | 4,0 | 9,0 |
| ACTIVITÉS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE | | 21,4 | 13,7 | 33,1 | 82,1 | -4,4 |
| Activités d'administration publique | | 21,4 | 13,7 | 33,1 | 82,1 | -4,4 |
| EDUCATION | | 8,5 | -7,0 | 77,4 | -47,7 | 83,5 |

| | | | | | |
|--|--------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| Education | 8,5 | -7,0 | 77,4 | -47,7 | 83,5 |
| ACTIVITES DE SERVICES DE SANTE | 12,0 | -15,8 | 16,5 | -20,1 | 12,7 |
| Activités de services de santé | 12,0 | -15,8 | 16,5 | -20,1 | 12,7 |
| ACTIVITES A CARACTERE COLLECTIF OU PERSONNEL | -7,6 | 5,6 | -2,0 | 1,3 | -8,6 |
| Activités a caractère collectif ou personnel | -7,6 | 5,6 | -2,0 | 1,3 | -8,6 |
| ACT. MENAGES EMPLOYEURS DE PERSONNEL DOMESTIQUE | 0,9 | 2,4 | 1,2 | 1,8 | 1,1 |
| Activités.ménages employeurs de personnel domestiques | 0,9 | 2,4 | 1,2 | 1,8 | 1,1 |
| BRANCHE CONSOMMATRICE DES SIFIM | -15,6 | -16,7 | -3,1 | -12,4 | 15,2 |
| Branche consommatrices des SIFIM | -15,6 | -16,7 | -3,1 | -12,4 | 15,2 |
| Ensemble | 4,2 | 3,7 | -0,5 | 5,9 | 5,7 |
| Impôts et taxes nets des Subventions | 50,5 | 9,6 | -8,2 | -7,9 | 3,7 |
| PIB | 6,8 | 4,1 | -1,1 | 4,8 | 5,6 |

Tableau 46 : Répartition de la VA informelle aux prix courants par secteurs d'activités (milliards de FG)

| <i>Libellé</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Secteur primaire | 1 490 | 2 223 | 2 459 | 2 015 | 2 301 | 2 509 |
| Agriculture, Élevage, Chasse et Activités Annexes | 1 490 | 2 223 | 2 459 | 2 015 | 2 301 | 2 509 |
| Secteur secondaire | 2 791 | 3 368 | 4 016 | 3 910 | 4 534 | 5 382 |
| Activités extractives | 459 | 363 | 594 | 425 | 614 | 831 |
| Fabrication de produits alimentaires, boissons & tabac | 312 | 402 | 507 | 537 | 777 | 1 071 |
| Fabrication d'autres produits manufactures | 1 144 | 1 642 | 1 883 | 1 911 | 1 989 | 2 210 |
| Production & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | 81 | 115 | 122 | 129 | 133 | 160 |
| Construction | 794 | 846 | 909 | 908 | 1 021 | 1 111 |
| Secteur tertiaire | 6 782 | 8 389 | 10 266 | 9 752 | 10 307 | 11 510 |
| Commerce et réparation | 3 568 | 4 716 | 5 945 | 5 782 | 5 979 | 6 663 |
| Hôtels et restaurants | 384 | 441 | 532 | 564 | 633 | 731 |
| Transports et communications | 1 208 | 1 474 | 1 822 | 1 407 | 1 513 | 1 736 |
| Intermédiation financière | 266 | 297 | 334 | 357 | 323 | 307 |
| Immobilier, services aux entreprises | 572 | 631 | 725 | 756 | 980 | 1 157 |
| Activités d'administration publique | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Education | 491 | 567 | 595 | 604 | 553 | 526 |
| Santé et action sociale | 211 | 173 | 220 | 183 | 224 | 259 |
| Autres services | 82 | 91 | 94 | 99 | 102 | 132 |
| SIFIM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| VA informelle | 11 063 | 13 980 | 16 741 | 15 677 | 17 142 | 19 401 |

Tableau 47 : Poids de la VA aux prix courants du secteur informel dans les branches (en %)

| <i>Libellé</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> | <i>Moyenne 2006-2011</i> |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------------------|
| Secteur primaire | 44,0 | 53,0 | 51,0 | 37,1 | 35,3 | 32,3 | 42,1 |
| Agriculture, Elevage, Chasse et Activités annexes | 44,0 | 53,0 | 51,0 | 37,1 | 35,3 | 32,3 | 42,1 |
| Secteur secondaire | 38,6 | 42,2 | 38,4 | 37,9 | 36,0 | 36,6 | 38,3 |
| Activités extractives | 15,3 | 14,2 | 16,5 | 12,5 | 11,1 | 11,6 | 13,5 |
| Fabrication de produits alimentaires, boissons & tabac | 54,5 | 61,1 | 48,6 | 62,2 | 71,7 | 79,3 | 62,9 |
| Fabrication d'autres produits manufacturés | 70,5 | 73,6 | 66,2 | 60,8 | 65,2 | 69,2 | 67,6 |
| Production & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | 48,1 | 47,6 | 47,0 | 34,3 | 34,6 | 46,3 | 43,0 |
| Construction | 42,4 | 37,1 | 33,4 | 35,9 | 40,1 | 41,8 | 38,4 |

| | | | | | | | |
|--------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Secteur tertiaire | 68,4 | 67,1 | 65,9 | 62,7 | 56,0 | 51,7 | 62,0 |
| Commerce et réparation | 87,6 | 92,3 | 82,7 | 89,6 | 84,9 | 86,6 | 87,3 |
| Hôtels et restaurants | 96,8 | 97,8 | 96,1 | 97,4 | 97,8 | 95,1 | 96,8 |
| Transports et communications | 72,0 | 69,4 | 77,4 | 80,8 | 84,1 | 79,4 | 77,2 |
| Intermédiation financière | 26,5 | 27,7 | 28,1 | 29,6 | 27,8 | 16,2 | 26,0 |
| Immobilier, services aux entreprises | 47,0 | 45,7 | 43,3 | 43,1 | 43,4 | 46,1 | 44,8 |
| Activités d'administration publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Education | 78,2 | 65,1 | 69,4 | 36,7 | 69,0 | 33,8 | 58,7 |
| Santé et action sociale | 81,1 | 66,7 | 77,7 | 64,7 | 75,6 | 68,0 | 72,3 |
| Autres services | 58,6 | 54,9 | 56,5 | 55,2 | 55,3 | 61,7 | 57,0 |
| SIFIM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| VA informelle | 54,0 | 56,8 | 54,4 | 50,2 | 45,7 | 43,5 | 50,8 |

Tableau 48 : Structure de la VA aux prix courants du secteur informel (en %)

| Libellé | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2006-2011 |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------------|
| Secteur primaire | 44,0 | 50,1 | 48,0 | 38,2 | 33,5 | 34,6 | 41,4 |
| Agriculture, Elevage, Chasse Et Activités Annexes | 44,0 | 50,1 | 48,0 | 38,2 | 33,5 | 34,6 | 41,4 |
| Secteur secondaire | 37,5 | 41,8 | 38,0 | 36,8 | 36,5 | 37,5 | 38,0 |
| Activités extractives | 14,0 | 12,5 | 14,7 | 10,2 | 10,2 | 10,8 | 12,1 |
| Fab. De pds alimentaires, boissons & tabac | 54,8 | 66,9 | 50,6 | 63,9 | 74,4 | 74,8 | 64,2 |
| Fab d'autres produits manufactures | 62,7 | 70,7 | 63,9 | 59,5 | 68,1 | 73,4 | 66,4 |
| Prod. & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | 48,1 | 47,6 | 47,0 | 32,2 | 32,5 | 53,1 | 43,4 |
| Construction | 42,4 | 37,1 | 33,4 | 34,7 | 39,2 | 42,1 | 38,2 |
| Secteur tertiaire | 70,8 | 72,1 | 70,0 | 65,9 | 62,5 | 65,0 | 67,7 |
| Commerce et réparation | 87,4 | 93,2 | 84,4 | 92,5 | 82,4 | 90,1 | 88,3 |
| Hôtels et restaurants | 96,8 | 97,8 | 96,1 | 97,1 | 97,6 | 97,5 | 97,1 |
| Transports et communications | 73,5 | 71,8 | 80,4 | 78,7 | 82,2 | 79,8 | 77,7 |
| Intermédiation financière | 41,9 | 43,3 | 43,9 | 45,6 | 46,7 | 30,0 | 41,9 |
| Immobilier, services aux entreprises | 46,4 | 44,3 | 41,6 | 41,7 | 40,9 | 44,8 | 43,3 |
| Activités d'administration publique | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Education | 79,6 | 67,8 | 71,2 | 36,5 | 70,9 | 38,2 | 60,7 |
| Santé et action sociale | 82,7 | 69,2 | 79,2 | 61,5 | 77,5 | 72,0 | 73,7 |
| Autres services | 58,6 | 54,9 | 56,5 | 55,2 | 55,3 | 62,0 | 57,1 |
| SIFIM | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| VA informelle | 54,3 | 58,1 | 54,8 | 50,9 | 48,0 | 50,0 | 52,7 |

Tableau 49 : Evolution des emplois du PIB à prix courants

| <i>Libellés</i> | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 1. Dépense de Consommation Finale | 21 114 | 26 528 | 30 344 | 33 370 | 36 315 | 43 683 |
| dont privée | 19 751 | 24 741 | 28 431 | 30 156 | 31 383 | 36 915 |
| publique | 1 363 | 1 787 | 1 913 | 3 213 | 4 932 | 6 768 |
| 2. FBCF | 4 335 | 6 505 | 7 239 | 6 751 | 7 510 | 10 662 |
| 3. Variation des stocks | 1 002 | - 330 | 1 163 | 120 | 466 | 204 |
| 4. INVESTISSEMENT (2+3) | 5 337 | 6 176 | 8 402 | 6 871 | 7 976 | 10 866 |
| 5. Exportations nettes | -4 723 | -6 334 | -6 699 | -7 992 | -5 048 | -9 374 |
| 6. Exportations | 5 177 | 6 210 | 6 935 | 7 261 | 11 907 | 14 728 |
| Exportations des biens | 5 001 | 6 064 | 6 628 | 6 889 | 11 499 | 14 783 |
| Exportations des services | 176 | 146 | 307 | 372 | 408 | - 55 |
| 7. Importations | 9 900 | 12 544 | 13 634 | 15 253 | 16 955 | 24 102 |
| Importations des biens | 9 099 | 11 664 | 12 616 | 14 218 | 15 531 | 23 056 |
| Importations des services | 801 | 880 | 1 018 | 1 035 | 1 424 | 1 046 |
| PIB (1+4+5) | 21 728 | 26 370 | 32 047 | 32 248 | 39 243 | 45 176 |

Tableau 50 : Evolution en volume des emplois du PIB (base 100=2010)

| <i>Libellés</i> | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 1. Dépense de Consommation Finale | 32 405 | 34 749 | 33 890 | 35 174 | 36 315 | 39 553 |
| dont privée | 31 041 | 32 961 | 31 978 | 31 960 | 31 383 | 32 642 |
| Publique | 1 363 | 1 787 | 1 913 | 3 213 | 4 932 | 6 911 |
| 2. FBCF | 5 889 | 7 628 | 7 771 | 7 138 | 7 510 | 9 784 |
| 3. Variation des stocks | 1 019 | - 982 | 1 428 | - 12 | 466 | 530 |
| 4. INVESTISSEMENT (2+3) | 6 907 | 6 646 | 9 199 | 7 126 | 7 976 | 10 314 |
| 5. Exportations nettes | -5 269 | -5 031 | -5 223 | -4 859 | -5 048 | -8 421 |
| 6. Exportations | 9 597 | 12 532 | 10 854 | 11 475 | 11 907 | 11 794 |
| Exportations des biens | 9 393 | 12 371 | 10 560 | 11 084 | 11 499 | 11 329 |
| Exportations des services | 205 | 162 | 293 | 391 | 408 | 465 |
| 7. Importations | 14 866 | 17 564 | 16 077 | 16 334 | 16 955 | 20 215 |
| Importations des biens | 13 726 | 16 332 | 14 708 | 15 130 | 15 531 | 18 346 |
| Importations des services | 1 141 | 1 232 | 1 369 | 1 204 | 1 424 | 1 870 |
| PIB (1+4+5) | 34 043 | 36 363 | 37 866 | 37 441 | 39 243 | 41 446 |

Tableau 51 : Taux de croissance réel du PIB et ses emplois

| <i>Libellés</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|-----------------------------------|-------------|-------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
| 1. Dépense de Consommation Finale | 7,2 | -2,5 | 3,8 | 3,2 | 8,9 | 7,2 |
| dont privée | 6,2 | -3,0 | -0,1 | -1,8 | 4,0 | 6,2 |
| Publique | 31,1 | 7,0 | 68,0 | 53,5 | 40,1 | 31,1 |
| 2. FBCF | 29,5 | 1,9 | -8,2 | 5,2 | 30,3 | 29,5 |
| 3. Variation des stocks | -196,4 | -245,4 | -100,8 | -4 120,5 | 13,7 | -196,4 |
| 4. INVESTISSEMENT (2+3) | -3,8 | 38,4 | -22,5 | 11,9 | 29,3 | -3,8 |
| 5. Exportations nettes | -4,5 | 3,8 | -7,0 | 3,9 | 66,8 | -4,5 |
| 6. Exportations | 30,6 | -13,4 | 5,7 | 3,8 | -0,9 | 30,6 |
| Exportations des biens | 31,7 | -14,6 | 5,0 | 3,7 | -1,5 | 31,7 |
| Exportations des services | -21,0 | 81,3 | 33,3 | 4,5 | 13,9 | -21,0 |
| 7. Importations | 18,1 | -8,5 | 1,6 | 3,8 | 19,2 | 18,1 |
| Importations des biens | 19,0 | -9,9 | 2,9 | 2,6 | 18,1 | 19,0 |
| Importations des services | 8,0 | 11,1 | -12,1 | 18,3 | 31,3 | 8,0 |
| PIB (1+4+5) | 6,8 | 4,1 | -1,1 | 4,8 | 5,6 | 6,8 |

, Tableau 52 : Variation du déflateur du PIB et ses emplois (%)

| <i>Libellés</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|-------------|
| 1. Dépense de Consommation Finale | | 17,2 | 17,3 | 6,0 | 5,4 | 10,4 |
| dont privée | | 18,0 | 18,5 | 6,1 | 6,0 | 13,1 |
| Publique | | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -2,1 |
| 2. FBCF | | 15,8 | 9,2 | 1,5 | 5,7 | 9,0 |
| 3. Variation des stocks | | -65,9 | 142,6 | -1 366,8 | -109,7 | -61,6 |
| 4. INVESTISSEMENT (2+3) | | 20,3 | -1,7 | 5,6 | 3,7 | 5,4 |
| 5. Exportations nettes | | 40,4 | 1,9 | 28,3 | -39,2 | 11,3 |
| 6. Exportations | | -8,1 | 28,9 | -1,0 | 58,0 | 24,9 |
| Exportations des biens | | -7,9 | 28,0 | -1,0 | 60,9 | 30,5 |
| Exportations des services | | 5,1 | 15,9 | -9,1 | 5,2 | -111,7 |
| 7. Importations | | 7,3 | 18,7 | 10,1 | 7,1 | 19,2 |
| Importations des biens | | 7,7 | 20,1 | 9,6 | 6,4 | 25,7 |
| Importations des services | | 1,8 | 4,1 | 15,6 | 16,3 | -44,1 |
| PIB (1+4+5) | | 13,6 | 16,7 | 1,8 | 16,1 | 9,0 |

Tableau 53 : Structure des emplois du PIB (en pourcentage du PIB)

| <i>Libellés</i> | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2006-2011 |
|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------|
| 1, Dépense de Consommation Finale | 97,2 | 100,6 | 94,7 | 103,5 | 92,5 | 96,7 | 97,5 |
| dont privée | 90,9 | 93,8 | 88,7 | 93,5 | 80,0 | 81,7 | 88,1 |
| Publique | 6,3 | 6,8 | 6,0 | 10,0 | 12,6 | 15,0 | 9,4 |
| 2, FBCF | 20,0 | 24,7 | 22,6 | 20,9 | 19,1 | 23,6 | 21,8 |
| 3, Variation des stocks | 4,6 | -1,3 | 3,6 | 0,4 | 1,2 | 0,5 | 1,5 |
| 4, INVESTISSEMENT (2+3) | 24,6 | 23,4 | 26,2 | 21,3 | 20,3 | 24,1 | 23,3 |
| 5, Exportations nettes | -21,7 | -24,0 | -20,9 | -24,8 | -12,9 | -20,8 | -20,8 |
| 6, Exportations | 23,8 | 23,6 | 21,6 | 22,5 | 30,3 | 32,6 | 25,7 |
| Exportations des biens | 23,0 | 23,0 | 20,7 | 21,4 | 29,3 | 32,7 | 25,0 |
| Exportations des services | 0,8 | 0,6 | 1,0 | 1,2 | 1,0 | -0,1 | 0,7 |
| 7, Importations | 45,6 | 47,6 | 42,5 | 47,3 | 43,2 | 53,4 | 46,6 |
| Importations des biens | 41,9 | 44,2 | 39,4 | 44,1 | 39,6 | 51,0 | 43,4 |
| Importations des services | 3,7 | 3,3 | 3,2 | 3,2 | 3,6 | 2,3 | 3,2 |
| PIB (1+4+5) | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Tableau 54 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (%)

| <i>Libellés</i> | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2006-2011 |
|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------------|
| 1, Dépense de Consommation Finale | | 6,9 | -2,4 | 3,4 | 3,0 | 8,2 | 3,8 |
| dont privée | | 5,6 | -2,7 | 0,0 | -1,5 | 3,2 | 0,9 |
| Publique | | 1,2 | 0,3 | 3,4 | 4,6 | 5,0 | 2,9 |
| 2, FBCF | | 5,1 | 0,4 | -1,7 | 1,0 | 5,8 | 2,1 |
| 3, Variation des stocks | | -5,9 | 6,6 | -3,8 | 1,3 | 0,2 | -0,3 |
| 4, INVESTISSEMENT (2+3) | | -0,8 | 7,0 | -5,5 | 2,3 | 6,0 | 1,8 |
| 5, Exportations nettes | | 0,7 | -0,5 | 1,0 | -0,5 | -8,6 | -1,6 |
| 6, Exportations | | 8,6 | -4,6 | 1,6 | 1,2 | -0,3 | 1,3 |
| Exportations des biens | | 8,7 | -5,0 | 1,4 | 1,1 | -0,4 | 1,2 |
| Exportations des services | | -0,1 | 0,4 | 0,3 | 0,0 | 0,1 | 0,1 |
| 7, Importations | | 7,9 | -4,1 | 0,7 | 1,7 | 8,3 | 2,9 |
| Importations des biens | | 7,7 | -4,5 | 1,1 | 1,1 | 7,2 | 2,5 |
| Importations des services | | 0,3 | 0,4 | -0,4 | 0,6 | 1,1 | 0,4 |
| PIB (1+4+5) | | 6,8 | 4,1 | -1,1 | 4,8 | 5,6 | 4,1 |

Tableau 55 : Consommation finale par produit au prix courant (Mds de FG)

| Produits | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Agriculture, Elevage, chasse et activités annexes | 6 097 | 8 025 | 9 253 | 8 939 | 11 024 | 12 007 |
| Activités extractives | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Fabrication de produits alimentaires, boissons & tabac | 3 779 | 4 702 | 5 654 | 6 789 | 7 308 | 10 619 |
| Fabrication d'autres produits manufacturiers | 5 419 | 7 027 | 7 656 | 8 511 | 7 053 | 6 889 |
| Production & distribution d'électricité, de gaz & d'eau | 163 | 201 | 244 | 303 | 310 | 401 |
| Construction | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Commerce et réparation | 127 | 134 | 139 | 127 | 145 | 99 |
| Hôtels et restaurants | 454 | 484 | 576 | 671 | 748 | 1 029 |
| Transports et communications | 971 | 1 082 | 1 520 | 1 329 | 1 148 | 1 110 |
| Intermédiation financière | 538 | 615 | 713 | 792 | 817 | 1 233 |
| Immobilier, services aux entreprises | 576 | 740 | 933 | 993 | 1 115 | 1 345 |
| Activités d'administration publique | 1 221 | 1 472 | 1 701 | 2 106 | 4 713 | 5 828 |
| Education | 733 | 892 | 875 | 1 626 | 823 | 1 655 |
| Activités de services de santé | 340 | 434 | 417 | 500 | 417 | 604 |
| Activités à caractère collectif ou personnel | 409 | 433 | 462 | 457 | 477 | 617 |
| Activités des ménages employeurs de personnel domestique | 140 | 167 | 167 | 179 | 184 | 213 |
| SIFIM | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Correction territoriale | 147 | 120 | 36 | 49 | 33 | 34 |
| TOTAL | 21 114 | 26 528 | 30 344 | 33 370 | 36 315 | 43 683 |

Tableau 56 : Evolution des principaux agrégats sur la distribution et l'utilisation du revenu

| <i>Rubrique</i> | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Exportations de biens et services | 6 935 | 7 261 | 11 907 | 14 728 | 6 935 | 7 261 |
| Importations de biens et services | 13 634 | 15 253 | 16 955 | 24 102 | 13 634 | 15 253 |
| PIB | 32 047 | 32 248 | 39 243 | 46 309 | 32 047 | 32 248 |
| +Revenu nets des facteurs | -291 | -783 | -476 | -953 | -291 | -783 |
| =Revenu National brut | 31 756 | 31 465 | 38 767 | 45 355 | 31 756 | 31 465 |
| +Transferts nets | 72 | 45 | -165 | 601 | 72 | 45 |
| =Revenu national Disponible | 31 828 | 31 510 | 38 602 | 45 957 | 31 828 | 31 510 |
| -Dépense de consommation finale | 30 344 | 33 370 | 36 315 | 45 142 | 30 344 | 33 370 |
| =Epargne | 1 485 | -1 859 | 2 287 | 815 | 1 485 | -1 859 |
| +Transferts nets en capital | 203 | 177 | 289 | 1 020 | 203 | 177 |
| -Investissement | 8 402 | 6 871 | 7 976 | 11 233 | 8 402 | 6 871 |
| =Capacité(+)/Besoin(-) de financement | -6 715 | -8 554 | -5 401 | -9 398 | -6 715 | -8 554 |

Tableau 57 : Principaux agrégats par secteurs institutionnels

| <i>Rubrique</i> | 2 006 | 2 007 | 2 008 | 2 009 | 2 010 | 2 011 |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| PIB | 32 047 | 32 248 | 39 243 | 46 309 | 32 047 | 32 248 |
| Valeur ajoutée brute | 29 684 | 29 968 | 36 576 | 42 948 | 29 684 | 29 968 |
| dont SNF | 7 462 | 6 799 | 9 198 | 9 893 | 7 462 | 6 799 |
| SF | 426 | 426 | 419 | 899 | 426 | 426 |
| APU | 1 446 | 2 691 | 3 050 | 3 807 | 1 446 | 2 691 |
| Ménages | 20 645 | 20 355 | 24 211 | 29 031 | 20 645 | 20 355 |
| ISBLSM | 80 | 83 | 86 | 31 | 80 | 83 |
| SIFIM | -375 | -385 | -388 | -712 | -375 | -385 |
| Excédent brut d'exploitation | 25 058 | 24 358 | 29 922 | 35 077 | 25 058 | 24 358 |
| dont SNF | 6 174 | 5 086 | 7 368 | 7 840 | 6 174 | 5 086 |
| Revenu mixte | 18 124 | 17 776 | 21 226 | 25 352 | 18 124 | 17 776 |
| Rémunération des salariés | 4 553 | 5 531 | 6 586 | 7 734 | 4 553 | 5 531 |
| Revenu national | 31 756 | 31 465 | 38 767 | 45 355 | 31 756 | 31 465 |
| Revenu disponible brut | 31 828 | 31 510 | 38 602 | 45 957 | 31 828 | 31 510 |
| Dont APU | 3 105 | 4 225 | 4 329 | 7 141 | 3 105 | 4 225 |
| Ménages | 24 706 | 23 830 | 28 887 | 33 537 | 24 706 | 23 830 |
| Dépenses de consommation finale | 30 344 | 33 370 | 36 315 | 45 142 | 30 344 | 33 370 |
| Dont APU | 1 913 | 3 213 | 4 932 | 6 911 | 1 913 | 3 213 |
| Ménages | 28 264 | 29 983 | 31 204 | 38 089 | 28 264 | 29 983 |
| Epargne brute | 1 485 | -1 859 | 2 287 | 815 | 1 485 | -1 859 |

| | | | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| dont SNF | 3 763 | 3 255 | 5 221 | 4 934 | 3 763 | 3 255 |
| SF | 137 | 83 | 48 | 253 | 137 | 83 |
| APU | 1 192 | 1 012 | -604 | 230 | 1 192 | 1 012 |
| Ménages | -3 558 | -6 153 | -2 316 | -4 552 | -3 558 | -6 153 |
| Formation brute de capital fixe | 7 239 | 6 751 | 7 510 | 10 548 | 7 239 | 6 751 |
| dont SNF | 3 379 | 2 535 | 1 796 | 11 024 | 3 379 | 2 535 |
| SF | 72 | 64 | 100 | 128 | 72 | 64 |
| APU | 867 | 1 646 | 2 958 | -3 824 | 867 | 1 646 |
| Ménages | 2 908 | 2 469 | 2 619 | 3 184 | 2 908 | 2 469 |
| ISBLSM | 13 | 37 | 37 | 37 | 13 | 37 |
| Capacité(+)/besoin de financement(-) | -6 715 | -8 554 | -5 401 | -9 398 | -6 715 | -8 554 |
| dont SNF | -642 | 816 | 3 294 | -5 693 | -642 | 816 |
| SF | 65 | 18 | -52 | 122 | 65 | 18 |
| APU | 421 | -654 | -3 570 | 4 041 | 421 | -654 |
| Ménages | -6 505 | -8 667 | -4 999 | -7 806 | -6 505 | -8 667 |
| ISBLSM | -53 | -68 | -74 | -62 | -53 | -68 |

Tableau 58 : Revenu Dépense et épargne des Administrations publiques

| <i>Rubrique</i> | <i>2 006</i> | <i>2 007</i> | <i>2 008</i> | <i>2 009</i> | <i>2 010</i> | <i>2 011</i> |
|--|--------------|---------------|---------------|---------------|--------------|---------------|
| A. Revenu courant des Administrations publiques | 4 338 | 5 307 | 5 799 | 9 146 | 4 338 | 5 307 |
| 1. Excédent brut d'exploitation | 794 | 1 565 | 1 444 | 1 918 | 794 | 1 565 |
| 2. Revenu de la propriété | 85 | 38 | 126 | 413 | 85 | 38 |
| 3. Impôts sur la production et l'importation | 2 445 | 2 367 | 2 744 | 3 505 | 2 445 | 2 367 |
| Impôts ou taxes sur produits (TVA) | 2 363 | 2 280 | 2 667 | 3 361 | 2 363 | 2 280 |
| Autres impôts ou taxes sur la production | 82 | 87 | 77 | 144 | 82 | 87 |
| 4. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine | 536 | 875 | 1 038 | 1 524 | 536 | 875 |
| 5. Autres transferts courants | 411 | 354 | 342 | 1 574 | 411 | 354 |
| 6. Cotisations sociales reçues | 67 | 107 | 104 | 212 | 67 | 107 |
| B. REVENU DE CAPITAL RECUS | 101 | -1 | 5 | 7 | 101 | -1 |
| 1. Transferts en capital à recevoir | 101 | -1 | 5 | 7 | 101 | -1 |
| C. DEPENSES COURANTES | 3 146 | 4 295 | 6 403 | 8 915 | 3 146 | 4 295 |
| 1. revenu de la propriété payé | 543 | 409 | 519 | 566 | 543 | 409 |
| 2. Prestations sociales versées | 107 | 125 | 162 | 164 | 107 | 125 |
| 3. Autres transferts courants versés | 583 | 548 | 790 | 1 275 | 583 | 548 |
| 4. Dépenses de consommation finale | 1 913 | 3 213 | 4 932 | 6 911 | 1 913 | 3 213 |
| D.EPARGNE BRUTE | 1 192 | 1 012 | -604 | 230 | 1 192 | 1 012 |
| E. DEPENSES DE CAPITAL | 5 732 | 20 506 | 15 499 | 15 798 | 5 732 | 20 506 |

| | | | | | | |
|---|------------|-------------|---------------|--------------|------------|-------------|
| 1. FBCF | 867 | 1 646 | 2 958 | -3 824 | 867 | 1 646 |
| 2. Variation des stocks | | | | | | |
| 3. Transferts en capital à payer | 4 865 | 18 860 | 12 541 | 19 622 | 4 865 | 18 860 |
| F. BESOIN DE FINANCEMENT DES APU | 421 | -654 | -3 570 | 4 041 | 421 | -654 |

Tableau 59 : Revenu Dépense et épargne Des sociétés non financières,

| <i>Rubrique</i> | <i>2 006</i> | <i>2 007</i> | <i>2 008</i> | <i>2 009</i> | <i>2 010</i> | <i>2 011</i> |
|---|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|
| Valeur ajoutée brute | 7 462 | 6 799 | 9 198 | 9 893 | 7 462 | 6 799 |
| -Rémunération des salariés versée | 1 251 | 1 662 | 1 795 | 1 980 | 1 251 | 1 662 |
| -(Impôts sur production (Sauf TVA) - subventions) | 37 | 51 | 35 | 73 | 37 | 51 |
| =Excédent brut d'exploitation | 6 174 | 5 086 | 7 368 | 7 840 | 6 174 | 5 086 |
| +Revenu de la propriété reçu | 16 | 15 | 18 | 20 | 16 | 15 |
| -Revenu de la propriété versé | 1 740 | 948 | 1 089 | 1 437 | 1 740 | 948 |
| =Revenu PRIMAIRE Brut | 4 449 | 4 153 | 6 297 | 6 423 | 4 449 | 4 153 |
| +cotisations sociales reçus | 33 | 38 | 44 | 58 | 33 | 38 |
| +autres transferts courants reçus | 19 | 15 | 19 | 24 | 19 | 15 |
| -Impôts courants sur le Revenu et le patrimoine | 351 | 588 | 693 | 1 064 | 351 | 588 |
| -Autres transferts courants versés | 354 | 324 | 403 | 450 | 354 | 324 |
| -cotisations ou prestations sociales versés | 33 | 38 | 44 | 58 | 33 | 38 |
| =Revenu disponible brut | 3 763 | 3 255 | 5 221 | 4 934 | 3 763 | 3 255 |
| =Epargne brute | 3 763 | 3 255 | 5 221 | 4 934 | 3 763 | 3 255 |
| +transferts en capital nets | 98 | 172 | 272 | 1 008 | 98 | 172 |
| -FBCF | 3 379 | 2 535 | 1 796 | 11 024 | 3 379 | 2 535 |
| -Variation de stocks | 1 124 | 75 | 403 | 612 | 1 124 | 75 |
| -Opérations transitoires | | | | | | |
| =Besoin de financement | -642 | 816 | 3 294 | -5 693 | -642 | 816 |

Tableau 60 : Revenu Dépense et épargne des sociétés financières,

| <i>Rubrique</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Valeur ajoutée brute | 426 | 426 | 419 | 899 | 426 | 426 |
| -Rémunération des salariés | 106 | 132 | 172 | 234 | 106 | 132 |
| -Impôts- subventions sur produits | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 |
| =Excédent brut d'exploitation' | 319 | 293 | 246 | 663 | 319 | 293 |
| -Service d'intermédiation financière indirectement mesuré | 375 | 385 | 388 | 712 | 375 | 385 |
| +Revenu de la propriété reçue | 517 | 487 | 454 | 788 | 517 | 487 |
| -revenu de la propriété versée | 233 | 142 | 104 | 131 | 233 | 142 |
| =Revenu primaire brut | 228 | 252 | 209 | 607 | 228 | 252 |

| | | | | | | |
|---|------------|-----------|------------|------------|------------|-----------|
| +Autres transferts courants reçus | 36 | 22 | 66 | 40 | 36 | 22 |
| -Impôts courants sur le revenu et le patrimoine | 88 | 147 | 173 | 266 | 88 | 147 |
| - Contributions sociales | 8 | 10 | 12 | 15 | 8 | 10 |
| -Autres transferts courants versés | 40 | 44 | 54 | 129 | 40 | 44 |
| =Revenu Disponible brut | 129 | 73 | 36 | 238 | 129 | 73 |
| =Epargne brute | 137 | 83 | 48 | 253 | 137 | 83 |
| +transferts en capital nets | | | | | | |
| -FBCF | 72 | 64 | 100 | 128 | 72 | 64 |
| =Capacité de financement | 65 | 18 | -52 | 125 | 65 | 18 |

Tableau 61 : Revenu Dépense et épargne des ménages

| <i>Rubrique</i> | <i>2 006</i> | <i>2 007</i> | <i>2 008</i> | <i>2 009</i> | <i>2 010</i> | <i>2 011</i> |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Valeur ajoutée brute | 20 645 | 20 355 | 24 211 | 29 031 | 20 645 | 20 355 |
| -Rémunération des salariés versée | 2 477 | 2 544 | 2 943 | 3 610 | 2 477 | 2 544 |
| -Impôts sur la production | 44 | 35 | 41 | 69 | 44 | 35 |
| =Revenu Mixte Brut | 18 124 | 17 776 | 21 226 | 25 352 | 18 124 | 17 776 |
| +Rémunération des salariés reçue | 4 533 | 5 441 | 6 518 | 7 681 | 4 533 | 5 441 |
| +Revenu de la propriété reçue | 1 676 | 315 | 762 | 72 | 1 676 | 315 |
| -Revenu de la propriété versée | 40 | 37 | 46 | 51 | 40 | 37 |
| =Revenu Primaire Brut | 24 293 | 23 495 | 28 461 | 33 054 | 24 293 | 23 495 |
| -Cotisations Sociales autres que transferts sociaux en nature | 107 | 155 | 160 | 284 | 107 | 155 |
| +prestations sociales reçues | 148 | 172 | 218 | 236 | 148 | 172 |
| +Autres transferts courants reçus | 1 451 | 1 625 | 1 926 | 2 329 | 1 451 | 1 625 |
| -Impôts sur le revenu et le patrimoine | | | | | | |
| -Impôts courants / Revenus et Capital | 97 | 140 | 173 | 195 | 97 | 140 |
| -Autres transferts courants versés | 983 | 1 167 | 1 386 | 1 604 | 983 | 1 167 |
| =Revenu Disponible Brut | 24 706 | 23 830 | 28 887 | 33 537 | 24 706 | 23 830 |
| +Transferts sociaux en nature | 445 | 1 326 | 458 | 1 329 | 445 | 1 326 |
| Revenu Disponible ajusté | 25 151 | 25 156 | 29 345 | 34 866 | 25 151 | 25 156 |
| -Consommation finale effective | 28 709 | 31 309 | 31 662 | 39 419 | 28 709 | 31 309 |
| =Epargne Brute | -3 558 | -6 153 | -2 316 | -4 552 | -3 558 | -6 153 |
| +transferts en capital nets | | | | | | |
| -FBCF | 2 908 | 2 469 | 2 619 | 3 184 | 2 908 | 2 469 |
| =Capacité de financement | -6 466 | -8 622 | -4 936 | -7 736 | -6 466 | -8 622 |

Tableau 62 : Transaction Extérieures, Revenu, Capital et Remboursement

| <i>Rubrique</i> | 2 006 | 2 007 | 2 008 | 2 009 | 2 010 | 2 011 |
|---|---------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|
| 1. PIB à prix courant | 32 047 | 32 248 | 39 243 | 46 309 | 32 047 | 32 248 |
| 2. Revenu net en provenance du RDM | -291 | -783 | -476 | -953 | -291 | -783 |
| 3. Revenu National Brut | 31 756 | 31 465 | 38 767 | 45 355 | 31 756 | 31 465 |
| 4. Transferts courants nets en provenance du reste du monde | 72 | 45 | -165 | 601 | 72 | 45 |
| 5. Revenu National Disponible Brute | 31 828 | 31 510 | 38 602 | 45 957 | 31 828 | 31 510 |
| 6. Dépense de consommation finale | 30 344 | 33 370 | 36 315 | 45 142 | 30 344 | 33 370 |
| 7. Épargne Brute | 1 485 | -1 859 | 2 287 | 815 | 1 485 | -1 859 |
| 8. Formation brute de Capital Fixe | 7 239 | 6 751 | 7 510 | 10 548 | 7 239 | 6 751 |
| 9. Variation de stocks | 1 163 | 120 | 466 | 685 | 1 163 | 120 |
| 10. Solde de transferts courants | -6 917 | -8 730 | -5 690 | -10 419 | -6 917 | -8 730 |
| 11. Transfert de capital net du RDM | 203 | 177 | 289 | 1 020 | 203 | 177 |
| 12. Capital (+)/Besoin(-) de financement | -6 715 | -8 554 | -5 401 | -9 398 | -6 715 | -8 554 |

Tableau 63 : Compte du reste du Monde

| <i>Rubrique</i> | 2 006 | 2 007 | 2 008 | 2 009 | 2 010 | 2 011 |
|--|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|
| <i>1. Ressources</i> | | | | | | |
| Importations | 13 634 | 15 253 | 16 955 | 24 681 | 13 634 | 15 253 |
| <i>2. Emplois</i> | | | | | | |
| Exportations(FAB) | 6 935 | 7 261 | 11 907 | 14 615 | 6 935 | 7 261 |
| Solde des échanges extérieurs de Biens & Services | 6 699 | 7 992 | 5 048 | 10 067 | 6 699 | 7 992 |
| <i>A destination du reste du monde</i> | | | | | | |
| Solde des échanges extérieurs de Biens & Services | 6 699 | 7 992 | 5 048 | 10 067 | 6 699 | 7 992 |
| Rémunération des salariés | 19 | 90 | 68 | 53 | 19 | 90 |
| Revenu de la propriété reçu | 317 | 799 | 498 | 1 059 | 317 | 799 |
| Autres transferts courants | 211 | 308 | 447 | 601 | 211 | 308 |
| <i>En provenance du reste du monde</i> | | | | | | |
| Rémunération des salariés | 8 | 7 | 9 | 7 | 8 | 7 |
| Revenu de la propriété versée | 37 | 99 | 81 | 151 | 37 | 99 |
| Autres transferts courants versés | 284 | 353 | 282 | 1 202 | 284 | 353 |
| Solde des opérations courantes | 6 917 | 8 730 | 5 690 | 10 419 | 6 917 | 8 730 |
| Opérations en Capital | | | | | | |
| Solde des transactions courantes | 6 917 | 8 730 | 5 690 | 10 419 | 6 917 | 8 730 |
| Transfert en capital | -203 | -177 | -289 | -1 020 | -203 | -177 |
| Capacité(+)/ Besoin de financement | 6 715 | 8 554 | 5 401 | 9 398 | 6 715 | 8 554 |

Tableau 64 : Compte des sociétés non financières

| Rubrique | 2 006 | 2 007 | 2 008 | 2 009 | 2 010 | 2 011 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Compte de production | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Production | 15 513 | 15 128 | 19 392 | 22 773 | 15 513 | 15 128 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Consommations intermédiaires | 8 051 | 8 329 | 10 193 | 12 879 | 8 051 | 8 329 |
| Valeur ajoutée brute | 7 462 | 6 799 | 9 198 | 9 893 | 7 462 | 6 799 |
| Compte d'exploitation | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Valeur ajoutée brute | 7 462 | 6 799 | 9 198 | 9 893 | 7 462 | 6 799 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Rémunération des salariés | 1 251 | 1 662 | 1 795 | 1 980 | 1 251 | 1 662 |
| Impôts nets des subventions | 37 | 51 | 35 | 73 | 37 | 51 |
| Excédent brut d'exploitation | 6 174 | 5 086 | 7 368 | 7 840 | 6 174 | 5 086 |
| Compte d'affectation des revenus primaires | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Excédent brut d'exploitation | 6 174 | 5 086 | 7 368 | 7 840 | 6 174 | 5 086 |
| Revenu de la propriété | 16 | 15 | 18 | 20 | 16 | 15 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Revenu de la propriété | 1 740 | 948 | 1 089 | 1 437 | 1 740 | 948 |
| Solde des revenus primaires | 4 449 | 4 153 | 6 297 | 6 423 | 4 449 | 4 153 |
| Compte de distribution secondaire du revenu | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Solde des revenus primaires | 4 449 | 4 153 | 6 297 | 6 423 | 4 449 | 4 153 |
| Cotisations sociales imputées | 33 | 38 | 44 | 58 | 33 | 38 |
| Autres transferts courants | 19 | 15 | 19 | 24 | 19 | 15 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Impôts courants sur le revenu et le patrimoine | 351 | 588 | 693 | 1 064 | 351 | 588 |
| Prestations sociales directes d'employeurs | 33 | 38 | 44 | 58 | 33 | 38 |
| Transferts courants divers | 354 | 324 | 403 | 450 | 354 | 324 |
| Revenu disponible brut | 3 763 | 3 255 | 5 221 | 4 934 | 3 763 | 3 255 |
| Compte de redistribution du revenu en nature | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Revenu disponible brut | 3 763 | 3 255 | 5 221 | 4 934 | 3 763 | 3 255 |

| | | | | | | |
|--|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|
| 2. Emplois | | | | | | |
| Transferts sociaux en nature | | | | | | |
| Revenu disponible brut ajusté | 3 763 | 3 255 | 5 221 | 4 934 | 3 763 | 3 255 |
| Compte d'utilisation du revenu | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Revenu disponible brut | 3 763 | 3 255 | 5 221 | 4 934 | 3 763 | 3 255 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Epargne brute | 3 763 | 3 255 | 5 221 | 4 934 | 3 763 | 3 255 |
| Compte des opérations en capital | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Epargne brute | 3 763 | 3 255 | 5 221 | 4 934 | 3 763 | 3 255 |
| Transferts en capital à recevoir (+) | 98 | 172 | 272 | 1 008 | 98 | 172 |
| Transferts en capital à payer (-) | | | | | | |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Formation brute de capital fixe | 3 379 | 2 535 | 1 796 | 11 024 | 3 379 | 2 535 |
| Variation des stocks | 1 124 | 75 | 403 | 612 | 1 124 | 75 |
| Capacité (+) ou besoin (-) de financement | -642 | 816 | 3 294 | -5 693 | -642 | 816 |

Tableau 65 : Compte des sociétés financières

| <i>Rubrique</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Compte de production | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Production | 785 | 736 | 884 | 1 616 | 785 | 736 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Consommations intermédiaires | 359 | 310 | 465 | 717 | 359 | 310 |
| Valeur ajoutée brute | 426 | 426 | 419 | 899 | 426 | 426 |
| Compte d'exploitation | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Valeur ajoutée brute | 426 | 426 | 419 | 899 | 426 | 426 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Rémunération des salariés | 106 | 132 | 172 | 234 | 106 | 132 |
| Impôts nets des subventions | 1 | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 |
| Excédent brut d'exploitation | 319 | 293 | 246 | 663 | 319 | 293 |
| Compte d'affectation des revenus primaires | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Excédent brut d'exploitation | 319 | 293 | 246 | 663 | 319 | 293 |
| Revenu de la propriété | 517 | 487 | 454 | 788 | 517 | 487 |

| | | | | | | |
|---|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| 2. Emplois | | | | | | |
| Revenu de la propriété | 233 | 142 | 104 | 131 | 233 | 142 |
| SIFIM | 375 | 385 | 388 | 712 | 375 | 385 |
| Solde des revenus primaires | 228 | 252 | 209 | 607 | 228 | 252 |
| Compte de distribution secondaire du revenu | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Solde des revenus primaires | 228 | 252 | 209 | 607 | 228 | 252 |
| Cotisations sociales imputées | 8 | 10 | 12 | 15 | 8 | 10 |
| Autres transferts courants | 36 | 22 | 66 | 40 | 36 | 22 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Impôts courants sur le revenu et le patrimoine | 88 | 147 | 173 | 266 | 88 | 147 |
| Prestations sociales directes d'employeurs | 8 | 10 | 12 | 15 | 8 | 10 |
| Transferts courants divers | 40 | 44 | 54 | 129 | 40 | 44 |
| Revenu disponible brut | 137 | 83 | 48 | 253 | 137 | 83 |
| Compte de redistribution du revenu en nature | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Revenu disponible brut | 137 | 83 | 48 | 253 | 137 | 83 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Transferts sociaux en nature | | | | | | |
| Revenu disponible brut ajusté | 137 | 83 | 48 | 253 | 137 | 83 |
| Compte d'utilisation du revenu | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Revenu disponible brut | 137 | 83 | 48 | 253 | 137 | 83 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Epargne brute | 137 | 83 | 48 | 253 | 137 | 83 |
| Compte des opérations en capital | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Epargne brute | 137 | 83 | 48 | 253 | 137 | 83 |
| Transferts en capital à recevoir (+) | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| Transferts en capital à payer (-) | 0 | 0 | | | 0 | 0 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Formation brute de capital fixe | 72 | 64 | 100 | 128 | 72 | 64 |
| Variation des stocks | | | | 4 | | |
| Capacité (+) ou besoin (-) de financement | 65 | 18 | -52 | 122 | 65 | 18 |

Tableau 66 : Compte des administrations publiques

| Rubrique | 2 006 | 2 007 | 2 008 | 2 009 | 2 010 | 2 011 |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Compte de production | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Production | 1 979 | 3 259 | 4 992 | 7 015 | 1 979 | 3 259 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Consommations intermédiaires | 532 | 568 | 1 942 | 3 209 | 532 | 568 |
| Valeur ajoutée brute | 1 446 | 2 691 | 3 050 | 3 807 | 1 446 | 2 691 |
| Compte d'exploitation | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Valeur ajoutée brute | 1 446 | 2 691 | 3 050 | 3 807 | 1 446 | 2 691 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Rémunération des salariés | 653 | 1 126 | 1 606 | 1 889 | 653 | 1 126 |
| Excédent brut d'exploitation | 794 | 1 565 | 1 444 | 1 918 | 794 | 1 565 |
| Compte d'affectation des revenus primaires | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Excédent brut d'exploitation | 794 | 1 565 | 1 444 | 1 918 | 794 | 1 565 |
| Impôts nets des subventions et TVA | 2 445 | 2 367 | 2 744 | 3 505 | 2 445 | 2 367 |
| Revenu de la propriété | 85 | 38 | 126 | 413 | 85 | 38 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Revenu de la propriété | 543 | 409 | 519 | 566 | 543 | 409 |
| Solde des revenus primaires | 2 781 | 3 561 | 3 795 | 5 270 | 2 781 | 3 561 |
| Compte de distribution secondaire du revenu | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Solde des revenus primaires | 2 781 | 3 561 | 3 795 | 5 270 | 2 781 | 3 561 |
| Impôts courants sur le revenu et le patrimoine | 536 | 875 | 1 038 | 1 524 | 536 | 875 |
| Cotisations sociales | 67 | 107 | 104 | 212 | 67 | 107 |
| Autres transferts courants | 411 | 354 | 342 | 1 574 | 411 | 354 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Impôts courants sur le revenu et le patrimoine | | | | | | |
| Prestations sociales directes d'employeurs | 107 | 125 | 162 | 164 | 107 | 125 |
| Transferts courants divers | 583 | 548 | 790 | 1 275 | 583 | 548 |
| Revenu disponible brut | 3 105 | 4 225 | 4 329 | 7 141 | 3 105 | 4 225 |
| Compte de redistribution du revenu en nature | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |

| | | | | | | |
|--|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| Revenu disponible brut | 3 105 | 4 225 | 4 329 | 7 141 | 3 105 | 4 225 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Transferts sociaux en nature | 278 | 1 153 | 278 | 1 188 | 278 | 1 153 |
| Revenu disponible brut ajusté | 2 827 | 3 073 | 4 050 | 5 953 | 2 827 | 3 073 |
| Compte d'utilisation du revenu | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Revenu disponible brut | 3 105 | 4 225 | 4 329 | 7 141 | 3 105 | 4 225 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Dépense de consommation finale | 1 913 | 3 213 | 4 932 | 6 911 | 1 913 | 3 213 |
| Epargne brute | 1 192 | 1 012 | -604 | 230 | 1 192 | 1 012 |
| Compte des opérations en capital | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Epargne brute | 1 192 | 1 012 | -604 | 230 | 1 192 | 1 012 |
| Transferts en capital à recevoir (+) | 101 | -1 | 5 | 7 | 101 | -1 |
| Transferts en capital à payer (-) | -5 | -19 | -13 | -20 | -5 | -19 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Formation brute de capital fixe | 867 | 1 646 | 2 958 | -3 824 | 867 | 1 646 |
| Variation des stocks | | | | | | |
| Capacité (+) ou besoin (-) de financement | 421 | -654 | -3 570 | 4 041 | 421 | -654 |

Tableau 67 : Compte des ménages et des entreprises individuelles

| <i>Rubrique</i> | <i>2 006</i> | <i>2 007</i> | <i>2 008</i> | <i>2 009</i> | <i>2 010</i> | <i>2 011</i> |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Compte de production | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Production | 32 219 | 31 582 | 38 256 | 46 279 | 32 219 | 31 582 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Consommations intermédiaires | 11 574 | 11 227 | 14 045 | 17 248 | 11 574 | 11 227 |
| Valeur ajoutée brute | 20 645 | 20 355 | 24 211 | 29 031 | 20 645 | 20 355 |
| Compte d'exploitation | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Valeur ajoutée brute | 20 645 | 20 355 | 24 211 | 29 031 | 20 645 | 20 355 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Rémunération des salariés | 2 477 | 2 544 | 2 943 | 3 610 | 2 477 | 2 544 |
| Impôts nets des subventions | 44 | 35 | 41 | 69 | 44 | 35 |
| Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte | 18 124 | 17 776 | 21 226 | 25 352 | 18 124 | 17 776 |
| Compte d'affectation des revenus primaires | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |

| | | | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte | 18 124 | 17 776 | 21 226 | 25 352 | 18 124 | 17 776 |
| Rémunération des salariés | 4 533 | 5 441 | 6 518 | 7 681 | 4 533 | 5 441 |
| Revenu de la propriété | 1 676 | 315 | 762 | 72 | 1 676 | 315 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Revenu de la propriété | 40 | 37 | 46 | 51 | 40 | 37 |
| Solde des revenus primaires | 24 293 | 23 495 | 28 461 | 33 054 | 24 293 | 23 495 |
| Compte de distribution secondaire du revenu | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Solde des revenus primaires | 24 293 | 23 495 | 28 461 | 33 054 | 24 293 | 23 495 |
| Prestations sociales | 148 | 172 | 218 | 236 | 148 | 172 |
| Autres transferts courants | 1 451 | 1 625 | 1 926 | 2 329 | 1 451 | 1 625 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Impôts courants sur le revenu et le patrimoine | 97 | 140 | 173 | 195 | 97 | 140 |
| Cotisations sociales | 107 | 155 | 160 | 284 | 107 | 155 |
| Transferts courants divers | 983 | 1 167 | 1 386 | 1 604 | 983 | 1 167 |
| Revenu disponible brut | 24 706 | 23 830 | 28 887 | 33 537 | 24 706 | 23 830 |
| Compte de redistribution du revenu en nature | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Revenu disponible brut | 24 706 | 23 830 | 28 887 | 33 537 | 24 706 | 23 830 |
| Transferts sociaux en nature | 445 | 1 326 | 458 | 1 329 | 445 | 1 326 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Revenu disponible brut ajusté | 25 151 | 25 156 | 29 345 | 34 866 | 25 151 | 25 156 |
| Compte d'utilisation du revenu | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Revenu disponible brut | 24 706 | 23 830 | 28 887 | 33 537 | 24 706 | 23 830 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Dépense de consommation finale | 28 264 | 29 983 | 31 204 | 38 089 | 28 264 | 29 983 |
| Epargne brute | -3 558 | -6 153 | -2 316 | -4 552 | -3 558 | -6 153 |
| Compte des opérations en capital | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Epargne brute | -3 558 | -6 153 | -2 316 | -4 552 | -3 558 | -6 153 |
| Transferts en capital à recevoir (+) | | | | | | |
| Transferts en capital à payer (-) | | | | | | |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Formation brute de capital fixe | 2 908 | 2 469 | 2 619 | 3 184 | 2 908 | 2 469 |
| Variation des stocks | 39 | 44 | 63 | 70 | 39 | 44 |

| Capacité (+) ou besoin (-) de financement | -6 505 | -8 667 | -4 999 | -7 806 | -6 505 | -8 667 |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Tableau 68 : Compte des ISBLSM | | | | | | |
| Rubrique | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 |
| Compte de production | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Production | 169 | 175 | 181 | 143 | 169 | 175 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Consommations intermédiaires | 89 | 92 | 95 | 113 | 89 | 92 |
| Valeur ajoutée brute | 80 | 83 | 86 | 31 | 80 | 83 |
| Compte d'exploitation | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Valeur ajoutée brute | 80 | 83 | 86 | 31 | 80 | 83 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Rémunération des salariés | 57 | 59 | 62 | 14 | 57 | 59 |
| Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte | 23 | 24 | 24 | 17 | 23 | 24 |
| Compte d'affectation des revenus primaires | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Excédent brut d'exploitation/Revenu mixte | 23 | 24 | 24 | 17 | 23 | 24 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Solde des revenus primaires | 23 | 24 | 24 | 17 | 23 | 24 |
| Compte de distribution secondaire du revenu | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Solde des revenus primaires | 23 | 24 | 24 | 17 | 23 | 24 |
| Autres transferts courants | 114 | 119 | 123 | 101 | 114 | 119 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Revenu disponible brut | 137 | 142 | 147 | 118 | 137 | 142 |
| Compte de redistribution du revenu en nature | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Revenu disponible brut | 137 | 142 | 147 | 118 | 137 | 142 |
| Transferts sociaux en nature | | | | | | |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Transferts sociaux en nature | 167 | 173 | 179 | 142 | 167 | 173 |
| Revenu disponible brut ajusté | -30 | -31 | -32 | -23 | -30 | -31 |
| Compte d'utilisation du revenu | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |

| | | | | | | |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Revenu disponible brut | 137 | 142 | 147 | 118 | 137 | 142 |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Dépense de consommation finale | 167 | 173 | 179 | 142 | 167 | 173 |
| Epargne brute | -30 | -31 | -32 | -23 | -30 | -31 |
| Compte des opérations en capital | | | | | | |
| 1. Ressources | | | | | | |
| Epargne brute | -30 | -31 | -32 | -23 | -30 | -31 |
| Transferts en capital à recevoir (+) | 9 | 25 | 25 | 25 | 9 | 25 |
| Transferts en capital à payer (-) | | | | | | |
| 2. Emplois | | | | | | |
| Formation brute de capital fixe | 13 | 37 | 37 | 37 | 13 | 37 |
| Variation des stocks | | | | | | |
| Capacité (+) ou besoin (-) de financement | -34 | -43 | -45 | -36 | -34 | -43 |

Tableau 69 : Consommation finale par secteur institutionnel

| <i>Rubrique</i> | <i>2006</i> | <i>2007</i> | <i>2008</i> | <i>2009</i> | <i>2010</i> | <i>2011</i> |
|--------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Dépense de consommation finale | 30 344 | 33 370 | 36 315 | 45 142 | 30 344 | 33 370 |
| Ménages | 28 264 | 29 983 | 31 204 | 38 089 | 28 264 | 29 983 |
| Administrations publiques | 1 913 | 3 213 | 4 932 | 6 911 | 1 913 | 3 213 |
| ISBLSM | 167 | 173 | 179 | 142 | 167 | 173 |
| Consommation finale individualisable | 29 154 | 32 635 | 32 120 | 40 748 | 29 154 | 32 635 |
| Ménages | 28 709 | 31 309 | 31 662 | 39 419 | 28 709 | 31 309 |
| Administrations publiques | 278 | 1 153 | 278 | 1 188 | 278 | 1 153 |
| ISBLSM | 167 | 173 | 179 | 142 | 167 | 173 |
| Consommation finale collective | 1 635 | 2 061 | 4 654 | 5 723 | 1 635 | 2 061 |
| Ménages | | | | | | |
| Administrations publiques | 1 635 | 2 061 | 4 654 | 5 723 | 1 635 | 2 061 |
| ISBLSM | | | | | | |

LEXIQUE

ACTIVITÉ

SCN93 (5,7-13)

Une activité résulte d'un concours de moyens (équipements, main-d'œuvre, procédés de fabrication, réseaux d'informations et produits) qui conduisent à la création de biens ou de services déterminés. Une activité est caractérisée par des entrées de produits (biens ou services), un processus de production et des sorties de produits. L'activité principale d'une unité d'activité économique (UAE) locale est l'activité dont la valeur ajoutée est supérieure à celle de toute autre activité exercée dans cette entité.

Une activité secondaire est une activité exercée au sein d'une UAE locale en plus de son activité principale. La production d'une activité secondaire est une production secondaire.

Le produit d'une activité auxiliaire n'est pas destiné à être utilisé hors de l'entreprise. Une activité auxiliaire est une activité de soutien exercée au sein d'une entreprise pour créer les conditions permettant aux UAE locales d'exercer leurs activités principales ou secondaires. Les produits des activités auxiliaires sont typiquement de ceux qui constituent couramment des entrées dans pratiquement tout type d'activité productive, petite ou grande.

Les achats, la vente, le marketing, la comptabilité, le traitement des informations, le transport, le stockage, l'entretien, le nettoyage ou la surveillance sont des exemples d'activités auxiliaires. Les entreprises ont le choix entre s'engager dans des activités auxiliaires ou acheter ces services sur le marché à des producteurs spécialisés.

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

SCN93 (4,104)

Le secteur des administrations publiques comprend des unités institutionnelles dont les principales fonctions consistent à assumer la responsabilité de la fourniture de biens et de services à la collectivité ou à des ménages particuliers, financée à partir de contributions obligatoires ou d'autres ressources ; à redistribuer le revenu et la richesse par des transferts ; et à s'engager dans une activité non marchande.

Le secteur des administrations publiques est subdivisé en quatre sous-secteurs :

- les administrations centrales
- les administrations d'Etats fédérés
- les administrations locales
- les administrations de sécurité sociale

AGRÉGATS

SCN93 (2,169-187)

Les agrégats sont des indicateurs synthétiques qui mesurent le résultat de l'activité de l'ensemble de l'économie. Ce sont des grandeurs de référence essentielles pour l'analyse macro-économique et pour les comparaisons dans le temps et dans l'espace. Les principaux agrégats sont :

Le produit intérieur brut (PIB)

Le revenu national

Le revenu national disponible

Le solde extérieur courant

La capacité (+) ou le besoin (-) de financement de l'économie

ASSURANCE-DOMMAGES

SCN93 (8,85-89)

Les **primes nettes d'assurance-dommages** sont des versements effectués dans le cadre de polices souscrites par des unités institutionnelles. Les polices souscrites par les ménages correspondent aux contrats passés par ceux-ci de leur propre initiative à leur propre profit, indépendamment de leurs employeurs ou des administrations publiques et en dehors de tout régime d'assurance sociale. Les primes nettes d'assurance-dommages comprennent à la fois les primes effectives payées par les assurés pour bénéficier de la couverture d'assurance au cours de la période comptable (primes acquises) et les suppléments de primes correspondant aux revenus de la propriété attribués aux assurés, après déduction du service fourni par la société d'assurance.

Les **indemnités d'assurance-dommages** représentent les indemnités dues en vertu de contrats d'assurance-dommages, c'est-à-dire les sommes que les sociétés d'assurance sont tenues de verser pour le règlement de sinistres survenus à des personnes ou à des biens (y compris les biens de capital fixe).

Les indemnités d'assurance-dommages ne comprennent pas les versements qui constituent des prestations sociales.

BRANCHE D'ACTIVITÉ

SCN93 (5,40)

Une branche d'activité regroupe les unités d'activité économique locales qui exercent une activité économique identique ou similaire. La nomenclature utilisée pour regrouper les UAE locales en branches d'activité est la NACE Rév.1.

CAPACITÉ OU BESOIN DE FINANCEMENT

SCN93 (10,30-31)

C'est le solde du compte de capital : il est égal à l'épargne brute, plus les transferts en capital à recevoir moins les transferts en capital à payer, diminuée de l'acquisition, nette des cessions, d'actifs non financiers. Positif, c'est une capacité de financement ; négatif, c'est un besoin de financement.

Par construction, c'est également le solde du compte financier. Il est alors égal à l'acquisition nette d'actifs financiers diminuée de l'accroissement net des passifs.

CENTRE D'INTERET ÉCONOMIQUE

SCN93 (14,12-14, 4,15)

Le concept de centre d'intérêt économique permet de distinguer les unités institutionnelles résidentes des non-résidentes, Une unité a un centre d'intérêt économique dans un pays 4

s'il existe, sur le territoire économique du pays, un lieu - logement, lieu de production ou autres locaux - dans lequel ou à partir duquel elle s'engage ou entend continuer à

s'engager dans des activités économiques et dans des opérations d'ampleur importante, soit pour une durée indéfinie, soit pour une durée finie mais assez longue (en pratique, un an ou plus),

COMPTES D'ACCUMULATION

SCN93 (2,103,10,1-19)

Les comptes d'accumulation sont des comptes de flux, Ils enregistrent, entre deux comptes de patrimoine, les différentes causes des variations d'actifs et de passifs des unités institutionnelles, ainsi que la variation de la valeur nette de leur patrimoine, Les variations d'actifs sont enregistrées, en positif et en négatif, dans la partie gauche des comptes ; les variations de passifs et de valeur nette dans la partie droite, en positif et en négatif,

COMPTE DE BIENS ET SERVICES

SCN93 (2,154-159)

Le compte de biens et services présente, pour l'ensemble de l'économie ou pour des groupes de produits, le total des ressources (production et importations) et des emplois de biens et de services (consommation intermédiaire, consommation finale, variations des stocks, formation brute de capital fixe, acquisitions moins cessions d'objets de valeur et exportations), Les impôts (moins les subventions) sur les produits figurent également du côté des ressources,

COMPTES DE PATRIMOINE

SCN93 (2,147-151, 13,1-7)

Un compte de patrimoine présente, à une date donnée, un état de la valeur des actifs détenus par une unité institutionnelle, et des engagements contractés par elle, Son solde est la valeur nette,

Les actifs et les passifs enregistrés dans le compte de patrimoine sont valorisés aux prix du marché en vigueur à laquelle le compte est dressé,

La séquence se présente ainsi :

- compte de patrimoine d'ouverture
- compte des variations du patrimoine
- compte de patrimoine de clôture

COMPTES COURANTS

SCN93 (2,102, 2,106-130)

Les comptes courants traitent de la production, du revenu, et de l'utilisation du revenu sous forme de consommation finale, Leur solde est l'épargne, qui est une source essentielle de l'accumulation,

COMPTE DU RESTE DU MONDE

SCN93 (2,163-168, 14,1-161)

Le compte du Reste du monde (RdM) décrit les opérations entre les unités résidentes et les unités non-résidentes, et les stocks d'actifs et de passifs qui s'y rattachent, lorsque c'est nécessaire,

Les comptes du RdM sont établis du point de vue du RdM, C'est pourquoi une ressource pour le RdM est un emploi pour l'économie nationale, et inversement, Un solde positif signifie un excédent pour le RdM et un déficit pour la nation, et inversement pour un solde négatif,

De même, un actif financier détenu par le reste du monde est un passif pour l'économie nationale et inversement (hormis l'or monétaire et les droits de tirage spéciaux),

La séquence des comptes du reste du monde suit la même structure comptable générale que celui d'un secteur institutionnel, mais il en diffère légèrement pour que l'accent soit mis sur les caractères pertinents des opérations extérieures

COMPTES ÉCONOMIQUES INTÉGRÉS

SCN93 (2,91-209)

Les comptes économiques intégrés donnent une vision synthétique des comptes d'une économie : ils rassemblent dans un même tableau les comptes des secteurs institutionnels et du reste du monde ; ils comprennent les comptes d'opérations (et des autres flux), et les comptes d'actifs et de passifs,

Dans le tableau des comptes économiques intégrés, les emplois, les actifs et les variations d'actifs sont inscrits du côté gauche, les ressources, les passifs, les variations de passifs et de valeur nette du côté droit,

Les colonnes du tableau correspondent aux secteurs institutionnels, Il existe également une colonne pour l'économie, une pour le reste du monde et une qui assure l'équilibre des ressources et des emplois de biens et services,

Les lignes du tableau représentent les différentes catégories d'opérations et d'autres flux, d'actifs et de passifs, les soldes comptables et certains agrégats,

COMPTES EN VALEUR

Ce sont des comptes établis aux prix courants de la période (généralement l'année en cours),

COMPTES EN VOLUME

SCN93 (2,77)

Cette expression est communément utilisée pour désigner des comptes à prix constants établis en utilisant les prix de l'année précédente, ou parfois les comptes à prix constants en général,

“ L'effet volume ”, par opposition à “ l'effet prix ”, désigne la variation des flux due à des causes autres que la variation des prix (quantité, qualité, structure des postes comptables), Seuls le compte de biens et services et le compte de production sont susceptibles d'être présentés en volume, Dans le compte d'exploitation, il est également possible de décomposer la rémunération des salariés en un facteur de volume et un facteur de prix,

CONSUMMATION COLLECTIVE

SCN93 (9,43, 9,83-85)

La consommation collective couvre les services fournis simultanément à tous les membres de la collectivité ou à des sous-ensembles particuliers de la collectivité (par exemple, l'ensemble des habitants d'une région déterminée), Les services collectifs présentent en outre les caractéristiques suivantes :

- a, L'utilisation de ces services est généralement passive et elle ne requiert pas l'accord explicite ou la participation active de tous les individus concernés,
- b, La fourniture d'un service collectif à un individu n'en réduit pas le montant disponible pour les autres, dans la même collectivité ou dans le même sous-ensemble de la collectivité, Il n'y a pas de rivalité dans l'acquisition,

CONSUMMATION DE CAPITAL FIXE

SCN93 (6,179-203)

La consommation de capital fixe est un coût de production, Elle représente la diminution, au cours de la période comptable, de la valeur courante du stock d'actifs fixes détenus et utilisés par un producteur, du fait de la détérioration physique, de l'obsolescence prévisible, ou des dommages accidentels pouvant être considérés comme normaux, Elle doit être calculée pour tous les actifs fixes, corporels et incorporels,

CONSUMMATION FINALE

SCN93 (9,39-40)

La consommation finale comprend les biens et les services utilisés par les individus ou la collectivité pour satisfaire leurs besoins individuels ou collectifs, On distingue deux concepts de consommation finale :

- ✓ la dépense de consommation finale
- ✓ la consommation finale effective

La dépense de consommation finale recouvre les dépenses consenties par une unité pour acquérir des biens et des services de consommation, tandis que la consommation finale effective représente l'acquisition de biens et de services de consommation par ceux qui bénéficient de leur utilisation, La différence correspond aux biens et aux services qui sont financés par les administrations publiques ou les ISBLSM et qui sont fournis aux ménages consommateurs sous forme de transferts sociaux en nature,

CONSUMMATION FINALE EFFECTIVE

SCN93 (9,93-99)

La consommation finale effective comprend les biens et les services acquis par des unités institutionnelles résidentes pour la satisfaction directe des besoins humains, tant individuels que collectifs,

CONSUMMATION INDIVIDUELLE

SCN93 (9,4, 9,81-82)

La consommation individuelle recouvre les biens et les services acquis par les ménages dans le but de satisfaire les besoins de leurs membres, Les biens et les services individuels présentent les caractéristiques suivantes :

Il doit être possible d'observer et d'enregistrer l'acquisition du bien ou du service par un ménage individuel, ou par un de ses membres, ainsi que le moment auquel elle intervient ;

Le ménage doit avoir accepté la fourniture du bien ou du service, et il doit prendre toute disposition nécessaire pour la rendre possible - par exemple, en fréquentant une école ou en se rendant dans un hôpital ;

Le bien ou le service doit être tel que son acquisition par un ménage, une personne ou, éventuellement, par un groupe limité de personnes exclut son acquisition par d'autres ménages ou d'autres personnes,

Toutes les dépenses de consommation finale des ménages sont individuelles, Par convention, toutes les dépenses de consommation finale supportées par les ISBLSM sont considérées comme individuelles,

CONSUMMATION INTERMÉDIAIRE

SCN93 (6,147-178)

La consommation intermédiaire représente la valeur des biens et des services consommés en entrées d'un processus de production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme une consommation de capital fixe, Les biens et les services en question sont soit transformés, soit détruits par le processus de production,

COTISATIONS SOCIALES

SCN93 (8,8, 8,67-74)

Les cotisations sociales sont des versements, effectifs ou imputés, à des régimes d'assurance sociale afin de garantir le droit à des prestations d'assurance sociale, Ils peuvent être effectués par les employeurs pour le compte de leurs salariés ou, pour leur propre compte, par les salariés, les travailleurs indépendants ou les personnes n'occupant pas d'emploi,

Elles comprennent les cotisations sociales effectives et les cotisations sociales imputées,

COTISATIONS SOCIALES EFFECTIVES

Elles comprennent :

- les cotisations sociales effectives à la charge des employeurs
- les cotisations sociales à la charge des salariés
- les cotisations sociales des travailleurs indépendants et des personnes n'occupant pas d'emploi

COTISATIONS SOCIALES IMPUTÉES

Les cotisations sociales imputées représentent la contrepartie des prestations sociales fournies directement, c'est-à-dire en dehors de tout circuit de cotisations, par les employeurs à leurs salariés, ex-salariés et autres ayants droit (diminuée le cas échéant des cotisations sociales à la charge des salariés),

DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE

SCN93 (9,93-99)

La dépense de consommation finale recouvre les dépenses consacrées par les unités institutionnelles à l'acquisition de biens et de services de consommation, Elle peut être directement supportée par le ménage bénéficiaire, ou financée - par des administrations publiques ou des ISBLSM - pour le bénéfice de ménages consommateurs, La dépense de consommation finale peut être effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde,

DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

SCN93 (9,75-79)

La dépense de consommation finale des administrations publiques comprend deux catégories de dépenses :

- a, la valeur des biens et des services de consommation produits par les administrations publiques elles-mêmes, et qui, par convention, sont consommés par elles ;
- b, les dépenses que les administrations publiques consacrent à l'achat de biens et de services de consommation produits par des producteurs marchands, en vue de les fournir, sans transformation, aux ménages au titre de transferts sociaux en nature,

DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE DES ISBLSM

SCN93 (9,75-79)

La dépense de consommation finale des ISBLSM se subdivise en deux catégories :

- a, la valeur des biens et des services de consommation que les ISBLSM produisent elles-mêmes ;
- b, les dépenses que les ISBLSM consacrent à l'acquisition de biens et services produits par des producteurs marchands, en vue de les fournir, sans transformation, aux ménages au titre de transferts sociaux en nature,

DÉPENSE DE CONSOMMATION FINALE DES MÉNAGES

SCN93 (9,45-71)

Elle correspond à la dépense supportée par les ménages résidents en biens et en services de consommation, Elle exclut les dépenses en actifs

fixes sous forme de logements ou en objets de valeur,

ÉCONOMIE NATIONALE

SCN93 (1,28, 2,22)

L'économie nationale est constituée par l'ensemble des unités institutionnelles résidentes,

Les unités résidentes sont celles qui ont un centre d'intérêt économique sur le territoire économique de ce pays, Elles peuvent avoir ou non la nationalité du pays, peuvent être ou non dotées de la personnalité juridique et peuvent être ou non présentes sur le territoire économique du pays au moment où elles effectuent une opération,

EMPLOIS ET RESSOURCES

SCN93 (2,54)

On utilise le terme " ressources " pour désigner les opérations qui figurent au côté droit des comptes courants et qui ont pour effet d'augmenter la valeur économique d'une unité ou d'un secteur, Le côté gauche des comptes courants enregistre les " emplois ", c'est-à-dire les opérations courantes qui ont pour effet de réduire la valeur économique d'une unité ou d'un secteur,

EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS

SCN93 (14,88-115)

Les exportations de biens et de services sont des opérations sur biens et services (ventes, troc, dons ou transferts) de résidents vers des non-résidents, Les importations de biens et de services sont des opérations sur biens et services (achats, troc, dons ou transferts) de non-résidents vers des résidents, Les exportations et les importations sont évaluées franco à bord (FAB) à la frontière du pays exportateur, Toutefois, notamment dans le Tableau ressources-emplois, les importations détaillées sont valorisées CAF, et un ajustement global est nécessaire,

FORMATION BRUTE DE CAPITAL

SCN93 (10,32)

La formation brute de capital comprend:

- la formation brute de capital fixe
- les variations de stocks
- les acquisitions, moins les cessions, d'objets de valeur,

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE

SCN93 (10,33-95)

La formation brute de capital fixe d'une unité est mesurée par la valeur de ses acquisitions, nettes des cessions, d'actifs fixes nouveaux ou existants, Les actifs fixes sont des actifs corporels ou incorporels issus de processus de production, et qui sont eux

mêmes utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an, Font également partie de la FBCF les additions à la valeur d'actifs non produits réalisées par des producteurs,

La formation brute de capital fixe comprend :

- a, les acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes corporels : logements, autres bâtiments et ouvrages de génie civil, machines et équipements, actifs cultivés (végétaux et animaux) ;
- b, les acquisitions, moins les cessions, d'actifs fixes incorporels : prospection minière et pétrolière, logiciels, œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales, autres actifs fixes incorporels ;
- c, les améliorations majeures apportées aux actifs corporels non produits, en particulier aux terrains (l'acquisition d'actifs non produits est exclue de la FBCF) ;
- d, les coûts liés au transfert de la propriété d'actifs non produits tels les terrains ou les actifs brevetés (l'acquisition de ces actifs est exclue de la FBCF),

IMPOTS ET DROITS SUR LES IMPORTATIONS

SCN93 (7,64-67)

Les impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA, comprennent les versements obligatoires prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne sur les biens importés, à l'exclusion de la TVA, afin de mettre ceux-ci en libre pratique sur le territoire économique, et sur les services fournis à des unités résidentes par des unités non-résidentes,

IMPOTS SUR LA PRODUCTION ET LES IMPORTATIONS

SCN93 (7,48-61)

Les impôts sur la production et les importations sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne et qui frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'œuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, de bâtiments et d'autres actifs utilisés dans la production; ces impôts sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation,

Les impôts sur la production et les importations comprennent les rubriques suivantes :

- 1, Impôts sur les produits :
 - Impôts du type TVA
 - Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA
 - , Droits sur les importations
 - , Impôts sur les importations, à l'exclusion de la TVA et des droits sur les importations
 - Impôts sur les exportations :
 - Impôts sur les produits, à l'exclusion de la TVA et des impôts sur les importations [et les exportations]
- 2, Autres impôts sur la production

IMPOTS SUR LE REVENU (D,51)

SCN93 (8,52)

Les impôts sur le revenu sont des impôts qui frappent les revenus, les bénéfices et les gains en capital. Ils sont établis sur les revenus effectifs ou

présumés des personnes physiques, des ménages, des sociétés et des organismes sans but lucratif. Ils comprennent les impôts établis sur la détention de propriétés, de terre ou de biens immobiliers, lorsqu'elle sert de base à l'estimation du revenu de leurs propriétaires,

INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF

SCN93 (4,54-67, 4,161-162)

Une ISBL est une unité ayant une personnalité juridique ou sociale créée dans le but de produire des biens et des services, à laquelle son statut interdit d'être une source de revenu, de profit ou d'autre gain financier pour les unités qui l'ont créée, qui la contrôlent ou qui la financent. En pratique, les activités productives d'une ISBL engendrent des excédents ou des déficits, mais les excédents ne peuvent pas être appropriés par d'autres unités institutionnelles,

INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MÉNAGES

Le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) regroupe les ISBL qui fournissent aux ménages des biens et des services gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs. Leurs ressources principales, autres que celles résultant de ventes occasionnelles, proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant des administrations publiques, et de revenus de la propriété,

Le secteur comprend les deux grandes catégories suivantes d'ISBLSM qui fournissent des biens et des services non marchands aux ménages :

- les syndicats, groupements professionnels, sociétés savantes, associations de consommateurs, partis politiques, églises et congrégations religieuses (y compris celles financées mais non contrôlées par les administrations publiques), clubs sociaux, culturels, récréatifs et sportifs ;
- les organismes de charité et les associations de bienfaisance financés par des transferts volontaires en espèces ou en nature provenant d'autres unités institutionnelles,

INTÉRÊTS

SCN93 (7,93-111)

En fonction des caractéristiques de l'instrument financier résultant du contrat passé entre eux, les intérêts correspondent au montant que le débiteur est tenu de payer au créancier au cours d'une période déterminée, sans que soit réduit le montant du principal en cours,

Ils constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains types d'actifs financiers : dépôts, titres autres qu'actions, crédits, autres comptes à recevoir,

MARGES DE COMMERCE ET DE TRANSPORT

SCN93 (6,110-114, 15,40-44)

Une marge commerciale représente la différence entre le prix de revente effectif ou imputé d'un bien acheté pour être revendu et le prix qui devrait être payé par le distributeur pour le remplacer au moment où il est vendu ou utilisé d'une autre façon. Les marges de transport comprennent les coûts de transport payés séparément par l'acquéreur qui sont inclus dans la valeur d'acquisition des produits, mais pas dans le prix de base du fabricant ou dans les marges commerciales du grossiste ou du détaillant. Elles comprennent notamment :

- le transport des biens du lieu où ils sont fabriqués vers le lieu où l'acheteur en prend livraison au cas où le fabricant rémunère une tierce partie pour effectuer le transport, s'il y a facturation séparée du transport à l'acquéreur ;
- le transport des biens organisé par le fabricant ou le commerçant de telle façon que l'acquéreur doit acquitter séparément les frais de transport, même lorsqu'il est effectué par le fabricant ou le commerçant,

MÉNAGES

SCN93 (4,132-160)

Un ménage peut se définir de façon synthétique comme un petit groupe de personnes qui partagent le même logement, mettent en commun une partie, ou la totalité, de leurs revenus et de leur patrimoine, et consomment collectivement certains types de biens et de services, essentiellement le logement et l'alimentation,

Le secteur des ménages comprend les individus ou les groupes d'individus en tant que consommateurs et, éventuellement, en tant qu'entrepreneurs qui produisent des biens et des services financiers et non financiers marchands (producteurs marchands), pour autant que, dans ce dernier cas, les activités correspondantes ne soient pas le fait d'unités distinctes traitées comme des quasi-sociétés. Il comprend également les individus ou les groupes d'individus qui produisent des biens et des services non financiers exclusivement pour leur propre usage final,

Les ressources principales de ces unités proviennent de rémunérations de salariés, de revenus de la propriété, de transferts effectués par d'autres secteurs, ou de recettes tirées de la vente de produits marchands ou de recettes imputées correspondant à la production de produits destinés à leur propre consommation finale,

Le secteur des ménages comprend :

- les individus ou les groupes d'individus dont la fonction principale est de consommer ;
- les personnes vivant en permanence en institutions, dont l'autonomie d'action ou de décision en matière économique est très limitée ou inexistante (c'est le cas, par exemple, des membres d'ordres religieux vivant dans des monastères, des patients hospitalisés pour de longues durées, des prisonniers purgeant de longues peines, ou

des personnes âgées vivant en permanence dans des maisons de retraite). On considère que ces personnes constituent, ensemble, une seule unité institutionnelle, c'est-à-dire un seul ménage ;

- les individus ou les groupes d'individus dont la fonction principale est la consommation et qui produisent des biens et des services non financiers exclusivement pour leur propre usage final. Seules deux catégories de services produits pour la propre consommation finale de leurs producteurs font partie du périmètre de la production : les services de logement produits par les propriétaires occupants et les services domestiques produits grâce à l'emploi de personnel rémunéré ;
- les entreprises individuelles et les sociétés de personnes sans personnalité juridique, autres que celles traitées comme des quasi-sociétés, qui sont des producteurs marchands ;
- les institutions sans but lucratif au service des ménages qui ne sont pas dotées de la personnalité juridique, ou celles qui le sont mais dont l'importance est mineure,

Le secteur des ménages comprend six sous-secteurs :

- les employeurs (y compris travailleurs indépendants)
- les salariés
- les bénéficiaires de revenus de la propriété
- les bénéficiaires de pensions
- les bénéficiaires d'autres revenus de transferts
- les autres ménages

NOMENCLATURES

La comptabilité nationale distingue divers ensembles d'objets économiques : les unités, les opérations et les autres flux, les actifs, les activités, les produits, les fonctions,

Une nomenclature est l'instrument qui rend possible le classement des objets élémentaires relevant d'un même ensemble, de telle sorte qu'il permette la collecte statistique et l'interprétation économique. Elle se présente comme une liste d'intitulés organisée selon une pyramide de partitions de l'ensemble considéré (la partition d'un ensemble est composée de sous-ensembles tels que chaque élément est classable dans un et un seul sous-ensemble). Chaque intitulé est lui-même représentatif d'un certain nombre d'objets élémentaires,

,

OPERATIONS

SCN93 (2,24-39, 3,12-56)

Une opération est un flux économique entre unités agissant de commun accord. Ce peut être également un flux économique au sein d'une même unité qu'il est utile, pour l'analyse, de traiter comme une opération, souvent parce que l'unité agit en deux qualités différentes,

Les opérations sont classées en quatre catégories principales :

- 1, Les opérations sur biens et services (sur produits) ;
- 2, Les opérations de répartition ;

- 3, Les opérations financières
- 4, Les opérations qui ne relèvent pas d'une des trois catégories précédentes : la consommation de capital fixe et les acquisitions moins les cessions d'actifs non financiers non produits,

OPÉRATIONS SUR PRODUITS

Elles décrivent l'origine (production intérieure ou importation) et l'emploi (consommation Intermédiaire, consommation finale, formation de capital ou exportation) des produits, Les principales catégories d'opérations sur produits sont les suivantes :

- Production
- Consommation intermédiaire
- Dépense de consommation finale
- Consommation finale effective
- Formation brute de capital
- Exportations et importations de biens et de services

OPÉRATIONS DE RÉPARTITION

Ce sont les opérations par lesquelles la valeur ajoutée engendrée par la production est distribuée entre la main-d'œuvre, le capital et les administrations publiques, et les opérations impliquant la redistribution du revenu et de la richesse, Le Système établit une distinction entre les transferts courants et les transferts en capital, ces derniers participants de la redistribution de l'épargne ou de la richesse plutôt que du revenu,

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Elles décrivent l'acquisition nette d'actifs financiers ou l'accroissement net de passifs, pour chaque type d'instrument financier, Si ces opérations sont souvent la contrepartie d'opérations non financières, elles peuvent aussi être la conséquence d'opérations mettant en jeu uniquement des instruments financiers,

Une opération financière peut se définir comme une action réciproque convenue de commun accord par des unités impliquant soit la création ou la liquidation simultanée d'un actif financier et de son passif de contrepartie, soit le transfert de la propriété d'un actif financier, soit encore la souscription d'un engagement par un débiteur,

PRESTATIONS SOCIALES

SCN93 (8,55-57, 8,75-83, 8,101-104)

Les prestations sociales constituent des transferts, en espèces ou en nature, aux ménages, qui sont destinés à alléger la charge financière que représente pour ceux-ci la protection contre un certain nombre de risques et de besoins, et qui sont effectués par l'intermédiaire de régimes organisés de façon collective ou, en dehors de ces régimes, par des unités des administrations publiques ou des ISBLSM ; les prestations sociales englobent les montants versés par les administrations publiques à des producteurs dans le cadre de la protection des ménages individuels contre les risques et besoins sociaux,

Les prestations sociales comprennent :

- Les prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature :

- Les prestations de sécurité sociale en espèces
- Les prestations sociales de régimes privés
- Les prestations d'assurance sociale directe d'employeurs
- Les prestations d'assistance sociale en espèces
- Les prestations sociales en nature

PRIX DES BIENS ET SERVICES

SCN93 (3,81-86)

Prix CAF

SCN93 (3,85, 14,36-44)

Le prix CAF (coût, assurance, fret) est le prix d'un bien à la frontière du pays importateur ou le prix d'un service fourni à un résident avant acquittement de tous les impôts et droits sur les importations et paiement de toutes les marges commerciales et de transport dans le pays,

PRIX D'ACQUISITION

SCN93 (6,204-217)

Le prix d'acquisition représente le montant effectivement payé par l'acquéreur au moment de l'achat des produits, Il comprend tous les impôts, moins les subventions, sur les produits, ainsi que tous les frais de transports acquittés séparément par l'acheteur pour prendre livraison des produits au moment et au lieu voulus il tient compte des remises accordées en cas d'achats en grandes quantités ou à prix réduit ; il exclut les intérêts ou le

service qui viennent s'ajouter en cas de crédit, ainsi que les charges supplémentaires supportées en cas de défaut de paiement dans le délai convenu,

PRIX DE BASE

SCN93 (6,204-217)

Le prix de base correspond au montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, diminué des impôts à payer, moins les subventions à recevoir, du fait de la production ou de la vente de cette unité (en d'autres termes, diminué des impôts sur les produits, moins les subventions sur les produits), Le prix de base exclut les frais de transport facturés séparément par le producteur,

PRIX FAB

SCN93 (3,85, 14,36-44)

Les exportations et importations de biens doivent être évaluées franco à bord (f,a,b,) à la frontière du pays exportateur, Le prix f,a,b, comprend :

- la valeur des biens aux prix de base,
- les services de transport et de distribution jusqu'à la frontière, y compris (le cas échéant) les coûts de chargement à bord d'un moyen de transport,
- les impôts, moins les subventions, sur les biens exportés,

Dans les tableaux de ressources et d'emplois et dans les tableaux entrées-sorties symétriques, les importations de biens détaillées par groupes de

produits sont évaluées différemment, à savoir à la valeur c.a.f, à la frontière du pays importateur,

PRODUCTION

SCN93 (6,6-36, 6,37-51)

La production est une activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources - main-d'œuvre, capital, biens et services - pour fabriquer des biens ou fournir des services, Ne font pas partie de la production les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain, C'est ainsi que l'accroissement sauvage des stocks de poissons dans les eaux internationales ne constitue pas une production, au contraire de la pisciculture,

Le SEC distingue trois types de production :

- la production marchande
- la production pour usage final propre
- l'autre production non marchande

La même distinction s'applique aux UAE locales et aux unités institutionnelles qui peuvent donc être :

- des producteurs marchands
- des producteurs pour usage final propre
- d'autres producteurs non marchands

PRODUCTION MARCHANDE

La production marchande est la production écoulée ou destinée à être écoulee sur le marché, Elle comprend :

- les produits vendus à des prix économiquement significatifs
- les produits faisant l'objet de troc
- les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature
- les produits livrés par une UAE locale à une autre UAE locale appartenant à la même unité institutionnelle, et destinés à la consommation intermédiaire ou à un emploi final
- les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours destinés à une utilisations précédentes,

PRODUCTION POUR USAGE FINAL PROPRE

La production pour usage final propre comprend les biens et les services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale, ou pour sa formation brute de capital fixe,

Seuls les ménages peuvent conserver des produits pour leur propre consommation finale,

Les exemples les plus courants sont :

- les produits agricoles conservés par les agriculteurs ;
- les services de logement produits par les propriétaires occupants ;
- les services domestiques produits du fait de l'emploi de personnel rémunéré,

Tous les secteurs peuvent conserver des produits pour leur propre formation brute de capital fixe,

AUTRE PRODUCTION NON MARCHANDE

L'autre production non marchande est la production qui est fournie gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs à d'autres unités,

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

SCN93 (2,172-175, 6,233-239)

Le produit intérieur brut aux prix du marché (PIBpm) représente le résultat final de l'activité de production des unités résidentes,

Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts, moins les subventions, sur les produits

- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital), plus les exportations, moins les importations de biens et services,

- le PIB est égal à la somme des emplois du compte d'exploitation de l'économie (rémunération des salariés, autres impôts, moins les autres subventions, sur la production, excédent brut d'exploitation et revenu mixte de l'économie),

En déduisant la consommation de capital fixe du PIB, on obtient le produit intérieur net (PIN) aux prix du marché,

RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS

SCN93 (7,21-47)

La rémunération des salariés définit comme le total des rémunérations en espèces ou en nature que les employeurs versent à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers au cours de la période de référence des comptes,

La rémunération des salariés est ventilée en :

- salaires et traitements
- , salaires et traitements en espèces
- , salaires et traitements en nature
- cotisations sociales à la charge des employeurs
- , cotisations sociales effectives à la charge des employeurs
- , cotisations sociales imputées à la charge des employeurs,

RESTE DU MONDE

SCN93 (4,163-165)

Le reste du monde est un ensemble d'unités qui ne sont pas caractérisées par une fonction et des ressources principales ; il regroupe les unités non-résidentes dans la mesure où elles effectuent des opérations avec des unités résidentes ou ont d'autres relations économiques avec des unités résidentes, Ce n'est pas un secteur pour lequel sont établis des comptes complets, bien qu'il soit commode de le traiter comme un secteur, Les comptes du reste du monde se limitent aux opérations et aux autres relations économiques entre résidents et non-résidents,

REVENU DISPONIBLE

SCN93 (8,11-15)

Le revenu disponible est le solde du compte de distribution secondaire du revenu,

Ce compte montre comment le solde des revenus primaires d'un secteur institutionnel est affecté par

des redistributions : impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., cotisations et prestations sociales (sauf transferts sociaux en nature), autres transferts courants, Le solde du compte est le revenu disponible, qui reflète les opérations courantes et exclut explicitement les transferts en capital, les gains et pertes réels de détention, et les conséquences d'événements comme les catastrophes naturelles,

REVENU DISPONIBLE AJUSTE

SCN93 (8,24-26)

Le revenu disponible ajusté est le solde du compte de redistribution du revenu en nature, Le compte de redistribution du revenu en nature présente une mesure large du revenu des ménages en intégrant les flux correspondant à l'utilisation de biens et de services individuels dont les ménages bénéficient à titre gratuit : prestations sociales en nature et transferts de biens et services non marchands individuels, ces deux catégories de flux étant regroupées constituant les transferts sociaux en nature, Cette mesure facilite les comparaisons dans le temps lorsque les conditions économiques et sociales diffèrent ou se modifient, et complète l'analyse du rôle joué par les administrations publiques dans la redistribution du revenu,

REVENU NATIONAL

SCN93 (2,181, 7,16-17)

Le revenu national (brut ou net), aux prix du marché, représente l'ensemble des revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins subventions, revenus de la propriété (à recevoir moins à payer), excédent d'exploitation (brut ou net) et revenu mixte (brut ou net),

Le revenu national brut (aux prix du marché) est égal au PIB diminué des revenus primaires versés par les unités résidentes à des unités non-résidentes, et augmenté des revenus primaires reçus du reste du monde par des unités résidentes,

Le concept de revenu national brut (aux prix du marché) est identique à celui de produit national brut (PNB) (aux prix du marché) qui a généralement été utilisé jusqu'ici en comptabilité nationale,

REVENUS DE LA PROPRIÉTÉ

SCN93 (7,87-133)

Les revenus de la propriété sont les revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit pour avoir fourni des fonds à une autre unité institutionnelle ou avoir mis l'actif corporel non produit à sa disposition,

On distingue les revenus de la propriété suivants :

- Intérêts
- , - Revenus distribués des sociétés
- , - Dividendes
- , Prélèvements sur le revenu des quasi-sociétés

- Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers
- Revenus de la propriété attribués aux assurés
- Loyers,

SALAIRES ET TRAITEMENTS

SCN93 (7,32-42)

Les salaires et traitements (parfois qualifiés de bruts) comprennent :

- Les salaires et traitements en espèces : ils incluent les cotisations sociales, impôts sur le revenu, etc., à la charge du salarié, même si l'employeur les retient à la source et les verse directement pour le compte du salarié aux administrations de sécurité sociale, aux autorités fiscales et autres,
- Les salaires et traitements en nature : les salaires et traitements en nature correspondent aux biens, services ou autres avantages fournis gratuitement ou à prix réduit par les employeurs à leurs salariés et que ceux-ci peuvent utiliser à leur convenance pour satisfaire leurs besoins ou ceux des autres membres de leur ménage, Ces biens, services ou autres avantages ne sont pas indispensables au travail proprement dit, Ils constituent un revenu supplémentaire pour les salariés puisque ceux-ci auraient dû les payer s'ils avaient voulu les acquérir par eux-mêmes,

SCN: SYSTÈME DE COMPTABILITÉ NATIONALE

C'est le nom du système de comptabilité nationale adopté en 1993 par 5 organisations internationales, et approuvé par la Commission statistique de l'ONU,

SCNG: NOUVEAU SYSTÈME DE COMPTABILITE GUINEEN

C'est le nom du système de la Comptabilité de la Guinée, C'est une application du SCN à la Guinée,

SECTEUR INSTITUTIONNEL

SCN93 (4,6-14)

Un secteur institutionnel regroupe les unités institutionnelles ayant des objectifs, des fonctions et un comportement économique analogue, Une unité institutionnelle appartient à un secteur ou sous-secteur, et un seul,

SERVICES D'INTERMEDIATION FINANCIERE INDIRECTEMENT MESURES

SCN93 (6,124-131)

Certains intermédiaires financiers peuvent fournir des services sans les facturer explicitement en payant et en faisant payer des taux d'intérêt différents aux prêteurs et aux emprunteurs, Il faut utiliser une mesure indirecte de la valeur de ces services non facturés explicitement appelés services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM),

La valeur totale des SIFIM est égale au total des revenus de la propriété à recevoir par les

intermédiaires financiers moins le total des intérêts à payer,

La production de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM) étant difficile à ventiler entre les secteurs utilisateurs, la totalité de cette production est traitée comme une consommation intermédiaire d'un secteur fictif avec une production nulle et une valeur ajoutée égale mais de signe contraire à la consommation intermédiaire,

Ce montant est donc globalement retranché de la valeur ajoutée de l'ensemble des secteurs institutionnels et des branches d'activité,

SOCIÉTÉS D'ASSURANCE ET FONDS DE PENSION

SCN93 (4,97-98)

Le sous-secteur des sociétés d'assurance et des fonds de pension comprend toutes les sociétés et quasi-sociétés financières qui sont principalement engagées dans une intermédiation financière résultant de la mutualisation de risques,

Les contrats d'assurance peuvent être passés avec des individus et / ou des groupes d'individus, que la participation soit ou non rendue obligatoire par les pouvoirs publics, En outre, une partie importante des contrats gérés peuvent être des contrats d'assurance sociale,

SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES

SCN93 (4,68-76)

Le secteur des sociétés non financières regroupe les unités institutionnelles dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires, et qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers,

Le secteur des sociétés non financières couvre également les quasi-sociétés non financières, Celles-ci sont des unités non dotées de la personnalité juridique qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers et qui remplissent les conditions pour être considérées comme quasi-sociétés, Une quasi société doit tenir une comptabilité complète et est gérée comme une société dont la relation de fait avec son propriétaire est celle d'une société avec ses actionnaires,

Le secteur des sociétés non financières est divisé en trois sous-secteurs :

- les sociétés non financières publiques regroupent les sociétés et quasi-sociétés non financières qui sont soumises au contrôle d'administrations publiques

- les sociétés non financières privées nationales regroupent les sociétés et quasi-sociétés non financières qui ne sont pas contrôlées par des administrations publiques ou par des unités institutionnelles non-résidentes

- les sociétés non financières sous contrôle étranger regroupent les sociétés et quasi-sociétés

non financières qui sont contrôlées par des unités institutionnelles non résidentes,

SOCIÉTÉS FINANCIÈRES

SCN93 (4,77-103)

Le secteur des sociétés financières comprend l'ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) et / ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers),

L'intermédiation financière est l'activité par laquelle une unité institutionnelle acquiert des actifs financiers et, simultanément, contracte des engagements pour son propre compte en s'engageant dans des opérations financières sur le marché,

L'intermédiation financière consiste à mettre en relation des unités disposant de moyens excédentaires avec des unités à la recherche de fonds, L'intermédiaire financier n'est pas un simple agent pour le compte de ces unités ; il s'expose lui-même au risque en acquérant des actifs financiers et en contractant des engagements pour son propre compte,

Les activités financières auxiliaires sont étroitement liées à l'intermédiation financière, sans en faire toutefois partie,

SOLDES COMPTABLES

SCN93 (3,64-65, 2,99)

Un solde comptable est une construction comptable obtenue en soustrayant la valeur totale des entrées figurant d'un côté d'un compte à la valeur totale figurant de l'autre côté, Il ne peut pas être mesuré indépendamment des autres entrées, En tant que poste dérivé, il reflète l'application des règles générales de comptabilisation appliquées aux entrées propres aux deux côtés du compte,

Les soldes comptables ne sont pas seulement des postes introduits pour assurer l'équilibre des comptes, Ils incorporent une grande quantité d'information, Ils comprennent quelques-uns des enregistrements comptables les plus importants, comme le montre la liste suivante : valeur ajoutée, excédent d'exploitation, revenu disponible, épargne,

capacité / besoin de financement, valeur nette,

Les soldes comptables sont établis en brut et en net, Ils sont en brut s'ils sont calculés avant déduction de la consommation de capital fixe, Ils sont en net s'ils sont calculés après déduction de la consommation de capital fixe, Il est plus significatif d'exprimer en termes nets les soldes comptables correspondant à un concept de revenu,

SUBVENTIONS

SCN93 (7,71-79)

Les subventions sont des transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs

niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production,

Les autres producteurs non marchands ne peuvent recevoir d'autres subventions sur la production que si elles sont versées dans le cadre de dispositions générales applicables à la fois aux producteurs marchands et aux producteurs non marchands, Par convention, l'autre production non marchande ne peut bénéficier de subventions sur les produits,

Les subventions comprennent :

- les Subventions sur les produits
- , subventions sur les importations
- , autres subventions sur les produits
- les Autres subventions sur la production

TABLEAUX DE RESSOURCES ET D'EMPLOIS

SCN93 (2,210-223, 15,54-119)

Les tableaux de ressources et d'emplois sont des matrices (produits en ligne, branches d'activité en colonne) qui détaillent la production des branches par type de produits et montrent comment les ressources intérieures et importées de biens et de services sont ventilées entre les différents emplois intermédiaires et finals, y compris les exportations, Le tableau des emplois présente également la structure des coûts de production et le engendré par branche d'activité,

Les tableaux de ressources et d'emplois constituent un cadre de coordination pour tous les tableaux par branche d'activité et / ou par produit, qui comprennent des données sur la main-d'œuvre, la formation brute de capital fixe, le stock d'actifs fixes et les indices détaillés des prix et qui décrivent donc en détail la structure des coûts, la génération du revenu, l'emploi, la productivité du travail et l'intensité du capital,

TERRITOIRE ECONOMIQUE

SCN93 (14,09-11)

Le territoire économique d'un pays comprend :

a, le territoire géographique du pays à l'intérieur duquel les personnes, les biens, les services et les capitaux circulent librement ;

b, les enceintes des zones franches, entrepôts et usines sous contrôle douanier ;

c, l'espace aérien national, les eaux territoriales et la plate-forme continentale située dans les eaux internationales, sur lesquels le pays dispose de droits exclusifs ;

d, les enclaves territoriales, c'est-à-dire les territoires géographiques situés dans le reste du monde et utilisés, en vertu de traités internationaux ou d'accords entre Etats, par des administrations publiques du pays (ambassades, consulats, bases militaires, bases scientifiques, etc.) ;

e, les gisements (pétrole, gaz naturel, etc.) situés dans les eaux internationales en dehors de la plate-forme continentale du pays et exploités par des unités résidant sur le territoire tel qu'il est défini aux alinéas précédents,

Le territoire économique ne comprend pas les enclaves extraterritoriales, c'est-à-dire les parties du

territoire géographique du pays utilisées par des administrations publiques d'autres pays, par les institutions de l'Union européenne ou par des organisations internationales en vertu de traités internationaux ou d'accords entre Etats,

TRANSFERTS COURANTS AUX ISBLSM

SCN93 (8,94)

Les transferts courants aux ISBLSM comprennent toutes les contributions volontaires (autres que les legs), cotisations de membres, aides et subsides que les ISBLSM reçoivent des ménages (y compris les non-résidents) et, à titre secondaire, d'autres unités,

TRANSFERTS COURANTS ENTRE ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

SCN93 (8,90)

Les transferts courants entre administrations publiques comprennent toutes les opérations de transfert entre les différents sous-secteurs des administrations publiques (administration centrale, administrations d'Etats fédérés, administrations locales, administrations de sécurité sociale), à l'exception des subventions, des aides à l'investissement et des autres transferts en capital,

COOPERATION INTERNATIONALE COURANTE

La coopération internationale courante couvre toutes les opérations de transfert en espèces ou en nature entre des administrations publiques nationales et des administrations publiques du reste du monde ou des organisations internationales, autres que les aides à l'investissement et les autres transferts en capital,

TRANSFERTS COURANTS DIVERS,

TRANSFERTS EN CAPITAL

SCN93 (10,131-141)

Les transferts en capital se différencient des transferts courants par le fait qu'ils impliquent l'acquisition ou la cession d'un ou de plusieurs actifs par au moins une des parties à l'opération, Que le transfert en capital ait lieu en espèces ou en nature, il doit avoir pour résultat un changement d'ampleur correspondante des actifs financiers ou non financiers figurant dans les comptes de patrimoine d'une ou des deux parties à l'opération, Un transfert en capital en nature correspond au transfert de la propriété d'un actif fixe corporel (autre que des stocks ou des espèces) ou à l'annulation d'une dette par un créancier sans qu'il y ait contrepartie,

Les transferts en capital couvrent les impôts en capital, les aides à l'investissement et les autres transferts en capital,

IMPOTS EN CAPITAL

Les impôts en capital sont des impôts qui frappent de façon irrégulière et peu fréquente la valeur des actifs (ou la valeur nette) détenus par les unités institutionnelles, ou la valeur des actifs transférés

entre unités institutionnelles à la suite d'héritages, de donations entre vifs ou d'autres transferts,

AIDES A L'INVESTISSEMENT

Les aides à l'investissement sont des transferts en capital, en espèces ou en nature, effectués par des administrations publiques ou par le reste du monde à d'autres unités institutionnelles résidentes ou non-résidentes pour leur permettre de financer en partie ou en totalité le coût de l'acquisition d'actifs fixes,

AUTRES TRANSFERTS EN CAPITAL

Les autres transferts en capital regroupent toutes les opérations de transfert autres que les aides à l'investissement et les impôts en capital qui ne constituent pas des opérations de répartition du revenu, mais qui opèrent une redistribution de l'épargne ou du patrimoine entre les différents secteurs ou sous-secteurs de l'économie ou avec le reste du monde,

TRANSFERTS SOCIAUX EN NATURE

SCN93 (8,99-106)

Les transferts sociaux en nature correspondent aux biens et aux services individuels fournis aux ménages au titre de transferts en nature par les unités des administrations publiques et les ISBLSM, que ces biens et services aient été achetés sur le marché par ces unités ou qu'ils soient issus de leur production non marchande. Ils peuvent être financés par l'impôt, les cotisations de sécurité sociale, d'autres recettes des administrations publiques ou, dans le cas des ISBLSM, par des dons ou des revenus de la propriété,

Les transferts sociaux en nature comprennent :

- Les prestations sociales en nature
- Les transferts de biens et services non marchands individuels

UNITE D'ACTIVITE ECONOMIQUE

SCN93 (5,17-34) (établissement)

L'unité d'activité économique locale (UAE locale) est la partie d'une unité d'activité économique relevant du niveau local. L'unité d'activité économique (UAE) regroupe l'ensemble des parties d'une unité institutionnelle en sa qualité de producteur qui concourent à l'exercice d'une activité du niveau « classe » (quatre chiffres) de la NACE Rév.1 ; l'UAE correspond à une ou plusieurs subdivisions opérationnelles de l'unité institutionnelle. L'unité institutionnelle doit disposer d'un système d'information permettant de fournir ou de calculer pour chaque UAE locale au moins la valeur de la production, la consommation intermédiaire, la rémunération des salariés,

l'excédent d'exploitation, la formation brute de capital fixe ainsi que l'emploi,

L'unité locale correspond à une unité institutionnelle ou à une partie d'unité institutionnelle produisant des biens et / ou des services en un lieu géographiquement identifié,

Une UAE locale peut correspondre à une unité institutionnelle ou à une partie d'unité institutionnelle en sa qualité de producteur ; elle ne peut par contre jamais appartenir à deux unités institutionnelles différentes,

Si une unité institutionnelle produisant des biens et des services exerce une activité principale et une ou plusieurs activités secondaires, elle sera découpée en autant d'UAE et les activités secondaires seront classées sous d'autres rubriques de nomenclature que l'activité principale. Par contre, les activités auxiliaires ne sont pas dissociées des activités principales ou secondaires qu'elles servent. Cependant, les UAE qui sont affectées à une position particulière de la nomenclature peuvent produire des produits classés hors du groupe homogène qui caractérise leur activité, à cause des activités secondaires qui leur sont rattachées et que l'on ne peut pas isoler à partir des documents comptables disponibles. Une UAE peut donc exercer une ou plusieurs activités secondaires,

UNITE INSTITUTIONNELLE

SCN93 (4,2-13)

De façon synthétique, une unité institutionnelle est une unité capable, de son propre chef, de détenir des actifs, de souscrire des engagements, et de s'engager dans des activités économiques et dans des opérations avec d'autres unités,

C'est un centre élémentaire de décision économique caractérisé par une unicité de comportement et une autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale. Une unité résidente est dite institutionnelle dès lors qu'elle jouit de l'autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale et soit qu'elle dispose d'une comptabilité complète, soit qu'elle serait en mesure d'en établir une pertinente des points de vue économique et juridique si cela lui était imposé,

Dire qu'une unité jouit de l'autonomie de décision dans l'exercice de sa fonction principale signifie :

- qu'elle est en droit de posséder en toute autonomie des biens et des actifs ; elle est donc en mesure d'échanger la propriété de biens ou d'actifs lors d'opérations réalisées avec d'autres unités institutionnelles ;
- qu'elle a la capacité de prendre des décisions économiques et d'exercer des activités économiques dont elle est tenue directement responsable en droit ;
- qu'elle a la capacité de souscrire des engagements, de contracter des dettes et d'autres obligations et de passer des contrats en son propre nom. Dire qu'une unité dispose d'une comptabilité complète signifie qu'elle dispose à la fois de documents comptables où apparaît la totalité des opérations économiques et financières qu'elle a effectuées au cours de la période de référence des comptes et d'un bilan de ses actifs et passifs,

UNITE RESIDENTE

SCN93 (2,22-23, 4,15-16, 14,7-34)

Les unités - qu'il s'agisse d'unités institutionnelles, d'unités d'activité économique ou d'unités de production homogène - qui constituent l'économie d'un pays et dont les opérations sont reprises dans le SCN sont celles qui ont un centre d'intérêt économique sur le territoire économique de ce pays, Ces unités, appelées unités résidentes, peuvent avoir ou non la nationalité de ce pays, peuvent être dotées ou non de la personnalité Juridique et peuvent être présentes ou non sur le territoire économique de ce pays au moment où elles effectuent une opération,

VALEUR AJOUTEE (B,1)

SCN93 (6,222-232)

Le compte de production permet d'obtenir un des principaux soldes comptables, la valeur ajoutée, qui est la valeur créée par toute unité engagée dans une activité relevant du champ de la production, et un agrégat essentiel : le produit intérieur, La valeur ajoutée a une signification économique à la fois pour les secteurs institutionnels et pour les branches d'activités, La valeur ajoutée (solde du compte) peut être calculée - comme les soldes des comptes suivants - avant ou après déduction de la consommation de capital fixe ; on parle de valeur ajoutée brute et de valeur ajoutée nette, Etant donné que la production est évaluée aux prix de base et la consommation intermédiaire aux prix d'acquisition, la valeur ajoutée ne contient pas les impôts moins les subventions sur les produits,

VARIATIONS DES STOCKS

SCN93 (10,96-115)

Les variations de stocks sont mesurées par la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des éventuelles pertes courantes sur stocks,

DRESSES ET CONTACTS

| N° | Prénoms et Nom | Fonction | E-mail | Téléphone |
|---|---------------------------------|--|--|-------------------------------------|
| Direction Générale de l'INS | | | | |
| 1 | Monsieur Aboubacar KABA | Directeur Général | kababouacar@yahoo.fr | (+224) 628 438 257 / 664 355 537 |
| 2 | Monsieur Sékou DIOUBATE | Directeur Général Adjoint | dioubates@yahoo.fr | (224)620469027 |
| Département Comptabilité Nationale | | | | |
| | Monsieur Mamadou CAMARA | Directeur du Département de la Comptabilité | dalabaya@yahoo.fr | (+224) 631 685 106 |
| 3 | Monsieur Ibrahima Bady BALDE | Sous – Directeur Sociétés Non Financières | sylverd.haba@gmail.com | (+224) 622 505 860 |
| 4 | Hadja Mariama Layla DIALLO | Sous – Directrice Administration Publique | mariamalayladio@yahoo.fr | (+224) 628 444 001 |
| 5 | Monsieur Karim SOW | Sous –Directeur Sociétés Financières | Karimsow052@yahoo.fr | (+224) 628 129 187 |